

La Libye face à l'ONU

DEPUIS que la fin de la guerre froide a consacré leur retour en force - spectacle pendant la crise du Golfe - les Nations unies ne cessent d'innover. La résolution anti-lybienne unanimement adoptée mardi 21 janvier par le Conseil de sécurité est doublement inédite : pour la première fois, l'organisation internationale accorde implicitement l'un de ses membres d'avoir ordonné deux attentats terroristes ; et elle l'enjoint, malgré l'absence d'accord d'extradition, de livrer deux de ses ressortissants à un pays tiers - les États-Unis ou la Grande-Bretagne - pour qu'ils y soient jugés.

Jamais la Libye n'avait été aussi clairement mise au ban des nations. Les quelques orateurs qui ont, au fil des débats, pris du bout des lèvres - la défense de Tripoli exprimait plus la confiance que l'indignation - les États musulmans qui l'ont soutenu de pleines mains, ont eu des réserves juridiques sur la procédure, ils n'ont d'ailleurs pas manqué de fustiger avec un bel ensemble la « terreur internationale ». Seul pays arabe au sein du Conseil, le Maroc s'est, quant à lui, associé sans état d'âme à la condamnation de Tripoli.

Qui aurait envisagé aujourd'hui, par ses pairs arabes, de voter au secours de l'ombrageux colonel Kadhafi ? Les conclusions, publiées en novembre dernier, de la longue et minutieuse enquête policière menée par les équipes d'enquêteurs américains et britanniques ne laissent pas le moindre doute sur les responsabilités de Tripoli.

Les deux agents de renseignement libyens, dont le « livraison » est demandée par Londres et Washington, ont préparé et supervisé l'attentat de Lockerbie qui a fait deux cent soixante-dix morts il y a un peu plus de trois ans. C'est en remontant une autre piste libyenne que le juge français Jean-Louis Bruguière avait, quelques semaines plus tôt, lancé des mandats d'arrêt internationaux contre quatre hauts fonctionnaires de Tripoli, qu'il tient pour responsables de la destruction criminelle, en novembre 1989, d'un appareil d'UTA où cent soixante-dix personnes avaient péri.

Le Conseil de sécurité ne nourrit guère d'illusion sur les chances de voir la Libye obtenir un pardon. Comment le colonel Kadhafi livrerait-il à la justice étrangère des hommes de main qui, selon toute vraisemblance, ne fient qu'à appliquer les ordres de son régime ? Ce serait prendre le risque de voir percer, au regard de tous, ce qui n'est pour l'instant qu'un funeste secret de Polichinelle, à savoir le rôle de la Libye comme centre nerveux du terrorisme international.

Seule la crainte profonde du président libyen d'être de nouveau la cible d'une attaque analogue au raid américain qui frappa Tripoli en avril 1986 l'a amené à multiplier récemment les promesses de bonne conduite, au demeurant aussi peu fiables que leur auteur. Soucieux de préserver le consensus apparus aux Nations unies, les Occidentaux ne semblent pas cette fois vouloir recourir à la force pour châtier le dictateur libyen. Mais les sanctions économiques qu'ils voudraient faire prochainement adopter à New York contre la Libye suffiront-elles à ramener ses dirigeants sur le chemin du droit ? On peut sérieusement en douter.

Lire page 5 l'article d'AFSANE BASSIR-POUR

M0147 - 0123 0 - 6.00 F



La conférence de Washington sur « l'assistance aux nouveaux États indépendants »

Les États-Unis tentent d'orchestrer l'aide internationale à la CEI

Le président George Bush devait inaugurer, mercredi 22 janvier, à Washington, une conférence sur l'aide d'urgence aux Républiques de l'ex-Union soviétique, que les États-Unis tentent d'orchestrer. 47 pays et 7 organisations internationales sont représentés à cette rencontre. Cette initiative américaine avait suscité, lorsqu'elle fut annoncée, quelques critiques de la part des Européens, en particulier de M. François Mitterrand, M. Guigou, ministre des affaires européennes, et M. Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, devaient participer aux travaux.

WASHINGTON
de notre correspondant

Délaissant un court instant une scène politique intérieure qui lui donne de moins en moins de satisfactions, M. George Bush devait inaugurer en fanfare, mercredi 22 janvier à Washington, la « Conférence de coordination sur l'assistance aux nouveaux États indépendants » (comprendre : ceux qui sont nés sur les débris de l'Union soviétique).

Si l'objectif précis de cette manifestation est encore pour le moins confus, sa dénomination officielle est révélatrice : il s'agit d'assister des

États, non pas la Communauté des États indépendants (CEI). Cette nuance sémantique, de nature à rassurer les « nouveaux États », en dit long sur leur méfiance à l'égard d'une organisation, la CEI, qu'ils semblent n'avoir créée que pour apaiser des Occidentaux inquiets devant l'éclosion de l'empire soviétique. La logistique n'y retrouvera pas forcément son compte, qui réclamerait précisément une structure confédérale pour la diffusion et la coordination de l'assistance.

ALAIN FRACHON
Lire la suite et nos informations page 19



Lire également page 6 l'article de JAN KRAUZE sur les rapports entre Kiev et Moscou et page 18 le dossier POINT sur l'aide à la CEI

Socialistes et opinion : le divorce

Image dégradée ; pertes des soutiens traditionnels ; inadaptation au nouvel environnement politique : tels sont les handicaps du PS

par Jérôme Jaffré

Jamais depuis 1981 les socialistes n'ont été aussi impopulaires que ces derniers mois. Les baromètres des instituts de sondage ont enregistré au mois de décembre un quadruple record. Sur la popularité du président de la République : 31 % de confiance et 66 % de défiance, 21 points de soutien perdus en trois mois. Le précédent record datait de janvier 1985 avec 36 % de confiance et 60 % de défiance. Sur la chute du premier ministre : 23 points de confiance perdus dans les six mois suivant son arrivée à l'Hôtel Matignon. Jamais aucun chef de gouvernement sous la V^e République, y compris Raymond Barre et Pierre Mauroy, n'avait subi une disgrâce aussi rapide.

Sur l'image du Parti socialiste, si longtemps parée de toutes les vertus : 36 % de bonnes opinions, 55 % de mauvaises, 10 points de jugements positifs perdus en trois

mois. Le précédent record datait de juillet 1985 avec 38 % de bonnes opinions, 50 % de mauvaises. Sur les intentions de vote en cas d'élections législatives : selon le baromètre de BVA, la gauche est en dessous des 30 % des suffrages exprimés et le Parti socialiste à peine au-dessus de 20 %, ce qui pourrait le ramener à son score de... 1973, en un temps où la concurrence avec le Parti communiste battait son plein.

Sur ces différents indicateurs, la légère remontée du mois de janvier marque sans doute une accalmie plutôt qu'un véritable redressement. Il est stupéfiant que les socialistes se trouvent ramenés si loin en arrière alors que le second septennat de M. Mitterrand n'a répété aucune des erreurs du premier.

Les Français sont moins à droite aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1985.

Lire la suite page 8

Cachemire : le bain de sang oublié

Depuis deux ans, l'insurrection anti-indienne a fait plus de 3 600 victimes

SRINAGAR

de notre envoyé spécial

Elles sont là, supplantes, frissonnant dans l'air glacé de l'hiver himalayen, femmes au visage ravagé par l'angoisse, mains tendues vers les sentinelles indifférentes. Foulard de soie sur les cheveux, elles sont accourues des larmes de l'arrestation de leur mari, frère ou fils, cet homme que les soldats viennent d'emmener, les yeux bandés. Quelques

minutes plus tôt, explique un officier, le « terroriste » a lancé une grenade sur une patrouille des BSF, les Forces de sécurité frontalières.

Ce 13 janvier, un soir de guerre ordinaire dans un faubourg de Srinagar, elles attendent. Quand s'ouvre enfin le portail, livrant le passage à la jeep qui emporte le guerillero anonyme vers un centre d'interrogatoire, les femmes en pleurs s'effondrent dans la neige fondue, se

frappant violemment la poitrine. « Libérez-le, il est innocent », hurlent-elles. A l'arrière du véhicule, debout sur la plate-forme, les soldats indiens sourient derrière la mitrailleuse.

La scène illustre le fossé qui s'est creusé entre l'Inde et les musulmans du Cachemire : qu'elles arrêtent de vrais combattants de la « lutte de libération nationale » ou de simples suspects, les forces indiennes sont perçues comme une armée d'oc-

cupation, tour à tour objet de frayeur et de haine. En retour, constamment harcelés par des « partisans » décidés à disposer des armes les plus modernes, les soldats ont tendance à considérer tout Cachemirien comme un militant en puissance. Résultat, la grande majorité de la population semble aujourd'hui rejeter en bloc la tutelle « colonialiste » de New-Delhi.

BRUNO PHILIP
Lire la suite page 4

Coup de frein sur les salaires

Les salaires du privé ont connu à la fin de 1991 la plus faible augmentation depuis 1986

page 19

Le pouvoir et les « affaires »

Le Canard enchaîné donne une liste de personnalités socialistes mises en cause après les perquisitions du juge Van Rynbeke

page 28

La répression à Cuba

M. Fidel Castro face à la montée de la dissidence

page 3

Violations du cessez-le-feu au Cambodge

L'ONU accablée son implantation

page 4

CAMPUS ♦ ÉDUCATION

Les grandes écoles à la recherche de sang neuf

Depuis quelques années, les écoles d'ingénieurs et de commerce ont multiplié les recrutements, en admission directe, de diplômés de l'université. Pour les élèves issus des classes préparatoires, la concurrence est stimulante mais agaçante.

« Sauve qui peut les profs : l'évaporation ou l'école buissonnière » ♦ Le bas de laine des provinciaux ♦ La fronde des universitaires

pages 11 à 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

« Le Monde des carrières », pages 21 et 22

« Le Monde immobilier », pages 23 et 23

LE MONDE

Janvier

diplomatique

- EX-URSS : L'énigme russe, par Amnon Kapelouk. — Lendemain indécis en Asie centrale, par Alain Gresh. — La Lettonie est-elle gouvernable ? par Eriens Calabrig.
- PLANÈTE : Nouveau monde, par Ignacio Ramonet.
- PROCHE-ORIENT : Le « dossier Palestine », au-delà de la résolution 242, par Henry Cattani. — Jérusalem, la ville sainte qui devient ville-forteresse, par Rouba Housayr. — En attendant la construction du Temple..., par Abraham B. Yehoshua. — Vers le partage en deux capitales ? par Gérard de la Pradelle. — Inquiétudes libanaises, par Georges Corm.
- CUBA : Quelle nouvelle politique économique ? par Janette Habel.
- 1492-1992 : Résistance indienne, noire et populaire, par Maurice Lemoine.
- FINANCE : La rançon de l'euphorie, par Denis Clerc.
- AFRIQUE : Continent des comptoirs ou continent du développement ? par Achille Mbembe. — Fin de règne mouvementée au Kenya, par Victoria Brittain. — La « génération perdue » des fils de l'apartheid, par Linda C. Chisholm. — « Chant de cygne », une nouvelle de Yoko Lye Mudaba.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

United Technologies supprime 14 000 emplois

United Technologies, un des tout premiers groupes industriels américains, annonce la suppression de 14 000 emplois et la fermeture d'une centaine d'usines. Il y a tout juste un mois, c'est General Motors qui procédait à des mesures du même genre. Pour faire face à une des plus graves crises de son histoire, l'industrie américaine est contrainte à d'importantes restructurations.

Lire page 19 l'article de SERGE MARTI

ARTS ♦ SPECTACLES

« L'Amant »

de Jean-Jacques Annaud

Dans le fracas de son lancement publicitaire et les sous-entendus du face-à-face avec Marguerite Duras, l'Amant de Jean-Jacques Annaud sort sur les écrans le 22 janvier : une somptueuse reconstitution de l'Indochine coloniale où se font entendre la musique sensuelle de l'amour physique entre la jeune fille blanche et le Chinois, les sanglots étouffés d'une tendresse impossible.

Lire pages 29 à 31 la critique de DANIEL HEYMANN et l'entretien avec le réalisateur

Mort de

Champion Jack Dupree

Le pianiste de jazz est mort à Hanovre (Allemagne). Ce vétéran du blues a promené un peu partout - en France notamment - un style bondissant et spectaculaire, pathétique et rebelle.

Lire page 26 l'article de FRANCIS MARMANDE

DÉBATS

Algérie

Un autre islam

par Dominique Urvo

La constitution du Haut Comité d'Etat algérien peut n'avoir de portée que politique : maintenir une partie de la population en lisière. Si le but n'est que celui-ci, on risque de ne reculer que pour mieux sauter, car le délai de deux ans est bien court pour supprimer l'essentiel des sujets de revendication. Mais par-delà les calculs – sans doute intéressés – qui ont présidé à la constitution de ce comité alliant une autorité religieuse libérale à un héros d'une révolution qui n'eût rien de libéral, à un chef militaire connu pour sa fermeté, à un représentant des Droits de l'homme jusqu'à présent tenu à l'écart, il y a une réelle chance pour l'islam algérien et, à travers lui, pour l'islam tout entier. Il ne faudrait pas que les calculs à court terme annihilent cette chance.

Trois oublis

Il s'agit de rappeler que, comme toute grande civilisation, l'islam est polymorphe et ne saurait se réduire à une seule image. Ce qui est rejeté, on le connaît bien : une religion du désespoir qui croit trouver dans l'application de formules séculaires un remède à la désintégration actuelle et à la misère qu'elle entraîne. Mais on oublie trop souvent le mécanisme psychologique qui sous-tend cette réaction désespérée. Si la misère de l'Amérique latine a pu servir de terreau à la théologie de la libération, celle-ci ne peut pas recourir au mythe de l'application de l'Evangile. Si, en revanche, il y a un mythe de l'application du Coran à travers la charia, c'est à la faveur de plusieurs escamotages :

– Oubli de ce que la charia n'est que très partiellement fondée sur le Coran. Elle repose aussi sur les traditions prophétiques (*hadith*), sur le consensus (*ijma*) et sur l'usage du raisonnement analogique (*qiyas*).

– Oubli, pour le passé, de ce que le thème du « retour au Coran » – thème récurrent dans l'histoire de l'islam – implique bien évidemment que la politique réelle va toujours bien au-delà de cette référence, et que l'histoire des pays musulmans n'est que pour une petite part régie par le respect du livre sacré.

– Oubli, pour le présent, de ce que le Coran ne contient pas de principes complets de législation. Sur le plan économique, notamment, qui obéisse pourtant légitimement les protestataires, il ignore la production : il ne parle qu'en termes bancaires et commerciaux et, en ces domaines mêmes, reste très vague et purement moralisateur. Il n'est précis que pour une partie des questions secondaires comme l'hé-

ritage, ou sur des questions que l'on peut espérer dépassées comme le butin de guerre. Ce n'est pas pour rien que l'application de la charia prend pour les foules la forme de « l'amputation de la main du voleur et la lapidation de la femme adultère ». Ces formules, par leur brutalité même, sont rassurantes. Elles incarnent l'illusion que la vie tout entière, jusque dans ses formes les plus triviales, peut être régie par un « manuel » qu'il n'y a qu'à appliquer.

A ce titre, le programme du FIS est parfaitement cohérent. Il ne résoudra pas les problèmes concrets, mais il donnera les satisfactions psychologiques qui permettront de surmonter les difficultés réelles.

Que peut, contre cela, l'autorité musulmane libérale qui a été mise en avant ? Sa responsabilité est écrasante et ce sera son honneur de l'assumer pleinement, sans faux-fuyants ni demi-mesures. Trop d'intellectuels musulmans se sentent obligés de donner des gages en exaltant la capacité de l'islam à ne pas se cantonner dans le spirituel mais à assumer aussi le temporel. En fait cette attitude est vouée à l'échec de la demi-mesure, soit à conforter la position du FIS.

Contre le conformisme

La charia comprend certes beaucoup d'injonctions qui ne définissent que du « recommandé » ou du « blâmable » et ne sont donc pas strictement contraignantes. On peut toujours se donner une image libérale en buvant du vin, qui n'est pas formellement déclaré « interdit » (*harâm*) par le Coran, mais seulement par un *hadith*, rapporté par un seul des six grands recueils canoniques de la sunna. Mais il reste néanmoins nombre d'interdits formels (alimentaires ; sexuels, ne se ramenant pas à des questions de pudeur mais relevant de véritables tabous ; vestimentaires, etc.) et nombre d'obligations strictes. On ne peut prétendre découper la réalité musulmane sans risquer l'accusation de manipulation arbitraire, voire d'hypocrisie. Cela n'aura aucune prise sur les esprits, car pourquoi s'arrêter ici plutôt que là dans le respect de prescriptions ? Une prescription n'a d'intérêt que par son caractère contraignant, qui est du même coup rassurant.

La situation exige de rompre avec la croyance que la prescription est le fond du message coranique. Certes le Coran affirme que les croyants se reconnaissent à des actes légaux, comme la prière et l'aumône, notamment. Mais il faut placer le texte dans une perspective historique et admettre que certaines notations n'ont de sens

qu'en fonction du temps et des conditions de la prédication du Prophète. Beaucoup de musulmans le font implicitement. Rarissimes sont ceux qui osent le reconnaître ouvertement.

Dans les conditions présentes, le rôle de l'intellectuel musulman est d'affirmer cette rupture avec une vision sclérosée, et de renouer avec la diversité créatrice des débuts de l'islam. L'histoire des premiers siècles, en effet, est marquée par la question du statut du pécheur grave, c'est-à-dire de celui qui enfreint un interdit, que celui-ci soit de l'ordre de la morale universelle ou de l'ordre du tabou spécifique. Est-il hors de la communauté, ou reste-t-il musulman ? Ou bien encore faut-il le traiter juridiquement comme musulman, tant qu'il n'a pas proclamé une foi contraire, sans se prononcer sur le fond de son cœur ?

A l'extrême, un homme, Jahm Ibn Sa'fwan, eut l'audace d'affirmer que « la foi est seulement la connaissance de Dieu dans son cœur, et même si un homme manifeste par sa langue et par son culte le judaïsme, le christianisme ou toute autre forme de kufir (infidélité), du fait qu'il connaît Dieu dans son cœur, il est musulman ». C'était un défenseur des musulmans persans, opprimés par l'aristocratie arabe umayyade ; il osa demander l'aide des Turcs seldjoukides contre un pouvoir qui confondait ses prérogatives religieuses avec son appartenance ethnique et, par son acte politique, la question théologique du salut des infidèles. Il fut exécuté, et son nom adjectivé devint, pour des siècles, synonyme d'hypocrisie et d'hérésie par excellence.

Trop souvent l'histoire des religions nous montre des individualités fécondes résorbées de force dans le conformisme. En islam, la forme du conformisme est le respect des prescriptions comme telles. Il faut revenir à la question posée par Jahm Ibn Sa'fwan : user l'affirmation que le message religieux est une interpellation intime, qui débouche de façon privilégiée mais non unique sur une communauté, n'est-ce pas une soumission à des formes collectives qui trouvent leur fin en elles-mêmes ?

Ce n'est certes pas une décision politique qui convaincra les masses de rompre avec des réflexes périodiquement réactivés au cours des siècles. Mais le comité a eu le courage de refuser la facilité de la loi du nombre. Il faut poursuivre dans cette voie.

► Dominique Urvo est professeur de pensée et civilisation arabes à l'université de Toulouse-le-Mirail.

Au péril du développement

par Stany Grudzielski

La démocratie a-t-elle quelque chose à gagner à l'interdiction du processus électoral par lequel le Front islamique du salut s'apprête à prendre le pouvoir ?

Cette question, beaucoup répondent par l'absurde : la démocratie avait tout à perdre, assurément, à l'arrivée au pouvoir d'un parti dont le projet est aux antipodes du respect des droits de l'homme. L'opinion commune, en Europe, tant des responsables que des commentateurs politiques, s'aligne donc peu ou prou sur celle-ci, exprimée clairement par M. Longuet, président du Parti républicain français : « Entre le FIS islamique, d'une part, et le gel plus ou moins prolongé de la démocratie sous le contrôle de l'armée, d'autre part, personnellement je préfère la seconde solution ».

On sent poindre l'embaras, néanmoins, dans la réaction de beaucoup de démocrates français de ne pas désapprouver un coup d'Etat qui intervient six jours à peine avant le deuxième tour d'une élection libre au suffrage universel. Faut-il que l'islam fasse peur, pour que ceux-là mêmes qui, il y a peu encore, se réjouissaient des progrès considérables de la démocratie sur toute la planète soient soudain soulagés de son gel, dès lors qu'une élection est remportée par des fondamentalistes musulmans ?

Que, dans un pays arabo-musulman, une élection libre porte au pouvoir un parti islamiste, voilà qui n'étonnera que les ignorants. Autant s'étonner que, dans le Communisme européen, six pays sur douze aient à leur tête un chef de gouvernement social-chrétien. Mais ceux-ci sont des démocrates, dira-t-on. Certes, ils le sont devenus, car d'oubliens pas que nos actuels partis démocrates chrétiens sont les héritiers des divers partis catholiques ou protestants qui, jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, avaient pour principal ennemi, le libéralisme politique.

La démocratie en Europe – on a fâcheusement tendance à l'oublier – ne s'est construite que pas à pas, et elle a résisté, quoiqu'elle ait été de lire le Coran notamment. Le fondamentalisme religieux est un phé-

nomène d'idéologisation qui intervient quasi automatiquement lorsqu'une société, globalement croyante, atteint un stade suffisant d'alphabétisation. C'est, en fait, un phénomène de modernisation politique, qu'il convient de dépasser, mais sans se tromper de méthode.

La meilleure méthode, c'est le développement, qui est bien plus qu'une croissance économique : un long effort global et tous azimuts par lequel une population, s'appuyant sur sa propre civilisation pluriseculaire, progresse dans le domaine de l'éducation, de l'hygiène et de la santé, du cadre de vie, du contrôle des naissances, de l'autonomie de pensée. Le FIS au pouvoir n'aurait pu ni favoriser ni empêcher ce processus, dans lequel la société algérienne s'est lentement engagée depuis au moins une quarantaine d'années, comme en témoignent, entre autres exemples, la diminution constante du taux de natalité. Tout au plus aurait-il pu retarder certains de ses aspects.

Mais c'est d'un tout autre retard que l'Algérie va souffrir à présent, car on vient de la priver d'un facteur accélérateur de développement : la démocratie, que le FIS n'aurait pas été capable de retirer au peuple algérien. Instaurer l'armée en sauveur de la démocratie est risible. Le meilleur service qu'elle puisse rendre à l'Algérie est de rétablir au plus vite le processus électoral avant que le FIS ne prenne le pouvoir par la rue faute de pouvoir le prendre par les urnes.

Le traitement du charlatan

Sommé de choisir une orientation politique lors d'une élection libre, un peuple se tourne tout naturellement vers l'idéologie dominante en son sein. Autant l'écrire, quitte à aller à l'encontre d'une idée reçue : le fondamentalisme musulman n'est pas un phénomène obscurantiste et il est l'idéologie dominante dans le monde arabo-musulman.

Il n'est pas obscurantiste car il se développe au moment précis où la population concernée atteint un taux d'alphabétisation de plus de 50 %, après une augmentation constante sur plusieurs décennies. Les jeunes Algériens, y compris la population féminine elle-même, sont actuellement alphabétisés en masse. Cela ne les a pas empêchés de voter en majorité pour le FIS. L'obscurantisme, c'était avant, lorsque seule une infime partie de la population musulmane était capable de lire le Coran notamment. Le fondamentalisme religieux est un phé-

nomène d'idéologisation qui intervient quasi automatiquement lorsqu'une société, globalement croyante, atteint un stade suffisant d'alphabétisation. C'est, en fait, un phénomène de modernisation politique, qu'il convient de dépasser, mais sans se tromper de méthode.

La meilleure méthode, c'est le développement, qui est bien plus qu'une croissance économique : un long effort global et tous azimuts par lequel une population, s'appuyant sur sa propre civilisation pluriseculaire, progresse dans le domaine de l'éducation, de l'hygiène et de la santé, du cadre de vie, du contrôle des naissances, de l'autonomie de pensée. Le FIS au pouvoir n'aurait pu ni favoriser ni empêcher ce processus, dans lequel la société algérienne s'est lentement engagée depuis au moins une quarantaine d'années, comme en témoignent, entre autres exemples, la diminution constante du taux de natalité. Tout au plus aurait-il pu retarder certains de ses aspects.

Mais c'est d'un tout autre retard que l'Algérie va souffrir à présent, car on vient de la priver d'un facteur accélérateur de développement : la démocratie, que le FIS n'aurait pas été capable de retirer au peuple algérien. Instaurer l'armée en sauveur de la démocratie est risible. Le meilleur service qu'elle puisse rendre à l'Algérie est de rétablir au plus vite le processus électoral avant que le FIS ne prenne le pouvoir par la rue faute de pouvoir le prendre par les urnes.

Faut-il avoir peur d'une république islamiste en Algérie ? Le développement du monde arabo-musulman connaît et continuera de connaître une phase islamiste, c'est hors de doute. Celle-ci peut évoluer, être influencée dans un sens ou dans un autre par l'environnement international, être désavouée par la population si son inapplicabilité est démontrée par les faits, mais en aucun cas on ne peut s'en venir à bout, appliquer le traitement du charlatan : se passer de thermomètre par peur de connaître la température du malade.

► Stany Grudzielski est sociologue.

Les intégristes, ennemis de l'islam

par Arezki Dahmani et Ali Hamou

AUJOURD'HUI, la science est une question de vie ou de mort pour le monde islamique. La première cause de la stagnation du monde arabe est l'absence d'un outil linguistique apte à favoriser la révolution dans les esprits, la langue arabe n'ayant pas pu suivre l'évolution constante des autres langues vivantes. Car, chez les Arabes, le retour aux sources et à la tradition est souvent perçu comme équivalent au progrès : c'est l'éternelle recherche de l'âge d'or de l'Antiquité.

Les sociétés arabes ne se font respecter des Occidentaux, comme du reste du monde, que si elles parviennent à s'imposer, en particulier, sur le plan scientifique et technologique. Mais les grandes moqueries refusent une véritable « concrémentation culturelle », avec leurs professeurs, leurs oulémas incompetents, incapables de traduire convenablement un texte. Il faut avoir le courage de reconnaître et de dénoncer cette concrémentation qui sévit depuis des siècles. Elle est le véritable obstacle au développement, au sein des peuples musulmans, d'une conscience scientifique. Car, si le colonialisme a sa part dans cette sclérose, il ne suffit pas à expliquer cette stagnation.

Pourtant le Prophète a dit : « Enseignez la science. Qui l'enseigne craint Dieu. Qui se bat pour la science combat pour Dieu. Qui la possède devient un être de bienveillance et de vénération ». La science n'a ni frontières ni nationalité. L'islam prône la recherche scientifique, qui est une recherche des moindres détails de la lumière, de la connaissance des lois de l'univers divin, contre tout obscurantisme, tout dogmatisme.

Si l'Occident a réussi sa « révolution cartésienne » de la pensée, le monde musulman demeure encore soumis à l'autoritarisme de la pensée moyenâgeuse. Les oulémas du monde musulman se proclament des « sages d'Allah » : des savants complets, des théologiens infallibles, qui confinent leur savoir à la pratique des rites religieux, à l'étude formelle d'une « charia » fossilisée, inflexible sans rien comprendre à l'évolution du monde et aux exigences de notre époque.

Depuis des siècles, les peuples arabo-musulmans vivent dans le carcan des pouvoirs politiques et religieux,

tout comme l'Europe du Moyen Âge a été soumise au joug du trône d'un monarque de droit divin et de l'autel d'une Eglise infallible. Les théologiens et *faqih*s ont toujours essaimé, et ne cessent encore de le faire de nos jours. « El Boukhari » l'a dit, « El Ayatollah » l'a proclamé, « El Charaf » l'a fixé, « El Amiri » l'a décidé : il n'y a qu'à obéir et s'incliner.

Ces théologiens se replient dans le culte du passé et dans les rites et pratiques religieuses comme dans un refuge, pour conserver leur autorité et leur prestige auprès de masses ignorantes et appauvries.

Pour cela, les intégristes se conduisent de deux manières : soit ils confortent les pouvoirs politiques en place comme étant le produit du destin, de la volonté divine, pour participer à l'exercice du pouvoir ; soit, au nom des « valeurs morales de l'islam », ils s'opposent aux pouvoirs en place et en organisant la conquête pour leur propre profit. Mais, par la suite, ce fondamentalisme est incapable d'apporter des solutions modernes, valables, aux problèmes sociaux de notre ère scientifique et ne comprend pas que, sans la science, on ne pourrait rejoindre La Mecque en quelques heures d'avion.

Briser le carcan

Les peuples arabes ne sont pas incapables de briser le carcan du Moyen Âge qu'ils subissent depuis des siècles, ils disposent des mêmes atouts, des mêmes potentialités que les autres peuples plus avancés dans le domaine scientifique et technologique. D'ailleurs, les cadres et les élites de ces peuples réussissent fort bien dans ces domaines, dès qu'ils font leurs études à l'étranger : en Europe, aux Etats-Unis ou au Canada.

Le réveil du monde islamique passe, au moins en partie, par une maîtrise de la science et par une rupture totale avec l'idéologie du fondamentalisme religieux primaire, dogmatique, contraire même à la haute spiritualité de l'islam.

L'Europe, qui a vécu durant des siècles dans la faim et les épidémies, dispose aujourd'hui de fleuves de lait, de montagnes de céréales et de richesses. Pourquoi donc les grands oulémas et *faqih*s fondamentalistes n'utilisent-ils pas leur science reli-

gieuse, leurs fatwas, leur « baraka » de bénédiction et de malédiction pour nous faire produire une partie de ces richesses ? Pourquoi donc ces savants religieux ne peuvent-ils pas nous préserver des épidémies de toutes sortes ? Pourquoi vont-ils donc se soigner dans des hôpitaux étrangers de mécontents ? Pourquoi donc cette classe religieuse n'a-t-elle une « boulimie » de tous les produits de consommation et des moyens audiovisuels inventés, fabriqués par le « Satan » de l'Occident ?

Les peuples arabes doivent tout faire pour se mettre sur les rails de la science et de la technologie en empruntant les moyens adéquats au système d'éducation de l'Occident. S'ouvrir sur l'extérieur, acquiescer à la science, telle est la première étape.

La deuxième étape du renouveau et du développement des peuples musulmans est l'émancipation de l'homme. Dans nos sociétés traditionnelles, réduite au rôle de la production, elle ne joue qu'un très faible rôle dans la vie économique, culturelle, politique. En enchaînant la femme par des mœurs sclérosées, contraires à l'islam qui l'a élevée au rang d'égal, l'homme s'est enchaîné lui-même sans le savoir. Les sociétés musulmanes qui s'opposent à cette émancipation ne respirent que d'un seul poumon, ne travaillent que d'une seule main, n'avancent que d'une seule jambe.

Emancipation de la femme ne signifie nullement imiter les mœurs, les modes de vie et les excès de la société occidentale. Il s'agit tout simplement de lui accorder des droits égaux à ceux de l'homme dans les domaines social, juridique, culturel, politique.

En guise de conclusion, soumettons au lecteur cette réponse d'un ministre japonais à un journaliste occidental : « Nous avons rompu avec notre ancêtre, le « samouraï féodal », après avoir compris notre retard. Nous nous sommes copiés, imités dans le domaine scientifique durant des décennies. Plus nous nous avançons, plus nous nous avançons. Mais, demain, ce sera à vous, l'Occident, de nous imiter et de nous copier à votre tour ».

► Ali Hamou est membre du mouvement France-Plus, dont Arezki Dahmani est le président.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-98-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94032 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléfax : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57.437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-30-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE arion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صكنا من الأصل

ÉTRANGER

CUBA : face à la montée de la dissidence

M. Fidel Castro a choisi d'accentuer la répression

Les Etats-Unis et le Salvador ont condamné, mardi 21 janvier, l'exécution la veille à Cuba d'un opposant, que le quotidien officiel cubain *Granma* a qualifié de « juste et exemplaire ». La Havane, a ajouté l'éditorial, ne tolérera aucune opposition tant que Washington maintiendra sa politique hostile à l'égard de la « révolution cubaine ».

Évoquant pour la première fois, fin octobre, la possibilité de perdre le pouvoir et la majorité du peuple ne soutient plus la révolution, le président Fidel Castro avait aussitôt ajouté qu'une « révolution minoritaire », loin de se rendre, serait appelée à se défendre. Sans avoir le courage que d'autres dictateurs ont eu, d'autoriser des élections démocratiques pour mesurer ce soutien, le Lider maximo a choisi l'escalade dans la répression pour se maintenir en place.

Depuis le 4^e congrès du PC cubain, en octobre, qui avait réaffirmé son attachement à l'orthodoxie, il ne s'est guère passé de semaine sans que des dissidents soient condamnés. Les autorités s'en sont d'abord pris aux mouvements sociaux-démocrates et surtout à Troisième option du cinéaste Marco Antonio Abad - mis sous les verrous quelques jours avant son avocat Jorge Crespo, - à Crisière alternatif, dont la présidente Maria Elena Cruz Varela et deux autres dirigeants ont été condamnés à la prison, ou encore au groupe Harmonie de Yedemino Restano, lui aussi en attente d'être jugé.

Les virelles propo, fin décembre, du premier secrétaire du PCC, M. Carlos Aldana, contre « le millier



de contre-révolutionnaires vivant à Cuba, prétendant s'intéresser aux droits de l'homme mais liés en fait à la CIA», ont coïncidé avec un nouveau durcissement. Aussi les trois exilés cubains arrivés à Miami, vraisemblablement pour tenter des opérations de guérilla dans l'île, ne pouvaient-ils s'attendre que M. Castro se montre magnanime. De là à les condamner à mort, il y avait un pas que la justice cubaine n'avait jamais franchi dans les précédents cas d'infiltration.

Il fallait vraiment que l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez - l'un des derniers intellectuels à continuer de soutenir La Havane - soit convaincu que son ami le « comman-

dante» avait dépassé les bornes, pour qu'il se décide à joindre sa voix aux appels à la clémence, venus de la Maison Blanche et de nombreux pays latino-américains, mais pas de la France. Si les condamnations à mort de Pedro Alvarez Pedrosa et Dantovenia Fernandez ont été commuées en trente années de prison, Eduardo Diaz Balam, considéré comme le chef du commando, a été fusillé lundi (le Monde du 22 janvier).

Les autorités ont profité de cette affaire pour tenter d'établir un lien entre ce groupe entraîné en Floride et les dissidents de l'intérieur, qui n'avaient pas encore été sérieusement inquiétés. Sous le prétexte que leurs

noms avaient été trouvés dans les carnets d'adresse des membres du commando, trois dirigeants du Comité cubain pour les droits de l'homme ont été arrêtés le 17 janvier, et l'un d'eux, M. Sébastien Arcos, est toujours incarcéré.

En guise d'avertissement, le président d'un autre comité de défense des droits de l'homme, M. Elizardo Sanchez Santa-Cruz, a subi le même jour un « acte de repudio », sorte de « pogrom » à la cubaine, auquel il est de plus en plus fréquemment fait recours : plusieurs centaines de « manifestants » s'en sont violemment pris à son domicile, en hurlant des injures à son endroit pendant près de vingt-quatre heures, sous le regard des policiers.

« La cinquième colonne »

Devant les activités de la dissidence en exil, qui s'organise de mieux en mieux entre Miami, Madrid ou Paris, devant les actions de plus en plus audacieuses des anti-castros, y compris au sein de l'appareil d'Etat (le Monde du 20 décembre), le Lider maximo a montré indirectement qu'il prenait la mesure réelle du danger : il a choisi la terreur pour dissuader ceux qui seraient tentés de profiter d'une situation économique devenue catastrophique depuis l'effacement de l'URSS. Des patrouilles armées protègent les champs, les usines et, depuis quelques jours, les trains de marchandises, afin de prévenir les vols commis par une population soumise à des restrictions croissantes, qui touchent même les produits de première nécessité.

Le gouvernement cubain ne donnera pas « la moindre possibilité de relever la tête aux rangs sordides et

miserables de la cinquième colonne (...) qui doivent savoir que nous les combattons sans trêve, avec tous les moyens et sur tous les terrains », a dit clairement *Granma* mardi, sonnant le glas des derniers espoirs de dialogue de la dissidence.

« L'hypocrisie et la cowardise des hommes politiques et autres personnalités latino-américaines qui se permettent de critiquer Cuba » y sont dénoncées par un régime en voie de se mettre à dos les dernières bonnes volontés étrangères plaçant pour la « manière douce » à l'égard de l'intransigeant Fidel.

Ce dernier pourra-t-il encore longtemps brandir le spectre d'un retour

aux conditions de vie existant sous la dictature de Batista, qu'il avait renversé en 1959, alors que son régime devient tout aussi répressif? L'argument de l'anti-américanisme et du nationalisme, qu'il tente d'exacerber à défaut de pouvoir s'appuyer sur les vertus du socialisme, gardera-t-il suffisamment de poids?

L'isolement croissant et le mépris du régime castriste conduisent les exilés cubains à tourner leurs regards vers l'Espagne d'antan : ils dressent un parallèle avec les dernières années de la dictature de Franco, qui furent longues.

MARTINE JACOT

Selon M. Robert McNamara

Moscou avait livré trente-trois missiles nucléaires à La Havane en 1962

L'Union soviétique disposait de vingt-quatre missiles nucléaires de portée intermédiaire capables d'atteindre les Etats-Unis et de neuf fusées à courte portée, lors de la crise des missiles en 1962 entre les Etats-Unis et Cuba, a affirmé, mardi 21 janvier, à Washington l'ancien secrétaire américain à la défense Robert McNamara.

Alors que la CIA était persuadée qu'aucune ogive nucléaire n'avait été livrée au régime castriste, Cuba disposait à ce moment-là de quarante-cinq de ces engins, a ajouté M. McNa-

mara, s'appuyant sur les confidences de responsables soviétiques recueillies lors d'une conférence à huis clos organisée à La Havane le mois dernier.

Selon ces sources, les soldats soviétiques présents à Cuba en 1962 étaient au nombre de 42 000 et non de 10 000, comme l'estimait la CIA. La crise avait été réglée par le retrait des fusées soviétiques de Cuba, en échange d'une promesse du président Kennedy de ne pas envahir l'île. - (AFP, AP.)

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le FIS appelle l'armée à défendre le choix du peuple

Le Front islamique du salut (FIS) a appelé l'armée, mardi 21 janvier, dans un communiqué signé par M. Abdelkader Hachani, président de son bureau exécutif provisoire, l'armée à « préserver l'unité du pays, sa sécurité et sa tranquillité », à « débarrasser le peuple de la tutelle imposée » et à « défendre sincèrement l'islam » ainsi que le choix du peuple « concrétisé lors des élections du 26 décembre ».

De son côté, dans un entretien publié, mardi, par le quotidien *Libre Belgique*, M. Sid Ahmed Ghazali affirme détenir « des preuves qu'il y a eu participation de l'iran à tous les actes illégaux qui ont marqué certains comportements avant et pendant les élections ». A son avis, cette implication de Téhéran n'est « pas seulement financière ».

A propos du « froid » dans les relations entre Alger et Paris (le Monde du 21 janvier), M. Ghazali critique « les gens en France qui continuent à vivre les problèmes de l'Algérie comme s'ils étaient les leurs parce qu'ils n'ont pas encore accepté notre indépendance ». « Il faut que les Européens sachent qu'il ne suffit pas de se contenter d'analyses de salon ou de donner des directives », ajoute-t-il. Il faut qu'ils comprennent que le problème de ce pays est économique. S'ils veulent sincèrement que la démocratie réussisse dans ce pays, il faut qu'ils fassent preuve de solidarité vis-à-vis de l'Algérie dans le domaine économique et financier. »

De son côté, M. Hocine Ait Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), affirme, dans un entretien publié mardi dans le quotidien tunisien *Le Temps*, qu'il fallait « laisser les intégristes aller au pouvoir, parce que l'épreuve du pouvoir s'est révélée catastrophique pour eux lors des élections municipales ». Elle aurait abouti, selon lui, à « l'implosion du FIS parce qu'il est traversé par de nombreux courants contradictoires ». Il souligne qu'on ne peut pas résoudre les problèmes économiques et sociaux ou créer un gouvernement de relance économique sans qu'il y ait la confiance et l'espoir, ainsi que la réconciliation du peuple avec ses institutions. - (AFP, AP.)

CONGO : après la « réapparition » du premier ministre

L'épreuve de force entre les militaires et le gouvernement de transition se prolonge

Environ deux mille partisans du premier ministre congolais, M. André Milongo, dont l'armée exige le départ, ont manifesté, mardi 21 janvier à Brazzaville, leur soutien au chef du gouvernement de transition. Bien que quelques blindés aient pris position dans la ville, la situation est restée relativement calme.

BRAZZAVILLE
correspondance

« Je ne suis pas en fuite. A la suite de l'agitation militaire, j'avais jugé préférable de me retirer dans une résidence secondaire. Je vous demande de garder votre calme et d'éviter toute provocation. » Les traits tirés, le premier ministre congolais s'est brièvement adressé à ses concitoyens, mardi 21 janvier, dans un message diffusé à plusieurs reprises par la télévision, toujours occupée par une cinquantaine de parachutistes du groupement aéroporté de l'armée congolaise. « Nous sommes fouillés, ils visionnent toutes nos cassettes et vérifient le contenu des journaux. Dans ces circonstances, nous avons décidé de ne pas présenter de journal ce soir », affirme un journaliste congolais. Les Brazzavillois ont effectivement dû se contenter des informations de la télévision s'illustre qui émet à Kinshasa, sur l'autre rive du fleuve.

L'appel au calme lancé par le premier ministre n'a pas désamorcé la colère de ses partisans. Toute la journée, ils ont littéralement « bouclé » leur fief, le quartier Bacoongo, à la périphérie de la ville. Des barricades de planches et de parpaings interdisaient toute circulation sur l'avenue Djoué, la principale artère du quartier. Dans l'après-midi, la diffusion du communiqué numéro 4 des putschistes, menaçant de supprimer « tous les barrages, y compris par la force », et le déploiement de cinq véhicules blindés, n'ont pas impressionné les milliers de partisans du premier ministre qui scandaient des slogans hostiles à la France.

« Les Français sont derrière cette affaire », affirme un instituteur. « Les Français, ils veulent la démocratie, et quand les militaires menacent la démocratie, ils ne disent rien », s'exprime un étudiant. Le groupe EIF, l'un des principaux

opérateurs pétroliers au Congo, est également fustigé par la foule. « C'est EIF qui travaille avec le PCP [l'ex-parti unique], hurle un homme d'âge mûr, en costume de flanelle et mocassins vernis. Les « sapeurs », qui font de l'élégance une religion, sont également descendus dans la rue.

Le déchaînement antifrancophone n'a pas, pour l'instant, inquiété les diplomates. « Aucun plan d'évacuation n'est envisagé », affirme-t-on à l'ambassade de France dont les jardins étaient pourtant transformés, le soir de ses coups de force, en lycée français, le collège Saint-Exupéry, qui accueille 900 élèves, a en effet été fermé « par prudence ». Les élèves ont été schématisés à l'ambassade de France où leurs parents sont venus les récupérer. Les autres établissements scolaires de la capitale congolaise étaient également fermés.

Le Conseil supérieur de la République (CSR), l'instance politique suprême issue de la Conférence nationale, devait en principe se réunir mercredi en session extraordinaire, sous la présidence de Mgr Ernest Kongo. Cet évêque, qualifié par un partisan du premier ministre de « mollasse qui cajole Sassou N'Guesso » (le président de la République, déposé de l'essentiel de ses pouvoirs par la Conférence nationale), a passé toute la journée et une partie de la nuit à consulter les différents acteurs du débat politique congolais.

« Fibre tribale »

Dans le conflit qui oppose l'armée au gouvernement civil, le CSR a déjà désavoué le premier ministre : dès vendredi soir, son bureau demandait au gouvernement d'annuler, comme le demandent les putschistes, les nominations dans l'armée. Cette attitude n'a pu que satisfaire le général Mokoko, le chef d'état-major de l'armée congolaise, présenté comme l'un des investigateurs du coup de force. « Mokoko démission, Kongo traître », pouvait-on lire sur une banderole brandie par des manifestants. Les partisans du premier ministre ont d'ailleurs condamné cette « collusion ».

La modération affichée par le Conseil supérieur de la République incite d'ailleurs les observateurs à

pronostiquer une issue heureuse à cette crise. « On crie au loup, et puis on arrive finalement à un compromis, comme toujours », lâche, visiblement désabusé, l'un d'eux. Mais les adversaires les plus virulents du premier ministre s'apprêtent à taire leur rancœur.

« De toute façon, on ne peut pas démissionner Milongo sous la pression des militaires », a vu un membre du CSR qui aurait pourtant bien aimé présenter et défendre une motion de censure, comme le prévoit la Constitution provisoire adoptée par la Conférence nationale. Le soutien populaire dont bénéficie pour l'instant le premier ministre ne l'inquiète pas outre-mesure. « La fibre tribale, ça marche encore chez nous », affirme-t-il, constatant, comme de nombreux observateurs, que ce sont avant tout des membres de l'ethnie de M. Milongo qui sont descendus dans la rue.

JEAN-KARIM FALL

DJIBOUTI

Un nouveau projet de Constitution à l'étude

Le président Gouled Aptidon a signé, mardi 21 janvier, un décret portant création d'une commission pour l'élaboration d'un nouveau projet de Constitution, a annoncé la Radio nationale. Parmi les quatorze membres de cette commission figurent le président du Parlement, le président de la chambre de commerce, le procureur général de la République et le bâtonnier du barreau de Djibouti. Cette décision survient alors que les maquisards du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), qui contrôlent, depuis la fin novembre, la majeure partie du nord du pays, ont lancé l'offensive dans le sud. Par ailleurs, des chefs coutumiers issus du démenti, l'un des informations faisant état d'un soutien apporté par leur communauté à M. Mohamed Djama Elabe, ancien ministre démissionnaire (le Monde du 21 janvier) et ont exprimé leur fidélité au gouvernement. - (AFP)

ZAÏRE : regain de tension à Kinshasa

Une manifestation de l'opposition a été violemment dispersée

Le climat s'est brusquement tendu, mardi 21 janvier, à Kinshasa, où l'opposition, regroupée dans l'Union sacrée, avait appelé « la population combattante » à dénoncer la suspension des travaux de la Conférence nationale, décrétée dimanche par le gouvernement. La foule des manifestants, qui se rendait au Palais du peuple, où siège habituellement la Conférence, a été violemment dispersée par l'armée. Selon l'Union sacrée, l'intervention des militaires aurait fait des dizaines de morts ; cette information, cependant, n'a pas pu être confirmée de sources médicales. L'opposition a aussitôt appelé à une grève générale de vingt-quatre heures

pour jeudi et prié le président de la Conférence, Mgr Moenswé Pasinya, de convoquer une séance plénière le plus vite possible. L'archevêque a, de son côté, critiqué la décision du gouvernement, l'accusant d'avoir « pris la liberté de travestir la vérité des faits, pour prêter à la Conférence nationale des intentions qu'elle n'a pas ».

La veille, à Bruxelles, le ministre belge des affaires étrangères avait « condamné fermement » la suspension de la Conférence, estimant que cette décision portait « une nouvelle fois atteinte à la crédibilité des autorités zaïroises ». - (AFP, Reuter.)

SOMALIE

Les Nations unies s'apprêteraient à engager une médiation

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a demandé au Conseil de sécurité, mardi 21 janvier, de prendre des mesures urgentes pour favoriser une solution pacifique du conflit qui ravage la Somalie.

Selon des sources diplomatiques, cette initiative devrait aboutir à l'adoption d'une résolution demandant la signature d'un cessez-le-feu officiel et un embargo sur les armes à destination de ce pays. Le projet de résolution, qui devrait être examiné jeudi, engagerait également le secrétaire général dans des efforts de médiation auprès des parties en

conflit, avec la coopération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de la Ligue arabe.

Dans un entretien accordé à l'AFP, le week-end dernier, le général Mohamed Farah Aidid s'est déclaré prêt à respecter un cessez-le-feu sans condition dans la guerre qui l'oppose au président Ali Madhi Mohamed pour le contrôle de Mogadiscio. Mais il a estimé qu'il s'agissait « d'une affaire interne à la Somalie » et a rejeté toute idée de médiation étrangère ou d'interposition d'une force de maintien de la paix, qu'elle émane des Nations unies, de l'OUA ou de pays arabes. - (AFP)

« Mali : forte abstention aux élections municipales. - L'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), l'un des deux plus grands partis créés depuis la chute du président Traoré en mars 1991, a remporté le plus grand nombre de sièges de conseillers aux élections municipales du 19 janvier, avec 214 sièges sur 751, selon les résultats définitifs proclamés par le ministère de l'Administration territoriale. Le taux de participation n'a été que de 30 % à 40 %. Le premier tour des législatives aura lieu le 26 janvier. - (AFP, Reuter.) »

« MAROC : libération de six islamistes. - Six membres de l'organisation islamiste clandestine Al-Adl Wal-Ihsan (justice et bienfaisance) ont été libérés, mardi 21 janvier, a-t-on appris, de source informée, à Rabat. Ils avaient été arrêtés en janvier 1990 et condamnés à quatre ans de détention, notamment pour « participation à une association inter-

PROCHE-ORIENT

Les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Le Conseil de sécurité de l'ONU somme la Libye de livrer deux de ses agents

Le Conseil de sécurité des Nations unies a sommé la Libye, mardi 21 janvier, de livrer deux de ses agents accusés d'avoir commis l'attentat à la bombe contre le Boeing de la PanAm qui a explosé en vol au-dessus de Lockerbie, en Écosse, en 1988 (270 morts). Dans sa résolution 731, adoptée à l'unanimité, le Conseil a aussi demandé à Tripoli de coopérer à l'enquête sur l'attentat contre l'appareil d'UTA, détruit au-dessus du Niger en 1989 (171 morts). La Libye est menacée de sanctions économiques si elle n'obtempère pas.

NEW-YORK
(Nations unies)

correspondances

L'ONU a franchi un nouveau pas pour marquer son autorité et intervenir de plus en plus auprès des pays membres au nom des droits de l'homme et de la justice.

La résolution 731, cosignée par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, « demande instamment » aux autorités libyennes d'apporter immédiatement une réponse « complète et effective ». Cédant à la pression de la Ligue arabe, les trois pays signataires ont accepté d'ajouter une phrase dans le texte « priant » le secrétaire général de l'ONU de rechercher la coopération du gouvernement libyen. Les pays arabes souhaitent la « médiation » de M. Boutros Boutros-Ghali, mais les Occidentaux estiment qu'un tel rôle ne relève pas de sa compétence. M. Boutros-Ghali lui-même n'a pas exprimé ses intentions. Selon son porte-parole, il réunira « bientôt » les quinze membres du Conseil ainsi que les Libyens pour « déterminer la façon la plus appropriée d'accéder à la demande du Conseil ».

Si la réponse de la Libye est estimée « incomplète », Washington, Paris et Londres sont prêts à faire appliquer des sanctions économiques à l'encontre de Tripoli. Les Occidentaux n'ont pas fixé de date limite et

des diplomates arabes estiment qu'« on ne peut pas imposer des sanctions à un pays parce qu'il refuse de livrer ses ressortissants à un autre pays ». Ces diplomates espèrent que le consensus obtenu pour cette résolution créera une pression assez forte sur Tripoli pour l'obliger à coopérer.

Dans leur lettre adressée au Conseil de sécurité le 27 novembre dernier, les États-Unis et la Grande-Bretagne exigent que les deux ressortissants libyens soient « livrés » aux autorités américaines ou écossaises, dans le cas de l'attentat contre l'avion de la PanAm. La position de la France est beaucoup plus vague. Dans sa lettre, Paris demande à Tripoli d'autoriser les responsables officiels libyens à répondre à toute demande du juge d'instruction français. Cette demande, telle qu'elle est formulée, a déjà été acceptée par la Libye si l'on en croit le discours de son ministre de l'Industrie, M. Ismaïl Azouzi Talhi, à la tête de la délégation au Conseil.

L'ambassadeur de Libye auprès de la Ligue arabe, M. Ali Triki, qui se

trouve actuellement à New-York, a expliqué aux journalistes que son pays était prêt à coopérer pour une enquête internationale mais il a dit : « Aucune loi ne nous oblige à livrer un de nos citoyens. C'est une chose que nous ne pouvons faire. » M. Talhi s'est plaint du fait que Washington et Londres ont accusé non seulement des ressortissants libyens, mais aussi l'État « sans aucune preuve ». Il a réitéré la demande libyenne pour l'établissement d'une commission d'enquête neutre.

L'ambassadeur des États-Unis, M. Thomas Pickering, a déclaré : « Les accusés doivent être simplement et directement mis entre les mains de gouvernements compétents pour être jugés. » Le président du Conseil pour le mois de janvier, Sir David Hannay a expliqué la position du gouvernement britannique : « Un procès doit se dérouler en Écosse ou aux États-Unis. (...) On ne peut pas faire confiance au système judiciaire libyen. »

AFSANÉ BASSIR POUR

Un rapport de police britannique met en cause la Syrie

Selon le journal The Guardian, un rapport de la police de Lockerbie, rendu public lundi 21 janvier aux Communautés par le journaliste Tarn Dalyell, affirme qu'une organisation terroriste basée en Syrie pourrait être également impliquée dans l'attentat contre l'avion de la PanAm, contredisant apparemment les récentes affirmations britanniques et américaines selon lesquelles seuls des agents libyens seraient à l'origine du sabotage.

Selon ce rapport, un équipement « mortel » d'engin explosif, découvert par la police allemande deux mois avant l'explosion de l'avion, était identique au matériel découvert plus tard dans les

débris par les enquêteurs écossais. Le rapport décline en outre la décision d'un certain Marwan Khiriat, soupçonné d'être un agent du FPLP-Commandement général de Ahmed Fatah (basé en Syrie) et qui serait le véritable porteur de l'engin explosif. En novembre dernier, le CIA et les services secrets britanniques partageaient cette conviction et avaient mis en cause cette organisation. Au cours de son intervention aux Communautés, M. Dalyell a mis au défi M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, de déclarer si oui ou non il écartait toujours une implication syrienne ou iranienne dans l'attentat.

EGYPTE : religion et liberté d'expression

Tentative de coup de force des islamistes dans l'édition

LE CAIRE

de notre correspondant

Islamistes et intellectuels se livrent actuellement en Égypte une lutte acharnée dont l'enjeu est la liberté d'expression. Le 7 janvier deux fonctionnaires de l'Académie de recherches islamiques (ARI), dépendant d'el Azhar, la plus haute autorité religieuse sunnite, se sont présentés à la Foire internationale du livre, au stand de l'éditeur Dar Sina, et ont demandé que cinq ouvrages d'un magistrat égyptien et islamologue réputé, M. Mohamed Said-el-Achmaoui, soient interdits de vente. Ces livres, accusés par l'ARI de « défigurer la charia », sont des essais où l'auteur, lui-même professeur de droit islamique, fait une analyse démontrant que les arguments de « ceux qui se prétendent les vicaires de Dieu sur terre » sont fallacieux.

Quelques jours plus tard les fonctionnaires de l'ARI revenaient à la Foire du livre pour saisir deux autres ouvrages édités par Dar Sina. Le premier, *Bombes et corans* du journaliste Adel Hamouda, avait été édité en 1985 et traitait de l'organisation islamiste musulmane el Djihad, responsable notamment de l'assassinat du président Sadate en 1981. Le second, *Derrière le voile de l'écrivain* Samia-el-Masri, avait été édité en 1989 et décrivait la condition de la femme dans l'idéologie islamiste.

Entre temps l'Organisation générale

du livre, entreprise étatique dépendant du ministère de la culture qui est le plus grand éditeur égyptien, avait retiré de ses stands la nouvelle *Nas du critique littéraire Ibrahim Issa*. Cela n'a pas empêché l'ARI de la saisir pour « immoralité et atteinte aux principes religieux ».

Echo
d'Algérie

L'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) a réagi dans un long communiqué, dénonçant « ce nouvel acte de terrorisme contre la pensée » et accusant « les organismes d'État, sous les yeux desquels l'affaire s'était déroulée [la Foire est placée sous la direction de l'Organisation générale du livre] de complicité ». L'OEDH a souligné le fait que ni l'ARI ni l'Azhar ne disposaient de l'autorité légale de saisie. M. Achmaoui nous a déclaré pour sa part que « la saisie avait en fait un objectif politique ». « Par cette démonstration de force », a-t-il dit, el Azhar, en s'arrogeant des prérogatives du pouvoir et en violant la Constitution, a voulu prouver qu'il constituait un État clerical dans l'État. »

D'autres intellectuels égyptiens conviennent, comme M. Achmaoui, que les événements d'Algérie ont été le catalyseur qui a déterminé l'entrée en lice de l'Azhar. Ils ajoutent toutefois que l'attitude ambiguë du président Moubarak lors de sa rencontre avec les intellectuels, à l'ouverture

de la Foire du livre, a elle aussi encouragé les maximalistes musulmans. Le rais avait refusé d'intervenir en faveur de l'écrivain Alaa Hamed et de l'éditeur Madbouli récemment condamnés à huit ans de prison pour « blasphème » (le Monde du 13 janvier). Il avait même donné la parole au grand mufti qui avait déclaré « inacceptables les attaques contre l'islam ».

Toutefois la saisie de livres par l'Azhar est loin d'être condamnée unanimement. L'hebdomadaire islamiste *Al-Nour* a même recommandé la mise en jugement des auteurs des ouvrages incriminés. Mais la bataille semble s'être terminée sans vainqueur ni vaincu puisque le président Moubarak est personnellement intervenu pour annuler les saisies opérées par l'Azhar.

ALEXANDRE BUCCIANTI

□ Décès d'Abdel Khalek Hassouna, ancien secrétaire général de la Ligue arabe. — L'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Abdel Khalek Hassouna, est décédé, mardi 21 janvier, au Caire, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Cet Égyptien né en 1898 avait occupé ce poste de 1954 à 1972. Son mandat s'était déroulé lors d'une période agitée de l'histoire arabe, marquée notamment par les suites de la révolution nassérienne de 1952, la campagne de Suez en 1956, et la guerre israélo-arabe de juin 1967. — (AFP)

ISRAËL : selon le ministère des finances

La colonisation dans les territoires occupés s'est accrue dans des proportions inégales en 1991

Sous le gouvernement de M. Itzhak Shamir, la colonisation s'est accrue en 1991 dans des proportions inégales depuis l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, indiquent des données préparées par le ministère israélien des finances à la demande de l'administration américaine et publiées mardi 21 janvier.

Au cours des neuf premiers mois de 1991, le gouvernement Shamir a entamé dans les territoires occupés (à l'exclusion de Jérusalem-Est, annexée par l'État hébreu en 1967) la construction de 6 433 logements, contre 1 820 pour l'ensemble de l'année 1990 et 1 410 en 1989. De plus, 12 985 logements s'y trouvaient à un stade avancé de construction contre 2 880 en 1990 et 2 330 en 1989. La construction dans les territoires occupés a représenté 10,33 % de la totalité de la construction pour l'ensemble d'Israël, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, contre 4 % en 1990.

Pour la première fois, le ministère de l'Habitat, sous l'impulsion de M. Ariel Sharon, est devenu en 1991 le principal entrepreneur dans les territoires occupés. Il a lancé la construction de 70 % des logements, contre 45 % en 1990 et 50 % en 1989. Selon des documents de ce ministère fournis à l'AFP par un député du MAPAM (opposition de gauche), il ressort que 19 813 logements seront achevés du 1^{er} janvier 1991 au 1^{er} avril 1992, dont 18 273 en Cisjordanie et 1 540 dans la bande de Gaza, pour un coût de 1,5 milliard de dollars.

□ Amnesty International dénonce la « disparition » de six Libanais. — Amnesty International a protesté mercredi, 22 janvier, contre la détention secrète en Israël de six Libanais arrêtés en 1987, « disparus » depuis un an et demi. Ils auraient été « torturés par la milice des Forces libanaises ». Le cas de ces six hommes, musulmans chiites, fait craindre à Amnesty que d'autres prisonniers ne soient détenus au secret en Israël. — (AFP)

dollars. « Si le gouvernement persiste dans cette politique suicidaire, tous les Israéliens souffriront d'un chômage catastrophique, d'une hyper-inflation, d'une baisse du pouvoir d'achat, d'une augmentation des impôts. Ce sera une récession terrible », a affirmé le député.

Cette accélération du rythme de la colonisation est également perçue au niveau du montant des investissements. Un rapport du sociologue israélien Méron Benvenisti établit que les investissements du gouvernement d'union nationale présidé en alternance par le

Likoud et les travaillistes (1985-1989) se sont élevés à 650 millions de dollars. Depuis 1990 jusqu'à aujourd'hui, 1,5 milliard de dollars ont été investis par le gouvernement Shamir. Selon une évaluation du quotidien Haaretz (indépendant), le total des investissements israéliens dans les territoires occupés se monte à 5 milliards de dollars depuis juin 1967, pour environ 112 000 colons vivant dans 146 colonies de peuplement, dans plus de 30 000 logements. — (AFP)

IRAN : selon un mouvement d'opposition

La situation des droits de l'homme a connu « une certaine amélioration »

La situation des droits de l'homme a connu « une certaine amélioration » en Iran, estime le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), fondé en 1961 par M. Mohd Bazargan, qui fut ensuite le premier chef de gouvernement du régime islamique. Dans un communiqué rendu public mardi 21 janvier, le mouvement ajoute néanmoins qu'il « n'aura pas la possibilité » de participer aux législatives prévues en avril prochain, en raison des restrictions mises à ses activités. Le MLI, entré dans l'opposition lorsque M. Bazargan a quitté son poste en 1980, a été officiellement interdit, il y a trois ans, mais a pu récemment être entendu, en Iran, par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU.

« La répression a considérablement baissé » et « il y a des progrès aux plans politique, économique et social », relève le MLI. D'une manière générale, ajoute-t-il, même s'il y a un mécontentement croissant de la population dans les domaines administratif et économique, nous devons admettre qu'au cours des dernières années, nous relevons une certaine volonté du pouvoir pour améliorer ses relations avec le peuple. »

Le communiqué indique que, sur le plan social, « il y a moins de pressions vis-à-vis des femmes et de leur tenue vestimentaire ». Dans le domaine économique, « bien que le gouvernement n'ait pu encore maîtriser l'inflation effroyable et la dévaluation du rial », le MLI note qu'ont été accordés « des facilités pour restituer les usines à leurs vrais propriétaires » et que des appels ont été lancés pour le « retour des ressources financières et humaines de l'étranger ». — (AFP)

□ Téhéran dément avoir financé les preneurs d'otages au Liban. — L'ambassadeur d'Iran auprès des Nations unies, M. Kamal Kharazmi, a démenti les informations publiées le 19 janvier par le Washington Post, selon lesquelles son gouvernement aurait versé de fortes sommes aux groupes libanais qui détenaient des otages occidentaux, afin de faciliter la libération de ces derniers (le Monde du 21 janvier). M. Kharazmi a cependant admis que l'Iran avait une « influence particulière » sur ces groupes chiites.



563 pages - 140 F

Perrin

EUROPE

CEI : les relations entre Moscou et Kiev

Un rapport provocant du Parlement russe accroît la tension avec l'Ukraine

Les dirigeants de Kiev auraient-ils raison de soupçonner la Russie de vouloir les plus noires intentions à l'égard de l'Ukraine? Un rapport du président de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême de Russie, M. Loukine, semble, en tout cas, révélateur d'un état d'esprit qui donne la priorité au rapport de force, au moment même où des négociations sont théoriquement en cours entre les deux Etats.

MOSCOU

de notre correspondant

Le texte, dont la *Komsomolskaïa Pravda* publie, mercredi 22 janvier, de larges extraits, accuse d'abord l'Ukraine de vouloir s'orienter vers l'Ouest en rompant ses relations privilégiées avec la Russie et de suivre en cela l'exemple de l'Europe de l'Est. M. Loukine reproche également aux dirigeants de Kiev de vouloir s'approprier « tout ce qui se trouve sur leur territoire », à l'exception des têtes nucléaires.

Comment les en empêcher? Le président de la commission suggère deux méthodes. Soit la Russie prend le contrôle de toutes les forces de l'ex-URSS, une menace exprimée à demi-mot par divers responsables russes depuis un certain temps. Soit

« et c'est ce que recommande plutôt M. Loukine, elle s'empare de la flotte de la mer Noire, y compris de ses bases et de ses chantiers navals, est-à-dire, entre autres, de Sébastopol, de Balaklava et de Nikolaïev, et « négocie » ensuite avec Kiev le statut de ces bases et la rétrocession d'une partie de ces forces navales à l'Ukraine.

Bien entendu, le rapporteur s'attend à une « réaction » de Kiev à des mesures qui s'apparentent à un véritable diktat. Mais il indique aussitôt les moyens de « neutraliser » cette réaction : d'abord diverses pressions économiques, comme le transfert à des entreprises d'autres Etats des commandes militaires à l'industrie ukrainienne. Et, surtout, l'utilisation de la carte majeure constituée par la Crimée.

M. Loukine envisage en particulier une procédure légale aboutissant à remettre en question l'acte par lequel Nikita Khrouchtchev fit passer en 1954 la Crimée sous souveraineté ukrainienne. Il s'agit de faire valoir que cet acte entraînait dans le cadre des mesures de répression contre les peuples, en l'occurrence le peuple russe.

De cette manière, explique le président de la commission, « les autorités ukrainiennes seront placées devant un dilemme : soit accepter le transfert de la flotte et des bases en Russie, soit voir remise en cause l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine ». Certes, reconnaît

M. Loukine, une telle attitude de la part de la Russie ne manquerait pas de susciter des « critiques virulentes » en Occident. Mais, « à long terme », cette politique « inspirerait le respect pour la direction russe et sa capacité à défendre les intérêts d'Etat de la Russie ». Toujours selon M. Loukine, ce serait aussi là un excellent moyen de faire taire les critiques des « nationalistes russes » et de donner aux dirigeants de Moscou plus de latitude pour l'application de leur réforme économique.

M. Loukine a remis ses conclusions deux jours après la tenue à Kiev des négociations russo-ukrainiennes, qui avaient été présentées de part et d'autre comme un succès. Les deux parties s'étaient donné une semaine pour régler leur contentieux, en particulier sur la flotte et l'armée. Plus de dix jours plus tard aucun résultat n'est en vue, et la publication de ce rapport ne risque pas d'améliorer l'atmosphère.

En fait, le plan de bataille préparé par M. Loukine semble assez représentatif de l'attitude de nombre de parlementaires et de gouvernants russes à l'égard de l'Ukraine. Mais la

Komsomolskaïa Pravda prend par contre ses distances à l'égard de ce type de « changements », qui risquent de fort mal tourner. A tout prendre, écrit le quotidien, « mieux vaut saborder la flotte qu'ouvrir un front avec l'Ukraine ».

A Kiev, ce rapport risque fort d'apparaître comme un véritable chiffon rouge et de donner de nouveaux arguments au président Leonid Kravtchouk, qui, il y a une semaine, avait déjà laissé percer son exaspération devant le « chauvinisme de grande puissance » de la Russie. Même un sujet mineur comme le changement d'heure, décrété unilatéralement et subitement par Moscou, avait constitué un motif supplémentaire d'irritation. L'Ukraine avait refusé de « suivre » avec, pour résultat, une pagaille sans précédent dans les transports ferroviaires et aériens.

Dans ce contexte, pour le moins tendu, certains ont cru pouvoir affirmer que l'Ukraine s'apprêtait à quitter la CEI. Ce que M. Kravtchouk vient de démentir, mais de manière plutôt molle : « Il n'en est pas question pour l'instant ».

JAN KRAUZE

Visite officielle de M. Eltsine à Paris les 5 et 6 février

Le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, effectuera une visite officielle à Paris les 5 et 6 février, a annoncé, mardi 21 janvier, le service de presse de l'Elysée. Le communiqué de la présidence précise que cette visite aura lieu à l'invitation du président de la République, M. François Mitterrand. Le président russe, alors président du Parlement de la République sovié-

que de Russie, avait été reçu à l'Elysée au mois d'avril 1991. Toutefois, mardi en fin de journée, le service de presse de M. Eltsine laissait encore planer une incertitude quant à la date de ce déplacement.

L'ambassade de France à Moscou, en fin de matinée mercredi, ne indiquait n'avoir aucune certitude sur les dates du voyage.

Selon le procureur général de la Russie

M. Gorbatchev n'a jamais donné son appui aux putschistes du 19 août

L'enquête sur le coup d'Etat du 19 août 1991 a permis d'établir que M. Mikhaïl Gorbatchev n'avait jamais donné son appui aux putschistes, a annoncé le procureur général de la Russie, M. Valentin Stepanov, mardi 21 janvier au cours d'une conférence de presse à Moscou. « Pas une seule minute, le président Gorbatchev n'a donné à penser qu'il serait

avec les putschistes même si ses contacts avec eux, ajoutés à la particularité de son caractère, pouvaient leur donner le droit de penser que, tôt ou tard, il les rejoindrait », a affirmé M. Stepanov.

Le procureur général a par ailleurs estimé que le procès des putschistes ne se tiendrait pas avant un an. — (AFP)

GÉORGIE

Où est M. Gamsakhourdia?

Depuis son retour, le 18 janvier, dans son pays, le président géorgien, contesté par le conseil militaire et le gouvernement provisoire au pouvoir à Tbilissi, n'a toujours pas fait d'apparition publique, et les incertitudes demeurent quant à l'endroit où il se trouve actuellement.

Selon le chef du gouvernement provisoire, M. Tengiz Sigoua, M. Zviad Gamsakhourdia aurait quitté, mardi 21 janvier dans la matinée, Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie, République autonome de Géorgie, pour Zugdidi, une autre ville de l'ouest de la Géorgie, où se trouve le quartier général de ses forces.

Toujours selon M. Sigoua, M. Zviad Gamsakhourdia aurait tenté de se rendre à Gromy, la capitale de la Tchétchénie, République du nord du Caucase. D'après « des informations pour le moment non confirmées », citées par l'agence Tass, l'avion affrété en Tchétchénie afin d'emmener M. Gamsakhourdia à Gromy n'aurait pas pu atterrir à Soukhoumi.

Le président tchétchène, le général Djokhar Doudeïev, un proche du chef de l'Etat géorgien, a déclaré pour sa part « ne reconnaître que le gouvernement constitutionnel de la Géorgie et son président élu par le peuple ». « Seul un soutien politique pourra être accordé au président géorgien, et ce dans le cadre d'une demande de médiation », a toutefois précisé, mardi, le général Doudeïev dans une conversation téléphonique avec un correspondant de Tass. Le général Doudeïev est devenu le 20 octobre le président de la Tchétchénie, une République de la Fédération de Russie qui a proclamé son indé-

pendance lors d'élections déclarées illégales par Moscou.

Sur le terrain, en Géorgie occidentale, où se déroulent les affrontements entre partisans et adversaires du président contesté, la situation est toujours aussi confuse. Si, mardi en début de soirée, on apprenait la conclusion d'un cessez-le-feu entre certains responsables des forces fidèles à Zviad Gamsakhourdia et les responsables des troupes gouvernementales, les escarmouches et les manifestations n'ont pas cessé pour autant. Les autorités de Tbilissi avaient donné jusqu'à mardi 20 heures aux partisans du président géorgien pour déposer les armes.

En réponse à cet ultimatum, environ dix mille personnes ont manifesté dans la soirée, à Poti, ville côtière de la mer Noire, et selon la télévision russe, des tirs ont été entendus en ville. Les manifestants ont affirmé qu'ils ne laisseraient jamais « les troupes du gouvernement provisoire entrer en ville ». — (AFP, Reuters)

OSSETIE DU SUD : « Majorité absolue » pour le rattachement à la Russie. — La « majorité absolue » des Osètes du Sud se sont prononcés dimanche 19 janvier, lors d'un référendum, pour l'indépendance de leur région, qui dépend administrativement de la Géorgie, et pour son rattachement à la Russie, a annoncé mardi l'agence Tass. 98,2 % des Osètes ont pris part au vote, les habitants des villages peuplés majoritairement de Géorgiens ayant refusé de se rendre aux urnes. — (AFP)

YUGOSLAVIE

Un référendum sur le statut de la République sera organisé au Monténégro

Les représentants des forces fédérales et croates réunis mardi 21 janvier en présence d'observateurs européens à Pecs (sud de la Hongrie) ne sont pas parvenus à s'entendre sur un plan de retrait de l'armée fédérale de Croatie. Après plusieurs violations du cessez-le-feu dimanche et lundi, la trêve a été respectée mardi 21 janvier dans cette République.

Après la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro a annoncé l'organisation d'un prochain référendum sur le statut de la République.

BELGRADE

de notre correspondant

Le Monténégro, la plus petite République ex-yougoslave, qui compte quelque 600 000 habitants, n'avait pas, le mois dernier, posé sa candidature auprès des Douze pour sa reconnaissance diplomatique. Mardi 21 janvier le Parlement monténégrin a cependant décidé d'organiser un référendum dont la date n'a pas encore été fixée, sur le statut de la République. Les 405 000 électeurs devront répondre à la question suivante : « Êtes-vous pour que le Monténégro, en tant que République souveraine, demeure en Yougoslavie sur un même pied d'égalité avec les autres Républiques qui le souhaitent? »

Débat

houleux

Lors de la création de la Yougoslavie en 1918, le Monténégro, en tant qu'Etat souverain, s'était uni à la Serbie pour être ensuite englobé dans le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, bientôt appelé Yougoslavie. Après la deuxième guerre mondiale il devint l'une des six Républiques fédératives de la Yougoslavie de Tito.

Après la reconnaissance par une

partie de la communauté internationale de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, les Monténégrins devaient prendre position soit en faveur de la continuité d'un Etat yougoslave avec la Serbie et les autres Républiques qui le souhaitent, soit pour l'indépendance en considérant que la Fédération devait porter plus précisément sur la continuité de la Yougoslavie en tant qu'Etat fédéral comprenant le Monténégro, la Serbie et l'ensemble du peuple serbe.

Le Parti national, qui assimile le peuple monténégrin au peuple serbe, estimait que le référendum devait porter plus précisément sur la continuité de la Yougoslavie en tant qu'Etat fédéral comprenant le Monténégro, la Serbie et l'ensemble du peuple serbe.

Pour le Parti démocrate, l'Union des libéraux, les réformistes et une aile du Parti démocratique socialiste au pouvoir, la question devrait au contraire porter uniquement sur l'indépendance de la République.

Les partis regroupant les Albanais et les Musulmans adhèrent à cette dernière position et ont annoncé que si le Monténégro n'optait pas pour sa souveraineté, ils revendiqueraient le droit à la sécession des régions où ils sont majoritaires.

FLORENCE HARTMANN

Condamnations au Kosovo. — L'ancien recteur albanais de l'université de Pristina (Kosovo, province du sud de la Serbie), Ejup Statevi, et son journaliste albanais, Sanjia Gashi, ont été condamnés à deux mois de prison par les autorités serbes, a annoncé mardi 21 janvier la Ligue démocratique du Kosovo (opposition). M. Statevi avait adressé une lettre ouverte au nouveau recteur, le Serbe Radivoje Popovic, dans laquelle il demandait le libre accès à l'université pour les étudiants albanais de cette province. — (AFP)

ALLEMAGNE : après la condamnation des gardes-frontières du Mur

Le parquet de Berlin fait appel

Le parquet de Berlin a annoncé, mardi 21 janvier, qu'il interjetait appel du jugement prononcé la veille à l'issue du premier procès contre quatre anciens gardes-frontières allemands responsables de tirs effectués contre une personne qui avait tenté de franchir le Mur de Berlin.

Contestant la façon dont les responsables avaient été dérogés, le procureur général, M. Christoph Schaefer, responsable des affaires judiciaires, a estimé que les décrets n'avaient absolument pas permis d'établir avec certitude que l'un des gardes-frontières, M. Ingo Heinrich, était bien l'auteur des coups de feu mortels. Il a également expliqué que, selon lui, M. Andreas Kühnast avait bel et bien participé au meurtre, alors qu'il n'a été condamné que pour tentative de meurtre.

Après cinq mois de procès, un tribunal berlinois avait condamné M. Ingo Heinrich, vingt-sept ans, à

trois ans et demi de prison pour le meurtre le 6 février 1989 de M. Chris Gueffroy, dernière des deux victimes du Mur en vingt-huit ans. M. Andreas Kühnast (vingt-sept ans) a été condamné à deux ans de détention avec sursis, tandis que M. Mike Schmidt (vingt-sept ans), qui avait donné l'ordre de tirer, et M. Peter Schmitt (vingt-sept ans) ont été acquittés. En raison des incertitudes qui subsistent quant à la culpabilité, le ministère public avait réclamé des peines de prison avec sursis pour les quatre accusés.

Le parquet et les avocats de la défense attendent beaucoup d'un jugement que doit rendre la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe, saisie à propos d'un procès pour enlèvement au profit de l'ERDA. Le tribunal suprême allemand doit se prononcer sur la légitimité des poursuites engagées contre des accusés ayant obéi aux lois en vigueur à l'époque. — (AFP)

Le premier vice-premier ministre russe en Suède

« Il est venu sans les espions »

STOCKHOLM

de notre correspondante

« Il est venu sans les espions », les officiels suédois ont souillé lorsque la délégation russe, conduite par M. Guennadi Bourboulis, premier vice-premier ministre de Russie et homme de confiance de M. Boris Eltsine, est arrivée, mardi 21 janvier, à Stockholm. A l'origine, deux « espions » — MM. Vladimir Kozjemiakine, diplomate expulsé « à vie » de Suède en 1990 pour « activités incompatibles avec son statut de diplomate », et Sergueï Aksionov, agent du KGB qui avait quitté la Suède en 1988 de son propre chef — devaient faire partie de la délégation. Le ministère suédois des affaires étrangères avait « rappelé » à Moscou que la mesure d'expulsion de M. Kozjemiakine était toujours en vigueur. En fin de compte, les deux personnes non gracie sont restées en Finlande. « Après la publicité

abondante, et en partie correcte, autour de leur présence dans notre délégation, je leur ai proposé de rester à Helsinki », a déclaré M. Bourboulis. « Nous souhaitons montrer que nous sommes ouverts et capables de revenir sur une décision, même si c'est gênant pour nous », a-t-il ajouté.

De son côté, le premier ministre conservateur suédois, M. Carl Bildt, s'est félicité de l'harmonie de vues avec M. Bourboulis, répondant même positivement à une demande russe de « coopération » entre les services secrets des deux pays. Mais le responsable du renseignement suédois, M. Mats Borgesson, a estimé qu'il faudra auparavant des « signes concrets » de Moscou, par exemple « que l'on ne continue pas de nous espionner et que l'on rappelle les dizaines d'agents qui se trouvent toujours sur le territoire suédois ».

FRANÇOISE NIÉTO

TCHÉCOSLOVAQUIE : la crise de la Fédération

Les députés slovaques refusent au président Havel un référendum sur l'avenir du pays

A cause du vote négatif des parlementaires slovaques, l'Assemblée fédérale a rejeté, mardi 21 janvier, une proposition du président, M. Václav Havel, qui lui aurait permis d'organiser un référendum sur l'avenir de la Fédération tchécoslovaque avant les élections législatives de juin prochain.

Au premier jour d'une séance plénière jugée déterminante pour l'avenir du pays, les députés slovaques, — hostiles à la forme actuelle de fédération et qui disposent d'une minorité de blocage au Parlement fédéral — ont dans leur majorité rejeté la proposition présentée en novembre dernier par le chef de l'Etat. Les députés tchèques ont voté pour. L'Assemblée a aussi rejeté mardi une autre proposition du président Havel portant sur les modalités de l'adoption de la nouvelle Constitution fédérale.

Alors que la loi actuelle laisse à l'Assemblée l'initiative d'un référendum, l'amendement rejeté

aurait permis à M. Havel de demander la tenue du référendum dans un délai de trois mois, précédant ainsi les élections générales, si 500 000 Tchèques ou 250 000 Slovaques en avaient fait la demande. Déjà une pétition en faveur d'un référendum avait recueilli plus de 1,2 million de signatures dans le pays, où, selon un sondage publié mardi, 76 % de la population se dit pour le maintien d'un Etat commun, qu'il soit unitaire, fédéral ou confédéral.

L'Assemblée devait examiner, mercredi 22 janvier, deux autres projets de loi, soutenus par M. Havel, prévoyant un renforcement du pouvoir présidentiel et la création de nouveaux organes législatifs. Ces modifications des institutions proposées par le président, visent à prévenir une crise constitutionnelle en cas d'échec des discussions entre les Parlements tchèque et slovaque. — (AFP, Reuters)

L'HERMÈS Editeur
manuel d'allemand
économique et commercial
B. THIBAUDET et J. DIBON 2ème éd. 1991
L'essentiel sur l'anglais
commercial et économique
J. Neil Mc QUEEN 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Tél. (1) 46 34 07 70
78 72 45 50

Le Monde

Edité par la SAFL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Giliu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Arnauld, Thomas Ferenzi
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

حکومت اسلامی

POLITIQUE

L'élection du nouveau président de l'Assemblée nationale

M. Emmanuelli pouvait compter sur les voix du PS et du PCF pour succéder à M. Fabius

Les députés devaient élire, mercredi 22 janvier, le nouveau président de l'Assemblée nationale, appelé à succéder à M. Laurent Fabius, devenu premier secrétaire du Parti socialiste le 9 janvier. Quatre candidats étaient en lice : M. Hugues Bouchard (appartenant au PS, Doubs) ; M. Jacques Chaban-Delmas (RPR, Girondin), désigné mardi à l'unanimité par les trois groupes de l'opposition ; M. Georges Hage (PC, Nord) ; M. Henri Emmanuelli (PS, Landes).

Le député socialiste, actuellement président de la commission des finances, partait largement favori, puisque le groupe communiste avait annoncé que son candidat ne serait présent qu'au premier tour de l'élection et que, pour les tours suivants, il ferait en sorte que « la présidence reste acquise au groupe le plus important de l'Assemblée ». M. Bouchard avait indiqué, de son côté, qu'il allait confirmer sa candidature en dépit des « pressions » exercées sur ses « amis » qui travaillaient, avec elle, à la constitution d'un groupe autonome à l'Assemblée.

Lors de ses vœux à la presse, le 13 janvier, M. Laurent Fabius avait dressé un bilan de son action à la présidence de l'Assemblée nationale, en soulignant qu'il s'était efforcé, pendant trois ans et demi, de la « faire travailler au grand jour », d'améliorer le contrôle de l'action gouvernementale, de « mieux prendre en compte les réalités européennes », de « développer le rôle international de l'Assemblée » et de « se rapprocher des citoyens ». Très souvent invoquée dans les discours du président de l'Assemblée nationale, la volonté de « révalorisation » et de « rénovation » des travaux parlementaires s'est traduite, en effet, par des réformes, que l'opposition a bien acceptées, même si elle n'a pas manqué d'en dénoncer, parfois, le côté « gadget ».

C'est dans le domaine de la transparence que les propositions de M. Fabius ont été les plus spectaculaires avec les auditions publiques des commissions permanentes (trente-sept depuis 1988) et, surtout, l'ouverture à la presse et au public

des commissions d'enquête et de contrôle, inaugurée à l'automne 1991 sur le sujet très sensible du financement des partis politiques et des campagnes électorales. Dans le même esprit sera mise en œuvre, au printemps 1992, une règle audiovisuelle qui permettra aux chaînes de télévision de disposer de l'enregistrement de l'ensemble des débats parlementaires.

Autre initiative à mettre au crédit de M. Fabius, l'institution du « vote personnel » des députés sur les textes importants. Lancée en janvier 1991 pour montrer à une opinion publique incrédule que « les députés travaillent » et sont présents dans les travaux de l'hémicycle, cette procédure a subi quelques déboires. Après deux faux départs, sur la réforme hospitalière et sur la loi sur la ville, le vote personnel a été utilisé à deux reprises, en octobre 1991 sur le projet de loi relatif au travail clandestin, et en décembre de la même année sur le projet de protection des eaux. Convaincu, tout comme son directeur de cabinet, M. Jean-Claude

Colliard, que la révalorisation du Parlement passe davantage par un renforcement de ses pouvoirs de contrôle de l'exécutif que par un accroissement de son rôle de législateur, M. Fabius a été à l'origine des « questions-cribles », une séance d'une heure au cours de laquelle un ministre vient répondre aux questions des parlementaires sur les sujets d'actualité qui relèvent de sa compétence.

Ouverture européenne

Présidées chaque jeudi par M. Fabius, ces séances se sont révélées décevantes, les ministres préférant réserver leurs annonces aux journaux télévisés ou à la presse. Quant aux députés, ils n'ont bien souvent vu, dans ces questions, qu'une occasion d'attirer l'attention du ministre sur les problèmes très locaux de leur circonscription.

La volonté de mieux contrôler l'exécutif s'est aussi traduite par un

meilleur suivi de l'application des lois et par l'inscription, à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, d'un débat d'orientation budgétaire au printemps 1990, destiné, avant tout, à calmer le dépit manifesté par les députés socialistes au sujet des projets de loi de finances, sur lesquels ils s'estimaient insuffisamment consultés. Quant à l'opposition, elle ne s'est pas, pour sa part, satisfaite de l'institution d'un « droit de tirage » pour ses propositions de loi ou de la création de commissions d'enquête ou de contrôle, qui étaient censées renforcer ses pouvoirs au sein de l'Assemblée. C'est ce « droit de tirage » qui a permis au groupe communiste de faire inscrire à l'ordre du jour de la session de printemps 1990 la proposition de loi de M. Jean-Claude Gayssot tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe et à faire de la négation des crimes nazis un délit, proposition devenue la loi du 18 avril 1990.

S'il s'est déclaré, à plusieurs reprises, partisan de réformes beaucoup plus profondes, telles que l'allongement de la durée des sessions parlementaires (de six à neuf mois) – afin de permettre un travail législatif plus régulier et surtout moins nocturne – et la limitation de l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de la responsabilité du gouvernement sur un texte qui permet une adoption sans vote), M. Fabius laisse à son successeur le soin de défendre ces propositions auprès du président de la République, du gouvernement et de l'opposition.

Pendant sa présidence, M. Fabius s'est montré soucieux de mieux ouvrir l'Assemblée nationale sur l'Europe par l'institution d'un débat semestriel sur la politique européenne de la France et par une meilleure information, en amont, sur les directives en préparation à Bruxelles et qui auront des conséquences législatives pour le Parlement français.

L'ouverture des pays de l'Est a offert aux institutions parlementaires françaises un rôle d'« ingénierie démocratique », selon la formule de M. Fabius, qui s'est traduit par l'envoi d'observateurs dans ces nouvelles démocraties pour surveiller le déroulement des élections et par l'accueil de délégations étrangères venues observer le fonctionnement du Sénat et de l'Assemblée.

Quant à l'ambition affichée de réhabiliter le Parlement auprès de l'opinion publique et de le « rapprocher des citoyens », ni le succès de l'exposition itinérante « Député, député », qui a déjà accueilli plus de cent mille visiteurs à travers la France, ni l'ouverture du kiosque de l'Assemblée, qui a permis une plus grande diffusion des documents parlementaires, ne pouvaient y suffire. Il est vrai que cette réhabilitation ne relève pas, il s'en faut, des seules volontés et responsabilités du président de l'Assemblée nationale...

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Chaban-Delmas candidat pour la quatrième fois

M. Jacques Chaban-Delmas, député gaulliste de la Gironde depuis 1946 et maire de Bordeaux depuis 1947, maintes fois ministre de la IV^e République, s'était installé le 9 décembre 1958 pour la première fois dans l'antique fauteuil d'écuyer et de bronze doré devant du Conseil des Cinq-Cents de 1795, qui sert toujours de siège au président sur le « perchoir » qui domine l'hémicycle de l'Assemblée nationale. L'élection, ce jour-là, ne s'était pourtant pas faite... dans un fauteuil ! En effet, le candidat soutenu officiellement par de Gaulle était Paul Reynaud, député indépendant du Nord, envers lequel le général conservait de la reconnaissance ; Paul Reynaud, qui avait été l'un des rares à croire en ses doctrines en 1940, avait fait de lui un sous-secrétaire d'Etat à la guerre dans son gouvernement d'avant l'armistice.

Mais les députés UNR, qui venaient d'être portés à l'Assemblée nationale par le vague gaulliste pour submerger la IV^e République, n'entendaient pas être frustrés de leur victoire au profit d'un homme représentant le passé et le régime des partis. Paul Reynaud, largement distancé dès le premier tour de l'élection, s'était donc retiré, et M. Chaban-Delmas avait obtenu, avec 355 voix, un large soutien qui débordait les 200 voix des élus gaullistes et les 66 des députés d'Algérie. Il devait demeurer au « perchoir » jusqu'en 1959, ne quittant l'hôtel de Lassay que pour l'hôtel Matignon, où Georges Pompidou l'avait nommé premier ministre.

M. Chaban-Delmas devait revenir deux fois encore à la présidence de l'Assemblée nationale, de 1978 à 1981, puis

en 1986 pour présider l'Assemblée pendant la cohabitation, jusqu'à sa dissolution en 1988. Toutefois, en 1978, M. Chaban-Delmas était une fois de plus à contre-courant des dirigeants de son propre parti. En effet, c'était l'époque d'une sourde mais intense rivalité entre M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, et M. Jacques Chirac, son ancien premier ministre, depuis leur rupture en 1976. Le président sortant de l'Assemblée nationale, Edgar Faure, était soutenu par les giscardiens, qui pensaient attiser les divisions au sein du RPR.

Bien qu'Edgar Faure, fermement poussé par M. Marie-France Garaud, alors conseillère auprès de M. Chirac, eût reçu l'investiture du RPR, une trentaine de députés chabanistes refusaient de suivre les consignes de leur parti pour marquer leur indépendance à l'égard de M. Chirac autant que leur irritation envers M. Garaud. Edgar Faure se retirait après le premier tour et M. Jacques Chaban-Delmas était élu le 3 avril 1978 au deuxième tour avec les voix RPR et giscardiennes, soit 276 sur 488 suffrages exprimés. M. Pierre Mauroy recueillait pour le Parti socialiste 112 suffrages et le candidat communiste 85.

M. Chirac devait affirmer plus tard que ses conseillers, Mme Garaud et M. Juillet, avaient tenté, en son absence, de monter l'opération Edgar Faure comme « une agression stupide » contre le maire de Bordeaux, avec lequel il tentait de se réconcilier depuis leur brouille de l'élection présidentielle de 1974.

ANDRÉ PASSERON

□ M. Le Pors pense que M. Marchais « aurait dû passer la main ». – M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PC, ancien ministre, a affirmé, mardi 21 janvier, sur RMC, qu'il existe au PC « un courant très important » qui considère que son secrétaire gé-

ral, M. Georges Marchais, « aurait dû passer la main ». « Il y a longtemps, a-t-il ajouté, que Georges Marchais aurait dû admettre qu'il est nécessaire qu'à la direction de grandes organisations comme les partis il y ait une rotation suffisante ».

Comme le cinéma ou la télévision, la BD est une grande famille. (sauf que la BD est vraiment une grande famille.)



Salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême du 23 au 26 janvier 1992.
Zorya est blonde, pulpeuse, pleine de sensualité et d'humour, gardienne du Pentacle, le fameux talisman qui protège et réunit les 5 sens. Lui est laid, puissant, destructeur, seigneur des Anthonomes (humains dégénérés), grand manipulateur de péchés capitaux et répond au doux nom de Néant. Ils étaient fait l'un pour l'autre, et s'affrontent aujourd'hui dans l'Épée de Cristal, une grande série pleine d'aventures des auteurs Crisse et Goupil. Les volumes de l'Épée de Cristal sont trois, ce qui ne les empêche pas d'être parus aux Éditions VENT D'OUEST.

E.LECLERC Partenaire du salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême.

POLITIQUE

Le projet de loi sur l'exercice des mandats locaux

Le Sénat propose de relever le montant des indemnités des élus

Le Sénat a adopté, mercredi 22 janvier, le projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux, après y avoir apporté, contre l'avis du gouvernement, plusieurs modifications qui concernent notamment le régime des retraites et le montant des indemnités des élus. Ainsi amendé, le texte préparé par le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a été adopté, en première lecture, par l'ensemble des groupes politiques du Sénat, à l'exception du PC qui s'est abstenu.

Les indemnités des élus. — Le montant des indemnités qui seront versées aux élus a été relevé par les sénateurs à travers toute une série de dispositions d'importance diverse. Le taux maximal applicable à l'indice brut terminal de la fonction publique (soit un traitement annuel de 19 700 francs) a notamment été augmenté, sur proposition de M. Jacques Carat (PS, Val-de-Marne), de 1 à 20 points selon les strates de population des communes concernées. Cette disposition nouvelle profiterait en particulier, si elle était maintenue par l'Assemblée

nationale, aux maires des villes de 20 000 à 100 000 habitants.

Le Sénat a refusé que la fraction des indemnités représentative de frais d'emploi, et donc non imposable, soit fixée par un décret en Conseil d'Etat. Sur proposition du rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Thyraud (URR, Loiret-Cher), il a établi un barème progressif qui rend non imposable une partie de l'indemnité versée aux élus municipaux : de 45 % pour les élus des villes de plus de 100 000 habitants à 100 % pour les élus des communes de moins de 2 000 habitants.

Le montant des indemnités devrait également se trouver augmenté par rapport au projet initial du gouvernement, grâce à divers mécanismes tels que la retenue à la source ou l'institution d'un prélèvement forfaitaire sur l'indemnité parlementaire, qui permettraient aux bénéficiaires d'échapper à la règle de droit commun de la progressivité de l'impôt. Enfin, à l'unanimité, le Sénat a étendu le régime d'indemnités prévu pour les élus locaux aux représentants du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

La participation de l'Etat. — Toujours contre l'avis du gouvernement, la commission des lois du Sénat a obtenu, avec le soutien actif

du groupe socialiste (le Monde du 22 janvier), l'institution d'une dotation particulière destinée à aider les communes de moins de 2 000 habitants à verser les indemnités dues à leurs élus. Le montant de cette dotation serait de 1 milliard de francs en 1992. « Le gouvernement accepte la démarche, mais il ne peut s'engager sur un tel chiffre », a affirmé, à ce propos, le ministre de l'intérieur.

Le régime des retraites. — Le Sénat a institué une caisse autonome de retraite des élus locaux, gérée par la Caisse des dépôts et consignations et exclusivement contrôlée par les élus. M. Philippe Marchand, hostile au mécanisme imaginé, a toutefois donné satisfaction au Sénat en introduisant un nouvel amendement qui maintient en vigueur les multiples caisses complémentaires créées à un échelon local « jusqu'à ce que les avantages de retraite antérieurement acquis aient été tous servis ».

Enfin, les sénateurs ont adopté, par 303 voix contre 2, et cette fois sans changement, le projet de loi organique qui complète le précédent en limitant à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire de base (soit 43 700 F) le revenu des députés ou sénateurs titulaires d'autres mandats électoraux.

JEAN-LOUIS SAUX

La réglementation sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers

Les associations humanitaires pourront pénétrer dans les « zones de transit »

Les députés ont entériné, mardi 21 janvier, par 277 voix contre 251, le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, créant la désormais fameuse « zone de transit », dans la version qui avait été adoptée par la commission mixte paritaire Assemblée nationale - Sénat, réunie le matin même. Seuls les députés socialistes ont voté pour. L'UDF, le RPR et le PC ont voté contre, l'UDC s'est abstenu.

Cette mesure est pratiquement identique, à l'exception de quelques retouches formelles apportées par les sénateurs, à celle adoptée par l'Assemblée en première lecture, le 20 décembre. La disposition centrale prévoit qu'un étranger non admis sur le territoire français ou dont la demande d'asile est en cours d'instruction peut être maintenu pour une durée maximale de trente jours dans une « zone de transit ».

Ce texte avait suscité l'inquiétude des associations de défense du droit d'asile, exprimée notamment par la commission nationale consultative des droits de l'homme. Soucieux de s'en faire l'écho, le groupe PS à l'Assemblée nationale a obtenu l'engagement de M. Phi-

lippe Marchand, ministre de l'intérieur, d'accorder aux associations humanitaires un statut d'observateur, afin de leur permettre de pénétrer au sein de la « zone de transit » et d'y assister les étrangers retenus.

Les députés socialistes avaient déposé un amendement en ce sens, mais ils l'ont retiré après que M. Marchand eut fourni l'assurance qu'un texte non législatif définirait les modalités d'exercice de ce statut d'observateur. Le ministre a toutefois indiqué qu'il ne saurait s'agir d'une cession des

contrôles aux frontières avec la police de l'air et des frontières (PAF).

Dernière étape du parcours parlementaire, le texte sera examiné, mercredi 22 janvier, par les sénateurs. Une fois définitivement adopté, il devrait être soumis à l'initiative du gouvernement, au Conseil constitutionnel. Tel est du moins l'engagement que les groupes PS de l'Assemblée nationale et du Sénat affirment avoir reçu de l'abbé Maignan.

FRÉDÉRIC BOBIN

Confirmer la participation des socialistes à la manifestation du 25 janvier

M. Fabius fait de la lutte contre l'extrême droite un « axe central » de l'action du PS

M. Laurent Fabius a déclaré, mardi 21 janvier, au cours d'une conférence de presse, que la lutte « contre l'extrême droite et contre les alliances entre la droite et l'extrême droite » sera « l'un des axes centraux » de l'action des socialistes dans les mois qui viennent. Le premier secrétaire du PS a confirmé la participation de celui-ci à la manifestation contre le racisme et l'extrême droite organisée le 25 janvier, à Paris, par SOS-Racisme, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme et la FASFI, avec le soutien de plusieurs autres associations.

M. Fabius a indiqué que la mobilisation des socialistes se fera aux niveaux international, national et local et, particulièrement, en direction des jeunes. Il a annoncé son intention d'organiser un grand rassemblement international de la jeunesse contre le racisme et l'extrême droite en juin prochain. Des « comités d'action » contre le Front national pourraient voir le jour dans les lycées et les universités. Le premier secrétaire a présenté trois brochures sur l'extrême droite rédigées par le secrétariat à la formation, visant à informer les militants et à leur fournir des arguments.

M. Michèle Humbert-Lindenberg, déléguée nationale à la formation, qui a assuré la mise au point de ces brochures, a annoncé une « commission nationale extrême droite » au sein du PS, tandis que M. Henri Weber, conseiller de M. Fabius, sera chargé du dossier à la direction du parti.

De son côté, le « collectif » d'une douzaine d'associations et d'organisations, appelé à manifester le 25 janvier, a fait savoir, mardi, qu'il entend

« se démarquer de toutes les tentatives de récupération visant à réduire son initiative à un simple rassemblement anti-Le Pen, sans contenu et sans revendications précises ». « Il ne s'agit pas, pour nous, d'un simple rassemblement contre l'extrême droite, visant à « déstabiliser » M. Le Pen à la veille des élections européennes », a souligné SOS-Racisme. Précisant qu'il veut « agir contre l'assimilation et les intégrités, qui sont la racine de la montée du racisme en France », le mouvement de M. Harlem Désir a ajouté : « Nous sommes porteurs de revendications, notamment sur la protection du droit d'asile, pour la disparition de la double peine et pour le droit de vote aux immigrés, mesures indispensables à une réelle lutte contre l'extrême droite ».

Pour sa part, la Ligue des droits de l'homme, dans un texte signé de sa présidente, M^{me} Madeleine Robrieux, et de ses deux présidents d'honneur, MM. Yves Jaffu et Robert Verdier, dénonce notamment le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers voté par le Parlement et conduit : « A la veille de la manifestation contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits, ce texte se veut un cri d'alarme. Nous disons aux adversaires déclarés ou honteux de l'égalité des droits : jamais. Et à nos amis : la confiance s'érode en profondeur. Vous contribuez, sans le vouloir sans doute, à banaliser le légalisme. Vous ouvrez la voie à ses militants dont la démarche est publique, comme à ceux qui s'annoncent masqués ».

Incidents à Caen (Calvados)

M. Le Pen passe outre à l'interdiction préfectorale d'une réunion publique

CAEN

de notre correspondant

M. Jean-Marie Le Pen a tenu une réunion publique, mardi soir 21 janvier à Caen (Calvados), en dépit d'un arrêté d'interdiction du préfet, M. Michel Besse. Devant plus d'un millier de personnes, le président du Front national a pris la parole, durant une heure et demie, au cours de ce qu'il a abusivement appelé une « conférence de presse publique ». Le préfet avait interdit ce meeting pour des raisons de sécurité publique, des incidents ayant éclaté aux abords du centre des congrès de Caen, entre contre-manifestants et service d'ordre du parti d'extrême droite.

Tout au long de l'après-midi, différents rassemblements avaient été organisés par de nombreuses organisations politiques, syndicales et de défense des droits de l'homme. Plus de mille cinq cents personnes avaient manifesté dans les rues de la capitale bas-normande, puis elles s'étaient dirigées vers la salle du meeting du Front national. Environ six cents d'entre elles, parmi lesquelles beaucoup de jeunes, s'étaient retrouvées devant le palais des congrès. Pen, nombreux, les forces de police n'avaient pu empêcher quelques incidents violents avec les membres du service d'ordre du Front national, avec échanges de projectiles, charges de police, gaz lacrymogène.

Vers 20 h 30, le préfet décidait d'interdire le meeting « en raison des troubles graves qu'il était de nature à entraîner et en raison de la présence et de l'attitude du service d'ordre de l'organisateur », selon la préfecture. De même, on précise que ce service d'ordre était composé de plusieurs dizaines de membres « agressifs, casqués et armés », notamment de gendarmes. Après l'annonce de cette interdiction, les contre-manifestants se sont retirés, en chantant : « On a gagné ». Cependant, M. Le Pen était déjà entré dans l'enceinte par une porte latérale. Accusant « le gouvernement et ses soutiens d'être liés à cette mauvaise action », il a mis notamment en cause le préfet du Calvados contre lequel il veut porter plainte.

JEAN-JACQUES LEROSIER

Socialistes et opinion : le divorce

Suite de la première page

Il y a sept ans, sur l'échelle gauche-droite de la SOFRES, 33 % se classaient à droite ou à l'extrême droite contre 29 % aujourd'hui ; 29 % se plaçaient au centre, ils sont désormais 31 % ; 34 % se classaient à gauche, ils sont aujourd'hui 35 %.

En 1984-1985, la crise de confiance à l'encontre du pouvoir avait une double origine : le tournant de la rigueur, si traumatisant pour les catégories populaires, et l'assaut contre l'école privée, qui valait l'étiquette infamante de « libéralisme ». Le changement de premier ministre et l'abandon des oripeaux de la première gauche pouvaient à cette époque suffire à jeter les bases d'une remontée qui n'aurait pas cessé de s'amplifier jusqu'aux élections législatives de mars 1986.

Aujourd'hui la réponse est moins aisée car ce ne sont pas dans leurs aires de gestion que les socialistes peuvent trouver les causes de leur infortune. La plupart d'entre eux pensent que deux conditions sont nécessaires et suffisantes : effacer le désastreux congrès de Rennes et remettre le Parti socialiste sur ses pieds, c'est en voie d'être fait, — changer de premier ministre et appeler Jacques Delors à Matignon pour résoudre la crise de confiance dans l'exécutif.

Cependant, cette deuxième condition aurait peut-être un impact considérable, mais elle ne saurait dispenser les socialistes d'une réflexion approfondie sur l'image de leur parti, l'évolution de ses soutiens et son adaptation au nouvel environnement politique.

L'image du Parti socialiste est devenue négative et les électeurs socialistes eux-mêmes l'ont intériorisée (voir tableau). Interrogés pour le Point sur les expressions qui lui conviennent — six positives, six négatives, — les Français placent aux cinq premiers rangs les formules les plus négatives. Les sympathisants socialistes eux-mêmes ont intériorisé « l'absence de projet de transformation de la société », ils placent aux derniers rangs la défense des revendications des salariés, l'aide aux catégories les plus défavorisées ou tout simplement l'écoute des Français.

L'effondrement du Parti socialiste ne saurait s'expliquer par les seules « affaires ». Il tient d'abord au fait qu'il est devenu un parti « au gouvernement », plutôt d'ailleurs qu'un parti de gouvernement, y perdant son image de transformation sociale et de défense des salariés. Aux yeux des Français et de ses propres électeurs, il n'est plus qu'une machine politique, indifférente à la société.

Tout naturellement, les soutiens

du Parti socialiste ont chuté dans les catégories populaires et parmi les électeurs les plus jeunes. En situation d'affrontement gauche-droite, le Parti socialiste a perdu depuis les élections législatives de 1988 13 points parmi les ouvriers, 17 chez les employés, 14 parmi les professions intermédiaires. En revanche, il a progressé de 5 points chez les cadres et les professions libérales. En revanche, il a progressé de cinq points chez les cadres et les professions intellectuelles. Il a perdu 16 points parmi les personnes d'instruction secondaire ou technique mais en a gagné un chez les personnes d'instruction supérieure. Parmi les moins de 35 ans, sa chute atteint 15 points alors qu'elle n'est que de 5 points parmi les personnes âgées de plus de 65 ans.

Un nouvel environnement

Si François Mitterrand considérait que Michel Rocard éloignait la gauche des catégories populaires, force est de constater que le phénomène s'est accru sous Edith Cresson. Entre juin 1988 et mai 1991, la chute était de 5 points chez les ouvriers ; entre mai et décembre elle atteint 8 points. Aujourd'hui, la capacité de rassemblement du Parti socialiste est profondément entamée. En situation d'affrontement gauche-

droite, seuls 60 % des électeurs de François Mitterrand du 24 avril 1988 voteront pour un candidat socialiste, 21 % choisiraient la droite et 19 % refusent de se prononcer. Parmi les électeurs d'André Lajoinie, les chiffres sont respectivement de 49 %, 10 % et 41 % ; parmi ceux d'Antoine Waechter, 31 %, 23 % et 46 %.

Il convient de relever que Jacques Delors, s'il est extrêmement populaire, l'est beaucoup moins dans les catégories que la gauche a perdues. Au dernier baromètre Figaro Magazine/SOFRES, il recueille avec 56 % de soutiens d'avenir. Mais sa cote atteint 73 % parmi les plus de 65 ans, elle tombe à 39 % chez les moins de 35 ans ; si elle est de 64 % parmi les cadres et professions intellectuelles, elle n'est que de 40 % parmi les ouvriers et 46 % chez les employés. Si elle culmine à 68 % au sein de l'électorat UDF, elle n'est que de 44 % parmi les sympathisants PC-extrême-gauche-écologistes.

En d'autres termes, la nomination de Jacques Delors à l'Hôtel Matignon donnerait un coup de fouet aux sondages de popularité, mais il est probable qu'elle ne suffirait pas à elle seule à combler le déficit électoral du Parti socialiste.

En dernier lieu, les dirigeants socialistes doivent s'adapter au nouvel environnement politique. A la différence de 1985, le problème principal n'est plus de reconquérir des électeurs passés à droite. Il est de réfléchir aux relations à entretenir avec le mouvement écologiste. Tout indique en effet qu'autour des Verts et de leurs épones s'est désormais constitué un courant puissant et durable, comme s'était installé en 1984 un nouveau cou-

L'INTERIORISATION DE LA MAUVAISE IMAGE DU PS PAR SES PROPRES ÉLECTEURS

Parmi les points suivants, quels sont ceux qui correspondent à l'image que vous vous faites du Parti socialiste ?

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS		SYMPATHISANTS DU PARTI SOCIALISTE	
	% (1)	RANG	% (1)	RANG
— Il est usé par le pouvoir	47	1	42	1
— Il ne fonctionne vraiment qu'au moment des élections	36	2	25	6
— Il n'est plus vraiment à gauche	35	3	39	2
— Il ne cherche plus à transformer la société	28	4	28	3
— Il ne s'occupe que de ses problèmes internes	22	5	16	8
— Il soutient l'action du gouvernement	19	6	27	4
— Il réfléchit aux solutions des problèmes du pays	13	7	27	4
— Il ne s'intéresse pas aux problèmes de l'écologie	9	8	7	11
— Il est à l'écoute des gens	8	9	21	7
— Il s'occupe en priorité des catégories défavorisées	7	10	12	9
— Il soutient les revendications des salariés	6	11	12	9
— Il défend mes intérêts	3	12	7	11
— Sans opinion	8		8	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses. Source : enquête Le Point/SOFRES, 23-27 novembre 1991.

rant politique sur les flancs de la droite.

Quand on interrogeait les Français sur le parti où le mouvement dont ils se sentent le plus proche, 5 % d'entre eux choisissent en 1985 le mouvement écologiste ; ils étaient 11 % au lendemain des européennes de juin 1989, 10,5 % au début de 1991 ; ils sont au début de 1992 14 %. Dans le total des préférences socialistes-écologistes, le PS représentait 84 % en 1985, 76 % en juin 1989 et au début de 1991, 65 % seulement aujourd'hui.

La puissance montante des écologistes

Les dirigeants socialistes doivent désormais intégrer dans leur stratégie la puissance montante des écologistes, ce qu'ils n'ont pas fait jusqu'à présent sauf pour tenter de les diviser. Or les écologistes ne cessent de monter dans les intentions de vote législatives — de 10 % il y a un an à plus de 15 % aujourd'hui — et leurs reports de voix vers les socialistes se dégradent. En mai 1991, 51 % de leurs électeurs déclaraient voter socialiste au second tour, 23 % UDF. Les chiffres sont aujourd'hui de 44 % contre 28 %.

Il est clair que la réflexion des socialistes sur le mode de scrutin doit être liée à l'état de leurs relations avec les écologistes. Actuellement, la poussée verte est totalement impropre en termes de sièges, et même contre-productive pour le PS. Les écologistes, souvent divisés, sans implantation sur le terrain, ne peuvent espérer, même avec 15 % des suffrages, qu'une toute petite poignée de députés. En revanche, leur score prélevé directement sur le PS coûterait aux socialistes, selon nos calculs, entre 55 et 120 sièges, selon le niveau des voix et la qualité des reports !

Pour tenir compte de ce phénomène, les socialistes auraient intérêt à choisir la proportionnelle ou à élaborer dans le cadre du scrutin majoritaire une véritable alliance avec ce nouveau partenaire. La représentation proportionnelle rendrait bien sûr toute son efficacité électorale à la poussée verte en lui permettant d'obtenir un grand nombre d'élus. Mais, à la différence de 1986, elle aurait pour inconvénient de freiner la remontée des socialistes et ancrerait pour longtemps un véritable rival électoral. A l'inverse, le maintien du scrutin majoritaire suppose pour être efficace une véritable jonction entre les socialistes et les écologistes, peut-être même dès le premier tour, avec un partage des investitures dans les circonscriptions.

Il n'est nullement évident que les responsables écologistes acceptent une telle alliance, mais il serait surprenant que les dirigeants socialistes, qui refusent la proportionnelle, ne le leur proposent pas.

JÉRÔME JAFFRÉ

Prochain article : « La droite et ses tentations »

صكنا من الأصل

Mardi 21 janvier 15 heures: la technologie RISC d'IBM confirme son avance.

"Notre nouvel ordinateur RISC System/6000-220 est le seul à intégrer toutes ses fonctions sur une seule puce. Nous concevons et fabriquons nos composants à Corbeil-Essonnes, ce qui nous permet de garder l'entière maîtrise de notre technologie et de nos coûts."

"L'architecture choisie donne aux RISC System/6000 une avance décisive. Elle leur permet d'atteindre, dès 50 MHz, des puissances supérieures à toutes celles du marché."

"Une seule et même architecture pour toute la gamme RISC System/6000, c'est ainsi que nous arrivons à proposer à la fois l'entrée de gamme la plus compétitive, et le haut de gamme le plus performant. Et à assurer la compatibilité totale des modèles."

"AIX 3.2, notre nouvelle version du système d'exploitation UNIX*, est un accélérateur des performances et un facteur de fiabilité des RISC System/6000. Disponible en français, il offre à ce jour le plus grand choix de logiciels."

"Puces, architecture, gamme et système d'exploitation : en quelques années, nous avons acquis dans chacun de ces domaines la supériorité technologique."

"IBM annonce la station de travail la plus puissante du marché : le RISC System/6000-560."

IBM

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

□ **Allier :** dissidence à droite. — M. Hector Rolland, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat de maire de Moulins en 1989 ni celui, un an plus tôt, de député, a décidé de conduire une liste aux élections régionales. Intitulée « Bourbonnais avenir », cette liste s'opposera à celle investie par l'UDF et le RPR, qui sera menée par le vice-président du conseil régional d'Auvergne, M. Edmond Maupou (UDF-rad.), et aux six autres listes en présence. Agé de quatre-vingts ans, M. Rolland, surnommé « Spartacus » est en rupture du RPR depuis 1988, une formation « dont moralement je fais partie mais à laquelle je ne paie plus mes cotisations », explique-t-il.

□ **Gard :** retrait de M. Cambacères (PS). — M. Jean-Marie Cambacères (PS), député du Gard, maire de Sommières, a annoncé, lundi 20 janvier, son retrait de la liste socialiste aux élections régionales. Ayant échoué, fin décembre, à une élection cantonale partielle dans sa ville, face à un candidat soutenu en sous-main par le président du conseil général, M. Gilbert Baunet (France unie) — lequel conduira la liste de la majorité aux élections régionales —, M. Cambacères entend « fournir ses armes » pour une revanche aux élections cantonales.

□ **Ille-et-France :** M. Fourcade (UDF) et la présidence du conseil régional. — M. Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR), sénateur et maire de Saint-Cloud, qui occupe la deuxième place sur la liste d'union de l'opposition dans les Hauts-de-Seine, conduite par M. Charles Pasqua (RPR), sénateur et président du conseil général, a estimé, vendredi 17 janvier, que le candidat de l'opposition à la présidence du conseil régional d'Ille-et-France doit être désigné par l'ensemble des conseillers régionaux de l'UPF, qui seront élus le 22 mars, et pas seulement par ceux du RPR. Cette position est identique à celle exprimée par M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président sortant du conseil régional, qui brigue sa propre succession face à MM. Alain Juppé et Michel Giraud, également RPR (Le Monde du 17 janvier).

□ **Nord :** un conseiller régional dissident du RPR soutient le FN. — M. Emile Messager, conseiller régional sortant du Nord et dissident du RPR, évincé de la liste d'union UDF-RPR, a accepté d'être vice-président du comité de soutien départemental à la liste du Front national. M. Messager, qui sera candidat dans le canton de Douai-Sud, sous l'étiquette « gaulliste », avait pris, début décembre, la tête d'une fronde au sein du groupe d'opposition du conseil régional. Les huit dissidents avaient voté le budget proposé par les socialistes, qui ne disposent que d'une majorité relative à l'assemblée régionale du Nord-Pas-de-Calais, permettant ainsi son adoption.

□ **Guyane :** le PS sans chef de file. — M. Jean-Pierre Roumillac, conseiller général et maire de Matoury, a renoncé, mardi 21 janvier, à conduire la liste de la fédération socialiste de Guyane aux élections régionales et décidé de prendre la tête d'une « liste de l'Union socialiste et démocratique » (mouvement qu'il a créé en 1988) pour une Guyane responsable, plus humaine, plus juste et plus prospère. M. Roumillac a expliqué cette décision par le fait que « le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Jean-Pierre Meleider, n'a pas accepté [sa] volonté d'ouverture relative à l'union de toutes les forces démocratiques, seule chance de [son] pays ». — (Corresp.)

□ **Bourgogne :** M. Soisson pose ses conditions. — M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, s'est déclaré prêt « à soutenir une majorité RPR-UDF au conseil régional » de Bourgogne dès lors qu'elle veut « ouvrir vers le centre et refuser toute compromission avec le Front national ». Le maire d'Auxerre a indiqué que son mouvement France unie présentera des listes dans trois des quatre départements de cette région (Côte-d'Or, Nièvre et Yonne). M. Soisson affirme que ses amis et lui agissent « dans le prolongement de la politique d'ouverture » qu'il a « toujours menée pour faire travailler ensemble les élus de la majorité et de l'opposition ».

La fin du voyage de M^{me} Cresson sur les sites de Thomson-CEA-Industries

Le premier ministre veut lutter contre la « sinistrose »

M^{me} Edith Cresson a terminé, mardi 21 janvier, un voyage de deux jours sur les sites où sont implantés plusieurs établissements du futur ensemble Thomson-CEA-Industries (Le Monde du 22 janvier). Le premier ministre a non seulement insisté sur les synergies existant entre les deux entreprises que le gouvernement a décidé de regrouper, mais elle a aussi profité de ce déplacement pour mettre en valeur quelques points forts de la recherche française et plusieurs réussites industrielles qui en découlent.

Si le drame aérien de Strasbourg n'était venu assombrir la fin de son voyage, l'amenant à l'écouter pour se rendre à la chapelle ardente dressée à Barr, M^{me} Edith Cresson aurait été pleinement satisfaite de son déplacement de mardi et mercredi, le plus long qu'elle ait effectué depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, il y a maintenant plus de huit mois.

Voilà un voyage comme les aime M^{me} Cresson. Elle n'y parle pas de cette « politique » dont elle se donne l'apparence de ne pas se préoccuper. Elle y est accompagnée d'hommes dont elle apprécie particulièrement l'action : des par-

lementaires du PS et de l'UDF qui se passionnent pour l'avenir de l'industrie, des patrons plus préoccupés de production et de ventes que de spéculations financières, des hauts fonctionnaires à la tête d'établissements de recherche dont l'industrie peut profiter ou d'entreprises publiques qui sont des réussites. Elle se rend à l'étranger non pour une visite protocolaire, mais pour convaincre ses interlocuteurs, en l'occurrence M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, de la nécessité de bâtir une industrie européenne capable d'échapper, dans un domaine de pointe, à la domination des Etats-Unis et du Japon.

exemple. Si M^{me} Cresson a entrepris ce déplacement, c'est parce que l'annonce de cette fusion, faite au conseil des ministres du 18 décembre, n'a pas reçu l'accueil qu'elle espérait, la plupart des commentateurs n'y ayant vu, à sa grande fureur, qu'un montage financier. Mais ce voyage lui a aussi permis, en visitant quelques centres de recherches importants, de montrer que la France est à la pointe du progrès dans des domaines aussi sensibles que le nucléaire civil, l'électronique ou l'informatique. Et ainsi de tenter de lutter contre la sinistrose ambiante, en soulignant, par l'exemple, que malgré les réelles difficultés économiques actuelles, elle était bien placée dans des secteurs dont dépend l'activité industrielle de l'avenir.

La politique partisane était donc interdite tout au long de ce voyage. Il n'en sera pas toujours ainsi. Lorsqu'elle rendra visite, jeudi 23 janvier, à une entreprise alsacienne faisant un gros effort en matière d'apprentissage, M^{me} Cresson en profitera pour aller saluer le député socialiste et maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, engagé dans une difficile bataille pour les régionales. De même, lorsque le premier ministre décide de porter plainte contre M. Jean-Marie Le Pen, c'est, certes, parce qu'elle estime qu'il est de son devoir de ne pas laisser le débat politique franchir certaines limites, et de ne pas tolérer que le gouvernement, en tant que tel et non à travers certains de ses membres pris individuellement, soit injurié. Mais cela lui permet aussi de démontrer qu'elle est, dorénavant, en parfaite symbiose avec le Parti socialiste, et qu'elle peut se lancer dans des actions politiques qui obtiennent un certain consensus.

THIERRY BRÉNIER

Après avoir entendu le député des Pyrénées-Orientales

La commission chargée de l'affaire Farran souhaite des « informations complémentaires »

La commission ad hoc constituée pour examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, n'est pas parvenue à prendre une décision à l'issue de sa première réunion, mardi 21 janvier. Après trois heures de discussions, au cours desquelles ils ont entendu M. Farran, les commissaires ont indiqué qu'ils avaient besoin d'« informations complémentaires ». M. Jacques Limouzy (RPR, Tarn), a précisé qu'il « souhaitait » qu'une nouvelle réunion pourvue, jeudi 23 janvier, l'examen du cas du député des Pyrénées-Orientales, susceptible d'être inculpé des chefs d'abus de confiance, de complicité et de recel d'abus de confiance à la suite du détournement d'une partie des recettes du parking de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, géré par la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan, dont il a été le président. La commission ad hoc pour-

rait alors procéder à des nouvelles auditions. Tenue dans un climat qualifié de « sérieux » et « tendu » par M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), la réunion de mardi a évoqué une affaire « difficile » et « délicate », selon M. Limouzy, qui a ajouté que les commissaires n'avaient « ni à instruire, ni à juger, ni à décider » mais « simplement à dire si l'immunité parlementaire empêchait l'exercice de la justice ».

Pour sa part, M. Farran, auditionné pendant une heure et demie, s'est « érigé » du climat « positif » de la réunion. « Je n'ai pas eu le sentiment d'être tombé devant un tribunal », a-t-il estimé. Assurant qu'il « n'est pas failli », il a affirmé se préparer à la contre-attaque : « J'ai quelques fiches dans mon portefeuille que je sortirai le moment venu. On n'est pas dans la vie publique depuis vingt et un ans sans savoir certaines choses. On a voulu me tuer. Je ne vais pas me laisser tuer sans réagir ».

F. B.

Paris sur l'avenir

La dernière étape de son voyage aurait dû amener M^{me} Cresson, si les événements ne lui avaient imposé un passage par l'Alsace, à visiter l'usine d'enrichissement de l'uranium de Pierrelatte qui permet à la France, grâce à l'énorme effort financier fait par l'Etat pour la recherche fondamentale, de détenir aujourd'hui près de 40 % du marché mondial. Bel exemple de ce qu'elle veut démontrer : la puissance publique doit intervenir pour permettre à l'industrie de rester à la pointe d'un progrès technologique qui est source de nombreuses retombées économiques. Le matin, en compagnie de M. Andreotti, elle avait visité l'usine Vidéocolor d'Aspex, près de Rome, fondée par M. Abel Farnoux, qui, après avoir connu un démarrage financier difficile, est maintenant un des leaders mondiaux de la production de tubes de télévision. Nouvel exemple de la nécessité d'investir longuement dans des secteurs porteurs à terme.

La stratégie industrielle qu'envisage le premier ministre en fusionnant les activités civiles de Thomson et industrielles du CEA est tout entière dans cet

Il y a cent ans naissait le constructeur des Mirage

L'épopée de la famille Dassault

A l'occasion du centenaire de la naissance de Marcel Dassault, le célèbre constructeur d'avions Mirage, mort en 1986, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, et le maire de Paris, M. Jacques Chirac, ont présidé, mercredi 22 janvier en fin de matinée, la cérémonie qui marque l'inauguration du Rond-Point des Champs-Élysées-Marcel Dassault. Cette nouvelle appellation a été décidée par le conseil de Paris lors de sa séance du 21 octobre 1991. Dans le même temps sont publiés deux ouvrages qui retracent l'épopée aéronautique de la famille Dassault.

Le père, vu par un universitaire de la Sorbonne. Le fils, vu par un journaliste des Echos. Coup sur coup, deux livres sont consacrés à une famille exceptionnelle, qui a donné ses ailes à l'armée de l'air française et, en même temps, à quantité d'autres dans le monde. Deux livres inégaux, aussi, puisque le premier, Marcel Dassault, la légende d'un siècle, par Claude Carlier, a été rédigé avec la complicité de la famille, qui a ouvert ses archives privées à l'auteur, tandis que le second, Dassault, le dernier round, par Alexandre Schwartzbrod, se veut plus critique et plus impertinent.

Claude Carlier hésite entre l'hagiographie et la somme d'un « thésard ». Toute la vie de Marcel Dassault défle, y compris les multiples facettes de cet homme de génie qui a touché à tout, depuis bien sûr l'aviation (où il a réussi, nul n'osera le contester) jusqu'à la presse (où le succès n'a pas été toujours au rendez-vous), en passant par l'immobilier (une passion), la députation (l'aspect déjà plus « amateur » du personnage) et par la coproduction cinématographique (le côté « danseuse » des activités d'un ingénieur qui se voulait jeune).

L'auteur rapporte deux jugements qui prouvent que Marcel Dassault était pour le moins singulier. D'abord, M. Michel Debré, « il était devenu intouchable, car unique (...). Il était un peu agaçant avec sa certitude qu'il rendait service à l'Etat », dit le premier ministre du général de Gaulle de l'industriel qui sut dessiner le Mirage IV, le bombardier nucléaire, et le Mirage III, vendu à plus de mille cinq cents exemplaires. Ensuite, M. Pierre Mauroy, « Marcel Dassault n'était pas un patron classique de droite, il se situait entre la gauche et la droite », avoue le premier ministre de M. François Mitterrand en évoquant le comportement de ce chef d'entreprise par deux fois « nationalisé », en 1936 et en 1981.

« Sept ans de chômage »

En réalité, Marcel Dassault était un ingénieur dont le passe-temps fut de fabriquer des prototypes — il en conçut quatre-vingt-douze dans sa vie — à charge pour d'autres que lui, l'Etat ou le privé, de produire la série si le client français ou étranger n'avait pas changé d'avis entre-temps.

Avant de disparaître en 1986 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, Marcel Dassault avait présenté qu'il laissait à ses successeurs « sept ans de chômage », tant la période jusqu'en 1995 s'annonçait très délicate sur le plan des marchés. C'est de cela, plus que des honneurs, que son fils Serge a hérité, à l'âge de soixante et un ans, c'est-à-dire après avoir patiemment attendu une responsabilité à laquelle son père ne l'a pas spécialement préparé et à un moment, dans la vie d'un capitaliste d'industrie, où l'on commencerait plutôt à former son remplaçant éventuel.

Alexandre Schwartzbrod, en prenant la suite de l'ouvrage de Claude Carlier, s'attarde, elle, sur le « cas » Serge Dassault. Il s'agit

du premier livre consacré à l'héritier, qu'elle décrit un peu comme un enfant gâté coincé entre deux Danton (ses oncles et mécènes vice-présidents, MM. Charles Edouard et Bruno Ravallin-Falcoz) et protégé par Zorro (son conseiller, M. Pierre Guillemin de Bénouville), qui vient tout arranger en fin de compte (parce qu'il a l'oreille de l'actuel chef de l'Etat depuis leur jeunesse commune).

Le dindon de la farce

Derrière cette simplification, inspirée de toute évidence par les réflexions, voire les dossiers, d'un ancien ministre de la défense, M. André Giraud, qui ne portait pas le fils Dassault dans son cœur, l'auteur a le mérite de décrire l'imbroglio des sociétés qui constituent l'« empire » laissé par Marcel Dassault à sa famille et à l'Etat. En particulier, le journaliste économique décrit, comme si le lecteur y était, les discussions — et leurs résultats — entre la gauche au pouvoir, en 1981, et Marcel Dassault, qui ne fit pas le moindre obstacle à sa nationalisation partielle. La Mecque industrielle et financière est tellement compliquée que le gouvernement n'a pas récupéré ses billes dans une aventure où il aura été, avec quelque complaisance, le dindon de la farce.

L'après-Mitterrand sera-t-il fatal au groupe Dassault ? Peut-être. Nul n'en prendra le pari. En attendant, Dassault fils est, avec humilité, celui qui, relevant le flambeau, aura su tiller son entreprise — en y supprimant quatre mille emplois — à l'aune des lendemains difficiles qui le menacent.

JACQUES ISNARD

► *Marcel Dassault, la légende d'un siècle*, de Claude Carlier, éditions Perrin, 584 p., 140 F.
► *Dassault, le dernier round*, d'Alexandre Schwartzbrod, éd. Olivier Orban, 278 p., 110 F.

Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

Secousses

212 p 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS À LA LOUPE : Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :
 - 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
 - L'Europe de l'Est.

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITÉ

PAYS

FRANCE (intercepter uniquement)

Nombre d'ex 55 F (port inclus)

DOM TOM & ÉTRANGER 50 F (port inclus)

Nombre d'ex 50 F (port inclus)

Bulletin et règlement à retourner à :

LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguère

75001 PARIS Cedex 15 France

1/4 LM

حكايا من الأصل

EDUCATION • CAMPUS

à la recherche de sang neuf

par la voie des admissions parallèles. Pour leur plus grande satisfaction

Pourquoi quatre-vingt-cinq ans de vieilles écoles ne veulent-elles pas prendre dans les admissions sur titres des « taupins » ?

Toutefois, ces 30 places réservées, si seulement on les pourvoit cette année, le niveau des candidats n'ayant pas été jugé suffisamment élevé par le jury de Centrale pour aller au-delà. « Vous recevrez 70 à 90 candidats, je suis sûr qu'il n'y a pas un seul sur dix qui soit un bon candidat », affirme Daniel Grimm.

A l'en croire, la faute en incomberait aux universités. « Certaines jouent pas le jeu des admissions parallèles et font de la rétention pour éviter de perdre leurs meilleurs éléments », dit-il. C'est l'avis de Pierre Vassier, directeur de l'Ecole nationale de Commerce de Paris (ESCP). Au départ, il ne le pensait pas vraiment d'entrer dans une grande école de gestion. Il obtient un diplôme de sciences sociales, puis une formation de directeur de maison de la culture. A la sortie, il est embauché au centre socioculturel de l'Ecole, à Strasbourg. Ce n'est que cinq ans plus tard qu'il décide de parfaire sa formation, pour acquiescer des connaissances solides en gestion.

Il se présente alors à la sélection APEX (Admis post-expérience) de l'ESCP et gagne son ticket d'entrée en première année, en compagnie de cinq autres lauréats - essentiellement des sportifs de haut niveau. Dans le fond, il obtient un congé individuel de formation, ce qui lui permet de percevoir l'intégralité de son salaire pendant deux ans. Bien qu'il se retrouve avec des

passé les formations universitaires, les grandes écoles s'arracheraient-elles désormais les étudiants qui en ont fait ? Le fait est qu'elles ne l'ont pas fait. Elles ont plutôt vu leurs nouvelles recrues, « ils sont plus motivés, leur attitude est plus professionnelle », explique André-Paul Weber, le directeur de l'ESSEC. Car, pour faire encore deux années d'études après un niveau bac + 4 ou bac + 5, il faut en vouloir ! Ce sont des étudiants, mais des étudiants sympathiques qui ont des jours un peu intellectuels.

Innovations pédagogiques

Il est vrai que les élèves des classes préparatoires ont tendance à souffrir un peu quand ils sont enfin admis à intégrer une grande école, tant le rythme qui leur fut imposé avant le concours était difficile à soutenir. Ce niveau de décompression est même qualifié d'« inacceptable » par certains responsables. A l'opposé, les admis sur titres universitaires « n'ont pas le sentiment d'une fin d'évolution, mais le contraire d'un commencement », explique Michel Marcheteau, de l'ESCP. Plus responsables, ils se comporteraient moins en « enfants gâtés », « ils sont peut-être moins rapides que les autres des prépas, qui ont acquis les méthodes de travail, mais ils sont plus ouverts. Car on ne les a pas enfermés à l'université. Ils ont été en

débrouiller seuls », constate François Schoeller. Une fois réunies, les deux populations d'étudiants se marient plus ou moins bien selon les écoles. Pour faciliter les échanges, certaines, comme l'ESSEC, l'ESCP ou l'ESPE, organisent au début d'année scolaire un week-end d'intégration. « Il y a, au départ, une petite réticence à l'égard des admis sur titres », reconnaît Valérie Smadja, qui a fait son chemin de pharmacie avant d'entrer à l'ESSEC. Et puis, beaucoup d'admis sur titres ont une expérience professionnelle parallèle pour payer leur scolarité.

Un étudiant en troisième année de l'ESCP note qu'il n'y a pas de rejet de la part des prépas ici, contrairement à ce qui s'est passé à HEC, où l'on avait inscrit sur une porte : « A mort les AD ! » (admis directs). Ceux qui rentrent directement en deuxième année participent moins à la marche de la junior-entreprise de l'école, ce sont les meilleures places sont prises. Mais, en dépit de quelques maux de tête, la cohabitation s'améliore dès le deuxième trimestre, les étudiants apprennent progressivement à se connaître, voire à s'apprécier.

Surtout, l'intégration de jeunes issus d'horizons différents permet de faire évoluer le plan pédagogique. Pour tenir compte

des potentialités de chacun, la notion d'interdisciplinarité se développe là où l'on raisonnait autrefois en termes de filières étroites. « Le fait d'intégrer des étudiants qui ont été absents de notre école pendant un an nous incite à ne pas être trop rigides à l'égard des élèves issus des classes préparatoires qui veulent à leur suite suivre des études parallèles à l'université », explique Michel Marcheteau. Ainsi l'ESCP a-t-elle décidé de valider certains acquis universitaires sous forme de crédits de points. De son côté l'ESSEC a passé des accords de coopération avec l'université Paris-II (Assas) et négocie actuellement des partenariats avec l'université nouvelle de Cergy.

Un peu partout, les passerelles se multiplient en place. Les anciens clivages seraient-ils dépassés ? « Derrière les admissions parallèles, il y a un message clair, lance André Paul Weber, de l'ESSEC. C'est le message en clair d'un système d'évaluation qui reconnaît la diversité des parcours et qui sanctionne l'orientation au long cours. C'est un message qui dit que l'on ne se dirige pas vers l'université. Ce qui signifie que la destinée d'une personne est arrêtée à dix-huit ans. Il est de notre responsabilité de constituer des voies d'accès parallèles ».

LAURENT MARCAILLON

Changement de cap

Si l'est un étudiant qui n'a pas le profil classique des élèves des écoles de commerce, c'est bien lui. A trente-trois ans, François Sergi est le doyen de sa promotion. Il a déjà cinq années d'expérience professionnelle quand il décide en 1990 de rejoindre les rangs de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP). Au départ, il ne le pensait pas vraiment d'entrer dans une grande école de gestion. Il obtient un diplôme de sciences sociales, puis une formation de directeur de maison de la culture. A la sortie, il est embauché au centre socioculturel de l'Ecole, à Strasbourg. Ce n'est que cinq ans plus tard qu'il décide de parfaire sa formation, pour acquiescer des connaissances solides en gestion.

Il se présente alors à la sélection APEX (Admis post-expérience) de l'ESCP et gagne son ticket d'entrée en première année, en compagnie de cinq autres lauréats - essentiellement des sportifs de haut niveau. Dans le fond, il obtient un congé individuel de formation, ce qui lui permet de percevoir l'intégralité de son salaire pendant deux ans. Bien qu'il se retrouve avec des

collègues de promotion douze ans plus jeunes que lui, son intégration dans le système grande école s'est bien opérée. « Quand on a connu le feu, lance-t-il, on trouve ce système très bon car on n'y perd pas son temps. Même si j'ai passé l'âge d'être noté tout le temps. Cela dit, il faut quand même s'accrocher car je n'avais jamais fait de travail de ma vie ».

Tout en poursuivant ses études, il retourne travailler chaque semaine à Strasbourg. Il mène en tant que chef de projet, une étude de faisabilité en vue de la création de trois entreprises d'insertion. Mais son intégration à l'ESCP lui a donné de nouvelles ambitions, qui le conduisent vraisemblablement à quitter le secteur social. « A la sortie je pourrais reprendre mon poste au centre socioculturel mais je ne le souhaite pas, reconnaît-il. J'aimerais travailler dans un palais des congrès ou prendre la direction d'un établissement touristique-économique de ce type. En fait, je voudrais maintenant occuper un poste à vocation plus économique ».

L. M.

Entrées multiples

Examens spécifiques, recrutements sur dossier ou sur dossier, voies particulières d'accès en première ou en deuxième année, multiplicité de chemins depuis les diplômés de l'université jusqu'aux titulaires de BTS (brevets de technicien supérieur) : les chemins de l'enseignement supérieur sont devenus de plus en plus nombreux pour entrer dans les grandes écoles sans emprunter le vieux royaume des classes préparatoires, sont d'une très grande diversité. Le moyen le plus sûr de ne pas se fourvoyer est donc de se renseigner directement à la grande école. Toutefois le dispositif général obéit, dans la plupart des cas, à quelques règles communes.

Dans les écoles d'ingénieurs, les admissions directes en première année sont réservées aux titulaires d'un diplôme de premier cycle universitaire (DEUG, DUT, BTS ou équivalent). La majeure partie de ces recrutements sont effectués par l'intermédiaire de concours organisés par les grands groupes d'écoles. C'est le cas

par exemple pour les Mines, les ENIT (écoles nationales supérieures d'ingénieurs), les INSA (instituts nationaux des sciences appliquées) ou les IUT (la fédération des instituts d'ingénieurs privés). L'admission en deuxième année est, en principe, ouverte sur titre de dossier aux titulaires d'une maîtrise ou du diplôme d'une autre école d'ingénieurs.

Dans les écoles de commerce, dont près de 80 ont mis en place des systèmes d'admission parallèles, l'accès direct en première année est ouvert aux titulaires de DEUG, DUT ou BTS, avec une prime fréquente pour les diplômés de gestion, d'économie, d'informatique ou de maths et un examen attentif des résultats universitaires des candidats. L'admission directe en deuxième année est réservée aux diplômés universitaires de niveau bac + 3 minimum et comporte en général des épreuves de langues, de culture générale et une épreuve de cas.

BAC +2, +3, +4, +5
REJOIGNEZ UNE GRANDE ÉCOLE DE MANAGEMENT...
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE ROUEN
VOUS INVITE À INVESTIR DANS UNE FORMATION À VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHÉE PAR LES ENTREPRISES

L'admission, par voie de concours, est ouverte :
■ en première année après un diplôme BAC + 2
■ en deuxième année, après licence, maîtrise, DESS, diplôme d'un IEP ou d'une Ecole d'Ingénieurs.

Date limite d'inscription : 15 mai 1992
Epreuves écrites : 13 juin 1992
Epreuves orales : 7-8 septembre 1992

Les dossiers de candidature sont à demander à :
E.S.C. ROUEN
DIRECTION Admissions
Boulevard André Siegfried - B.P. 115
76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : 32.82.74.00

E.S.C. ROUEN :
■ Membre fondateur du Chapitre Management de la Conférence des Grandes Écoles
■ Membre de l'Association d'ECRICOME
■ Membre de l'European Foundation for Management Development
■ Partenaire de plus de 10 universités étrangères en Europe, Amérique et Asie.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen

SupreCo
rouen

FUTURS INGÉNIEURS,

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « meilleurs » : la FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous accordant une bourse et/ou un parrainage.

Elle sélectionne les candidats qui ont à un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes espoirs pour l'industrie française.

La candidature doit être envoyée avant le 31 mars 1992, à l'adresse suivante :

FONDATION
GEORGES BESSE

BP 114 - 78144 VILLIERS-LE-CLAY CEDEX

Seul exception, cette date ne s'applique pas aux candidats étrangers, à nos chers collègues d'outre-mer.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ESA
BP 47
38040 GRENOBLE
ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES
GRADUATE BUSINESS SCHOOL
UNIVERSITÉ PIERRE MENDES FRANCE
GRENOBLE
Tél. 76.82.59.27
Fax 76.82.59.28

les 3e cycles de
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES
de GRENOBLE

HUIT DESS

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)
Management de la Fonction
Audit Financier
Commerce International
Finances d'Entreprise et Marchés
Marketing "Le Quant"
Gestion du Personnel
Management des Systèmes d'Information et d'Organisation

UN PROGRAMME DOCTORAL

DEA Gestion
Doctorat (4 options : Finance, Marketing, Stratégie, Systèmes d'Information et Décision)

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE
Date limite : 31 Mai 1992

edhec
Ecole de Hautes Etudes Commerciales du Nord
1ère année : concours EDHEC ouvert aux diplômés Bac + 2
2ème année : concours EDHEC ouvert aux diplômés Bac + 3

espeme
Ecole Supérieure de Management de l'Entreprise
2ème année : concours ESPEME ouvert aux diplômés Bac + 2 et aux étudiants admissibles dans une école reconnue par l'Etat et recrutant après classe préparatoire.

Pour tous renseignements :
Direction Admissions GROUPE EDHEC
55, rue du Port - 59046 LILLE
Tél : 20 15 45 00
promenade des Anglais
BP 116 - 06100 NICE
Tél : 93 18 99 86

PASSERELLE ESC
CONCOURS SUR TITRES

L'ADMISSION PARALLÈLE :
UNE PASSERELLE POUR L'AVENIR.

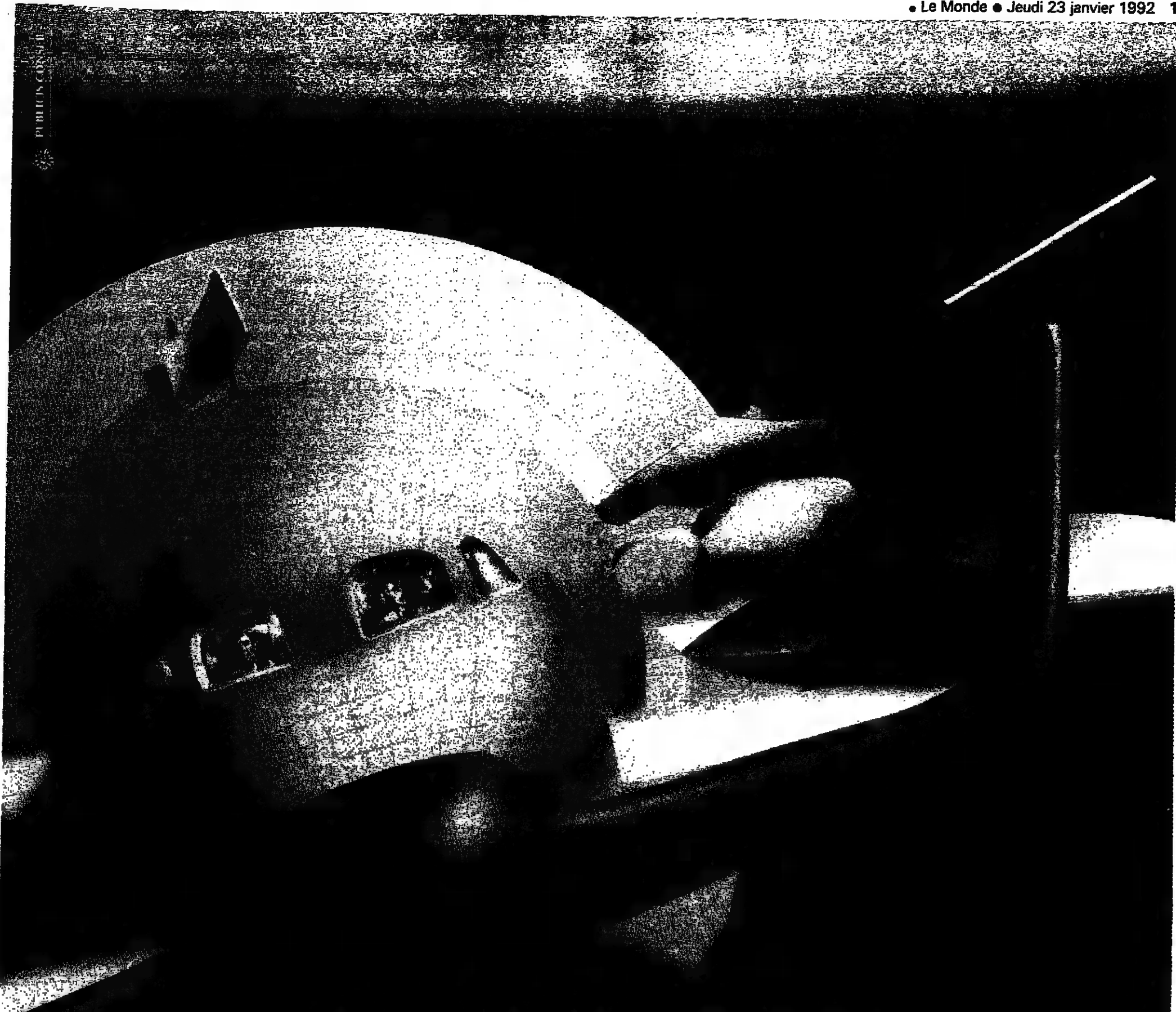
ESC CLERMONT,
ESC GRENOBLE,
ESC NICE SOPHIA ANTIPOLIS,
ESC TOULOUSE,
ESC TOURS.

Je souhaite recevoir :
☐ une documentation "PASSERELLE ESC"
☐ un dossier d'inscription
Nom, Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

COUPON À RENVoyer À PASSERELLE ESC
B.P. 085 - 06902 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

مكتبة الأمل

• Le Monde • Jeudi 23 janvier 1992 15



L'EUROPE SE CREE AUSSI DANS L'ESPACE.

L'Europe, un concept qui se concrétise chaque jour davantage. Après des coopérations européennes telles qu'Airbus, ATR, Ariane ou Eurocopter, les sociétés Aérospatiale, Alenia, Dassault Aviation et Deutsche Aerospace réunissent aujourd'hui leurs forces dans le domaine du transport spatial et créent

EURO-HERMESPACE.

EURO-HERMESPACE est désormais chargée par l'Agence Spatiale Européenne de la réalisation de l'avion spatial Hermes.

EURO-HERMESPACE anime une équipe européenne de plus de 70 sociétés industrielles, laboratoires, instituts de recherche et d'essais et

universités pour réaliser ce programme.

EURO-HERMESPACE permettra enfin de doter l'Europe d'une autonomie et d'une indépendance en matière de vols spatiaux habités.

L'Europe qui gagne, nous l'anticipons depuis plus de vingt ans et nous sommes fiers d'y contribuer.

 **AEROSPATIALE**

 **Deutsche Aerospace**

 **Alenia**

 **DASSAULT
AVIATION**

 **EURO-HERMESPACE**

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Attaquée devant la Cour européenne des droits de l'homme

La France plaide la « constance » de son effort en faveur des hémophiles contaminés

La Cour européenne des droits de l'homme a examiné, mardi 21 janvier à Strasbourg, la requête d'un hémophile français contaminé par le virus du sida à partir de produits dérivés de sang. M. X... proteste contre la longueur des délais imposés par la juridiction administrative française pour instruire son dossier. Le représentant de la France a estimé que l'effort de solidarité envers les hémophiles contaminés avait été « constant ». Quatre cents hémophiles contaminés ont le tribunal administratif de Paris.

tribunal administratif de Paris», estime M. Lasserre. « Pour autant, ajoute l'avocat, le fait qu'un jugement soit intervenu le 20 décembre ne modifie en rien le fait que le délai raisonnable a été violé par la durée anormale de la procédure. »

Pour sa part, M. Jean-Pierre Puisseux, pour le gouvernement français, a répondu, devant la cour, par une série d'arguments soulignant l'irrecevabilité, selon lui, d'une telle requête et soutenant que la complexité d'une telle affaire justifiait la durée de la procédure. M. Puisseux a rappelé le cadre général des indemnités mis en place par les pouvoirs publics, au premier rang desquels les fonds publics et privés d'indemnisation de 1989 (dont M. X... n'avait pas demandé à bénéficier).

« Sous la pression de l'opinion publique »

Evocant le « mécanisme spécifique supplémentaire d'indemnisation », mis en place par voie législative à la fin 1991, le « geste exceptionnel et sans précédent », il estime que « l'effort de solidarité envers ces victimes a été constant : son niveau et son fondement ont été modifiés des années d'information claire et indiscutable a été fournie aux autorités compétentes. On ne saurait donc, dans ces conditions, reprocher à ces dernières de ne pas avoir fait preuve de la diligence nécessaire. »

L'argumentation de la France repose sur ailleurs sur le fait que seul le « geste » a été demandé au gouvernement — par M. Michel Lucas, le « patron » de l'inspection générale des affaires sociales, durant l'été 1991, a permis aux autorités judiciaires concernées de disposer « des données nécessaires pour prononcer, de façon sérieuse, sur la question de la responsabilité de la puissance publique dans l'exercice de son pouvoir de réglementation de la transfusion sanguine. »

Ce dernier point a été vigoureusement contesté par M. Lasserre.

défenseur de M. X... « Au nom de quoi un tribunal, par essence indépendant, devrait-il attendre la communication d'un rapport administratif pour statuer ? » s'est interrogé l'avocat, rappelant que rien n'empêchait le gouvernement de demander plus tôt ce rapport à l'IGAS et que cette procédure n'a été catégorisée que « sous la pression d'une opinion publique mobilisée par une campagne de presse. » Pour M. Thirion, ce qui est en cause au travers de cette affaire, au-delà du cas dramatique du jeune homme, c'est l'adaptation de la justice judiciaire aux réalités humaines. « Il n'y a pas grand dommage à juger l'urgence ou cinq ans un litige en matière de santé publique, mais il est impardonnable de laisser mourir une victime sans lui rendre justice. »

Dans l'attente du jugement de la Cour européenne des droits de l'homme, les défenseurs de M. X... ont décidé de faire appel du jugement, en date du 20 décembre 1991, du tribunal administratif de Paris, qui avait rejeté la requête de M. X..., estimant que sa contamination était, selon toute vraisemblance, antérieure de quelques semaines ou quelques mois à la période (12 mars-19 octobre 1985) durant laquelle on pouvait tenir l'Etat pour responsable de contamination post-transfusionnelle par le sida (le Monde du 21 décembre 1991).

M. Jean-Alain Blanc, défenseur d'un hémophile dont la requête avait également été rejetée le même jour par le tribunal administratif de Paris, a aussi décidé de faire appel. En revanche, aucune information officielle n'a été donnée sur le point de savoir si le gouvernement ferait appel du jugement du même tribunal qui a condamné l'Etat à payer 2 millions de francs à un hémophile dont la contamination par le virus du sida s'était produite après le 12 mars 1985.

JEAN-YVES NAU

RELIGIONS

Après la nomination de M. Haddam ■ Haut Comité d'Etat

La tutelle algérienne sur la Mosquée de Paris est mise en cause

Le Conseil de l'islam en France (CORIF) demande au gouvernement algérien, après sa réunion du lundi 20 janvier, de mettre fin aux fonctions de M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, nommé au Haut Comité d'Etat d'Alger le 12 janvier (le Monde du 14 janvier).

La Mosquée de Paris est, depuis longtemps, un enjeu de pouvoir dans la communauté musulmane de France. Le départ pour Alger de son recteur, M. Tedjini Haddam, devenu le 12 janvier l'un des cinq membres du Haut Comité d'Etat, crée une situation propice à l'émancipation de la plus grande mosquée de France par rapport à sa tutelle algérienne. Dans le respect des lois laïques, le gouvernement ne s'opposerait pas à un changement de direction, voire de statut, d'une institution qui, par son rôle historique et symbolique, pourrait être l'un des piliers d'un véritable islam français.

En déclarant, à l'issue d'une réunion du ministère de l'intérieur, lundi 20 janvier, que « les fonctions de recteur de la Mosquée de Paris sont incompatibles avec les fonctions gouvernementales exercées à l'étranger », le Comité de réflexion sur l'islam de France, créé en 1990 à l'initiative de M. Pierre Joxe, et dont M. Haddam est l'un des quinze membres, pose un premier acte d'indépendance. Il va plus loin, en demandant au ministère de l'intérieur, chargé des cultes, de « faire connaître, dans les délais les plus brefs, les mesures à prendre en vue de combler la vacance créée. »

Il écarte enfin, de ses propres rangs, M. Haddam, en estimant qu'il « n'est pas digne de son mandat de membre du CORIF ».

avec les nouvelles fonctions qu'il exerce en Algérie.

La portée de cette révolution de palais est limitée par la faible représentativité du CORIF (dont seuls membres sont présents à la réunion de lundi), qui, dans l'esprit de son promoteur, M. Joxe, devait jouer un rôle de pivot autour duquel s'organiseraient un islam de France et des très nombreux étrangers.

Le « gardien »

Toutefois, les nombreuses contestations de Français musulmans, en particulier, ainsi que les représentations des pays musulmans à Paris, ne devraient pas rester inactives. A la fin de 1989, où, après la mort de Cheikh Abbas, les autorités algériennes ont empressées de parachuter leur candidat à la tête de la Mosquée de Paris, le temps ne joue pas en faveur d'Alger. M. Haddam a prévenu le gouvernement français qu'il n'était pas prêt à accepter la décision de la Société des Nations de désigner un représentant de l'islam, dont les statuts d'association de droit français ont été déposés à la préfecture d'Alger, mais le siège algérien à Paris après l'indépendance.

Pourtant, à la suite d'un accord de trêve administrative, patrimoniale, et de dévolutions juridiques, Si Hamza Bouhakeur, nommé en 1957 par Guy Mollet, et en 1982, aux autorités d'Alger, le représentant de la Mosquée de Paris.

Habous, et donc de la Mosquée de Paris.

Le moment est sans doute venu, aujourd'hui, de trancher ce « gardien » auquel Gilles Kepel, dans le *Musulman de l'islam* (Seuil, 1987), a donné le nom de « gardien de la Mosquée de Paris ». Le CORIF a pris les décisions les autorités françaises attendent les réactions. Divers scénarios peuvent être imaginés, allant jusqu'à la dissolution de la Société des Habous, voire à la création d'une nouvelle institution représentative de l'Etat, la Ville de Paris ou les représentants de la communauté musulmane.

HENRI TINCO

Le dialogue va reprendre entre le Vatican et le patriarche orthodoxe de Moscou

Le Vatican et le patriarche orthodoxe de Moscou ont mis fin à leur dialogue, à déclaré dimanche 19 janvier, Mgr Pierre Duprey, secrétaire du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens. Les délégations se rencontreront fin février, en un lieu qui n'a pas encore été fixé, pour discuter des droits des minorités catholiques en Russie. Les Russes orthodoxes avaient reproché aux catholiques de faire dans leur pays du « prosélytisme » et de l'« invitation du pape à participer aux travaux du synode des évêques européens qui s'est tenu au Vatican du 28 novembre au 4 décembre dernier. « L'état des rapports entre nos deux Eglises n'est pas dramatique », a dit Mgr Duprey.

SPORTS

FOOTBALL : la Coupe d'Afrique ■ nations

Surdoués à l'encan

La dix-huitième Coupe d'Afrique des Nations, dont les demi-finales (Ghana-Nigeria et Cameroun-Côte d'Ivoire) seront jouées jeudi 23 janvier à Dakar (Sénégal), a attiré de nombreux techniciens européens (la sélectionneur français Michel Platini, l'italien Arrigo Sacchi) mais aussi des « agents », venus superviser de talents. Les clubs européens recrutent de plus en plus de joueurs africains.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Otto Pfister ne sait plus où donner de la tête. Il est là, qui erre, à une heure du matin, devant la réception d'un hôtel de Dakar. Il guette les allées et venues des notables, apprend les nouvelles justes, qu'il la piscine, regard tendu et les mâchoires serrées. Etre sélectionneur de l'équipe nationale du Ghana oblige parfois à livrer de dures batailles, en nocturne, pour préserver la tranquillité de ses joueurs. Ce technicien allemand doit lutter contre ceux qu'il appelle les « rapaces », les « agents » de joueurs qui viennent, carnet de chèques en main, promettre l'eldorado européen aux jeunes talents africains.

Les « agents » sont au moins une vingtaine à avoir rallié le Sénégal, en provenance de tous les pays d'Europe. Ils sont pour la plupart logés dans le même hôtel que les joueurs et peuvent ainsi les aborder sur le chemin de la plage ou au sortir du petit-déjeuner, « mène la nuit », selon Otto Pfister. Tous ont obtenu des laissez-passer « VIP » qui leur permettent de circuler librement dans le stade de l'Amitié, où se jouent les matches.

Si elle profite parfois aux joueurs et à leurs comptes en banque, leur attitude irrite au plus haut point les entraîneurs. Ils sont obligés de mettre en garde leurs troupes contre ces « propositions », parfois barbelées, qui feraient tourner la tête à plus d'un attaquant à la veille d'un match important. Un journaliste de Radio-France internationale a même été jusqu'à qualifier de « prédateurs » ces « intermédiaires » avant de s'autoriser, à l'antenne, un raccourci entre leur présence et la proximité de Gorbachev, l'« ille aux esclaves ». « Cette illusion est une insulte, s'insurge un agent allemand. Je crois que bien des esclaves auraient aimé toucher un salaire de joueur de football professionnel. C'est, on gage de l'argent, mais les joueurs aussi, une personne qui a plaint. »

La Coupe d'Afrique n'avait autant attiré de « agents » que la France, terre d'exil, la plus du monde. Les 264 joueurs participant à la dix-huitième Coupe d'Afrique, trois évoluent dans des clubs français, de la première division à la division d'honneur. Mais d'autres pays font appel à cette « main-d'œuvre », comme la Belgique (dix-huit joueurs présents au Sénégal), le Portugal (dix), l'Allemagne (huit) ou l'Espagne (quatre). Au total, quatre-vingt-neuf « agents » ont pris part à la compétition.

Si l'on ne peut pas l'imaginer au régime dans l'hexagone, les agents les plus qualifiés, ils devraient s'accrocher. Car, en coulisse, la compétition prend parfois des allures de foire aux animaux de la jungle.

La Coupe de Dakar

Jamais l'Afrique n'avait autant attiré de « agents ». La France, terre d'exil, la plus du monde. Les 264 joueurs participant à la dix-huitième Coupe d'Afrique, trois évoluent dans des clubs français, de la première division à la division d'honneur. Mais d'autres pays font appel à cette « main-d'œuvre », comme la Belgique (dix-huit joueurs présents au Sénégal), le Portugal (dix), l'Allemagne (huit) ou l'Espagne (quatre). Au total, quatre-vingt-neuf « agents » ont pris part à la compétition.

Si l'on ne peut pas l'imaginer au régime dans l'hexagone, les agents les plus qualifiés, ils devraient s'accrocher. Car, en coulisse, la compétition prend parfois des allures de foire aux animaux de la jungle.

belles. C'est ainsi qu'à la « Bourse » de Dakar, le Nigeria est en hausse et l'Algérie en baisse. Le Sénégal est trop vieux. L'Ivoire est trop jeune.

Mais le vainqueur toutes catégories demeure le Ghana. Champion d'Afrique à quatre reprises (1963, 1965, 1978, 1982), ce pays dispose d'un inépuisable réservoir en jeunes talents, comme l'a prouvé son succès au championnat du monde des moins de seize ans en 1991, à Florence (Italie). Depuis ces triomphes, les Ghanaïens ont l'objet de bien des convoitises. La vedette de l'Olympique de Marseille Abedi Pele, qui l'on dit très influent auprès de ses partenaires, ne peut sortir de sa chambre sans être abordé par un « agent » qui lui demande de convaincre tel ou tel joueur d'écouter ses propositions.

« A ce rythme, les clubs ne peuvent pas grincer des dents et le rapport « qualité-prix », la grande force du football africain, ne sera plus intéressant », remarque un agent qui a négocié, ces dernières années, de nombreux transferts de joueurs africains en France. « En Afrique, le vrai talent, le bon coup », il faut savoir aller le dénicher dans les clubs, et non pas lors d'une compétition comme celle-ci où les jeunes sont trop tendus, trop sollicités, épuisés par les professionnels qui jouent déjà en Europe. »

Contrairement aux clubs français, qui enrôlent souvent des joueurs déjà confirmés, certains clubs étrangers sont disposés à les engager dès le plus jeune âge, pour ensuite les former. Trois adolescents ghanaïens (parmi lesquels Mohamed Gargo, titulaire en équipe nationale à l'âge de seize ans) évoluent ainsi au centre de formation du Torino, le club rival de la Juventus, à Turin. Deux autres jouent en Allemagne, à Leverkusen. Quant au milieu de terrain international Nii Lamptey, il fait figure, à seize ans, de futur « Manéchet », en Belgique, qu'il était déjà un talent exceptionnel pour que les riches clubs italiens s'intéressent à lui.

PHILIPPE BROUSSARD

ÉDUCATION

Devant le Conseil supérieur de l'éducation

M. Jospin confirme que la réforme des collèges sera décidée en juin

Les propositions du Conseil national des programmes sur le collège, rendues publiques le 13 novembre 1991 (le Monde du 14 novembre), ont été examinées, mardi 21 janvier, par le Conseil supérieur de l'éducation, qui réunit notamment les représentants des syndicats d'enseignants et des associations de parents d'élèves. Le ministre de l'éducation nationale a précisé qu'il ferait connaître ses propositions de réforme au début du mois d'avril. Après une phase de consultation, la réforme devrait être définitivement arrêtée début juin. M. Jospin a indiqué les « grands critères » qui guideront la réflexion : clarifier et mieux définir les objectifs des disciplines, particulièrement les français, les sciences expérimentales et la technologie ;

renforcer les liens entre le collège et le lycée.

Dans son rapport, le Conseil national des programmes préconisait notamment le réaménagement de l'emploi du temps des élèves, qui devrait être « plus souple et variable », la suppression des classes de quatrième et troisième technologiques et l'introduction, pour tous, d'un enseignement de technologie obligatoire et renforcé. Il suggérait aussi des réformes de structures, comme la création, dans chaque établissement, de « mini-collèges » regroupant trois à cinq classes, jouissant d'une certaine autonomie et placés sous la responsabilité d'un « professeur coordonnateur ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5700

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

VERTICALEMENT

1. ... une bête qui ... le visage. Utile pour faire une passe. - 2. N'est pas dans les premiers. Fait un pli. - 3. Chef étranger. Plus que le « coq ». - 4. Qui nous est très chère. Terre sur une rappe. - 5. Berceau des Antonins. Se construit avec des planches. - 6. C'est parfois traité comme une monnaie. Pour faire la peau. - 7. Spirituel. Se dresse sur une rappe. - 8. Laisse un bon morceau. Coule en Éthiopie. Pio des Pyrénées. - 9. Elle est aussi pratiquée par les virtuoses du bridge.

Solution du problème n° 5699

HORIZONTALEMENT

1. Certains furent de vraies sautes. - 2. Peut faire tomber celui qui n'a rien pris. - 3. Très mince. - 4. Note. Peut être ... - 5. ... - 6. ... - 7. ... - 8. ... - 9. ...

VERTICALEMENT

1. Socquette. - 2. Apertur. - 3. Bisé. - 4. Lu. TTC. - 5. Impériale. - 6. Luette. - 7. Rets. - 8. ... - 9. ...

1. Sablier. Mec. - 2. Optum. - 3. CES. Plectre. - 4. Quêteur. Eau. - 5. Urètre. Bris. - 6. E.E. Chron. - 7. Tri. ... - 8. Filat. Tu. - 9. Suisse. Suédes.

GUY BROUTY.

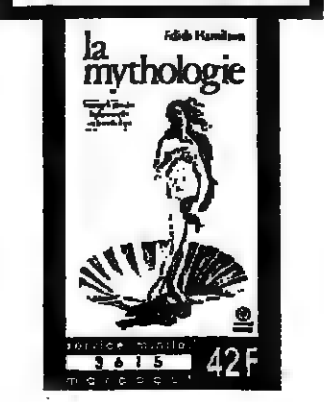
Après les retards de paiement des instituteurs

Les services du rectorat de Paris sont réorganisés

Devant l'émotion provoquée, en décembre dernier, par les retards de paiement des salaires d'un millier d'instituteurs parisiens (le Monde du 24-25 novembre 1991), le ministère de l'éducation a annoncé, le 21 janvier, une réorganisation des services du rectorat de Paris. M. Emile Serna, directeur des services académiques d'éducation auprès du recteur de Paris, M. Maurice Gendreau-Massolou, est remplacé par M. André Lemeret. Celui-ci, inspecteur général, est directeur de l'éducation et il a été directeur du rectorat de septembre 1984 à juin 1991.

Les premières conclusions des enquêtes demandées par M. Jospin à l'inspection générale de l'éducation nationale, « confirmation, première du communisme du ministère, l'importance des dysfonctionnements constatés en matière de paiement des salaires », ont été prises en compte par les responsables.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT



POINT/L'AIDE A LA CEI

Pressions européennes sur les Etats-Unis

Les représentants d'une cinquantaine d'Etats et d'organisations humanitaires se sont réunis mercredi 22 et jeudi 23 janvier à Washington, sous la présidence de M. James Baker, pour coordonner l'aide d'urgence à la CEI (Communauté des Etats indépendants, ex-URSS).

Quand l'idée de cette réunion fut lancée en décembre par le secrétaire d'Etat américain, elle provoqua des grincements de dents en Europe. M. François Mitterrand la qualifia publiquement de « superfluité ».

tandis que les dirigeants allemands avaient plusieurs reprises appelé les Etats-Unis à se montrer plus généreux envers l'ancienne Union soviétique. On reprochait aux Etats-Unis de vouloir, sans bourse délier – ou très peu – se donner le beau rôle politiquement, voire s'assurer le contrôle des opérations d'aide d'urgence.

Depuis plusieurs années, Washington diffère un engagement plus conséquent en faveur de l'URSS. Même une aide d'urgence a été débloquée en novembre der-

nier par les Etats-Unis, leur effort global se situe loin derrière celui, cumulé, de la Communauté européenne de chacun de ces pays membres.

La réunion de Washington n'a pas pour objet d'augmenter l'aide mais de la coordonner. Les Douze espèrent néanmoins qu'elle aura pour effet d'inciter le Congrès américain à davantage de largesses. Il a été convenu qu'une réunion de haut niveau à Bruxelles au printemps.

C. T.

La CEE a fait un effort important et a tenté de s'adapter aux circonstances

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

En plus de l'aide fournie de façon bilatérale par les Etats membres, la Communauté européenne a tenté de s'adapter aux circonstances. L'effort a été important. En 1991, les engagements de la CEE ont représenté un total de 12,5 milliards de francs (12,5 milliards de francs) de prêts ou de crédits garantis.

Les mesures décidées en 1990

Les désordres que connaît le pays ont souvent retardé la mise en œuvre de ces programmes d'assistance. Néanmoins la CEE s'est adaptée aux circonstances avec une certaine efficacité. L'objectif est double : soulager les difficultés d'approvisionnement, et

contribuer à la restauration de l'appareil économique ainsi qu'à la mise en œuvre de la politique de réforme.

— Aide humanitaire : 250 millions d'euros (1,750 milliard de francs), en exécution depuis l'été 1991, les dernières livraisons devant se faire vers la fin du mois en cours. Il s'agit de la fourniture de produits alimentaires, de médicaments destinés à des institutions (hôpitaux, orphelinats, hospices) d'urgence afin d'éviter le plus possible les détournements. La Commission européenne, qui est le maître d'œuvre, a travaillé avec des ONG (organisations non gouvernementales) soviétiques et étrangères.

— Garantie de crédit de 500 millions d'euros (3,5 milliards de francs). L'argent a été prêté par un consortium de banques européennes, et qui a été garanti par la CEE. Cette mesure, qui permet à la Russie de continuer à emprunter sur les marchés internationaux, a permis de financer des opérations commerciales.

de produits agricoles, freinés, voire interrompus, dans le pays. L'opération a été longue et complexe en raison des difficultés éprouvées par les pouvoirs publics de l'ex-URSS pour donner un complément de garantie à ces prêts.

— Assistance technique : 2,5 milliards d'euros (17,5 milliards de francs). La CEE intervient pour redresser l'économie dans cinq secteurs prioritaires : la formation, la gestion, les services financiers, l'énergie, les transports et la distribution alimentaire. Compte tenu du désordre régnant dans le pays, l'identification des projets n'a pas été une opération simple, mais c'est maintenant faite, si bien que les premières passations de marchés (après de longues négociations) devraient intervenir au cours des prochains semaines pour une somme totale de 20 à 60 millions d'euros (350 à 420 millions de francs).

Une réunion de coordination doit se tenir fin janvier à Moscou afin d'examiner comment répartir les crédits disponibles au titre du budget de la CEE pour 1992, soit 300 millions d'euros (2,25 milliards de francs).

Le programme complémentaire de 1991

Les Douze ont en outre décidé, en 1991, d'augmenter le prêt de 1,250 milliard d'euros pour les produits alimentaires. L'opération, complètement bouclée au niveau de la CEE, n'a pas encore commencé à être mise en œuvre faute d'interlocuteurs : un seul plus à Bruxelles qui est désormais la Banque du commerce extérieur, qui a succédé à l'Union nationale de la destination normale d'un prêt, ni qui la remplace dans les différentes Républiques. En attendant que la situation soit clarifiée, la Commission s'apprête à libérer une première tranche de 500 millions de francs.

En décembre 1991, le Conseil européen de Maastricht a décidé d'augmenter le prêt de 200 millions d'euros (1,4 milliard de francs), soit grosso modo l'équivalent de 150 000 tonnes, en faveur de Moscou et de Saint-Petersbourg. Une première tranche de 5 millions d'euros (35 millions de francs) a été livrée; une deuxième de 10 millions d'euros (70 millions de francs) est en cours d'acheminement; la troisième de 85 millions d'euros (637,5 millions de francs) viendra la quatrième. Par cette opération, la CEE s'efforce non seulement de faciliter l'approvisionnement à peu près régulier des populations, mais aussi de relancer l'économie, de résoudre les problèmes de distribution et autres difficultés économiques et sociales. Parmi ceux qui ont été répartis l'argent provenant de la CEE, les produits fournis par la CEE.

PHILIPPE LEMAITRE

Dons et crédits

Derrière le terme d'actions d'aide, plusieurs catégories doivent être distinguées.

La première regroupe les aides sous forme de dons, soit affectées ou non en nature. Lorsqu'un don est réalisé en nature, il s'agit d'aide humanitaire, qui peut être destinée à l'urgence lorsqu'elle est destinée à des circonstances exceptionnelles. Aucun paiement n'est exigé de la part du bénéficiaire.

La deuxième type d'aide est l'assistance technique. Dans le cas de la CEI, il s'agit par exemple de programmes de formation des cadres, d'assistance technique, de conseil juridique (entre autres pour l'établissement du commerce extérieur) et de conseil technique.

La troisième catégorie est celle des crédits.

Les crédits sont de nature financière. Ils sont destinés à financer le commerce extérieur, les importations et les exportations. Les entreprises et les banques sont ainsi incitées à participer à l'équilibre des finances publiques ou des comptes extérieurs. Dans le cas de l'ancienne URSS, ce type d'action a été très peu utilisé récemment, les prêteurs redoutant l'inefficacité de tels apports, en raison de la complexité des comptes de l'Etat. Jusqu'en 1990, l'URSS a recouru à des emprunts auprès des banques privées ou des marchés internationaux pour financer ses besoins.

F. L.

L'Allemagne en tête des bailleurs de fonds

	FRANCE (francs)	ALLEMAGNE (marks)	ITALIE (lire)	ROYAUME-UNI (livres)	ETATS-UNIS (dollars)	CANADA (dollars canadiens)	JAPON (dollars)	CEE (euros)	TOTAL (milliards de francs)
Aide humanitaire et aide d'urgence	100 Mds des aliments, 50 Mds aide médicale	700 Mds stocks Secita		20 Mds aliments pour animaux	165 Mds		300 Mds	250 Mds et 200 Mds	8,7
Crédits liés à achats produits alimentaires	7,5 Mds				3,75 Mds	1,46 Mds	100 Mds prêt garanti 500 Mds prêt	500 Mds garantie crédit 1,25 Mds prêt	55
Autres financements d'importations	1,45 Mds dont : 1 Mds produits sidérurgiques 450 Mds produits chimiques 1 Mds biens d'équipement	Garantie de crédit - 4,7 Mds - 12 Mds (export ex-RDA) Crédit 15 Mds ex-RDA	5 000 Mds crédits garantis 1 200 Mds crédits non liés garantis par Trésor		Suppression définitive garantie crédits	500 Mds 12 Mds de crédits garantis	1,8 Mds garanties pour exportations japonaises 200 Mds projets à financement garanti		154
Crédits spécifiques		16,5 Mds							56
Refinancement d'arrêts	1,95 Mds	5 Mds	1 000 Mds				350 Mds		25
Assistance technique	250 Mds	30 Mds		50 Mds	500 Mds	20 Mds		400 Mds	6,9
En milliards de F	12	190	32,4	0,7	27	12	19,5	18	310
En pourcentage	4	60	10,5	0,2	8,7	4	6	6	100

Prise globalement, l'aide étrangère apportée par les pays occidentaux à la CEI depuis 1990 est impressionnante. Elle s'élève à 53 milliards de dollars (310 milliards de francs environ). Au point que certains affirment qu'il s'agit d'un véritable plan Marshall, en référence au soutien apporté par les Etats-Unis à l'Europe occidentale après la guerre.

Cependant, plusieurs points importants sont à retenir.

Tout d'abord, il convient de distinguer ce qui, au sein du financement global, relève de l'aide (dons alimentaires, médicaux, techniques), de ce qui relève d'actions de coopération. Dans les deux derniers cas, l'ancienne Union soviétique a obtenu de rem-

boursier les emprunts contractés (depuis novembre, elle n'assure plus le refinancement du principal de sa dette). Pris séparément, les dons et l'assistance technique représentent 15 milliards de francs, soit 5 % de l'ensemble.

D'autre part, le tableau prend en compte des opérations très spécifiques, et notamment l'apport de 16,5 milliards de francs (56 milliards de francs) de l'Allemagne.

Il s'agit des engagements pris par Bonn dans la perspective du rapprochement de la RDA à la République fédérale, qui figurent dans le traité germano-soviétique signé le 10 octobre 1990. Cette somme représente la contribution allemande aux frais de séjour et de retrait de l'Armée rouge des territoires de l'ex-RDA, retrait qui doit s'achever fin

1994. L'Allemagne a, plus, au moment de l'unification, refinancé les créances en roubles de l'ancienne RDA, c'est-à-dire qu'elle a repris à son compte, en les convertissant en roubles monnaie, pour un coût de 15 milliards de DM (51 milliards de francs).

Cet énorme concours financier explique en partie la dette disproportionnée de l'aide allemande, qui à elle seule représente 60 % de l'aide occidentale totale.

Troisième remarque : le tableau totalise les annonces officielles de dons ou de crédits (en général pluriannuels), non ceux effectivement versés ou apportés. Par exemple, le prêt de 1,25 milliard d'euros de la CEE n'a pas encore été mis en œuvre. Il reste à plus à savoir quelle est la proportion de l'aide

versée effectivement parvenue à destination. Enfin, le tableau total inclut un type d'aide très particulier, les aides humanitaires d'urgence. Il s'agit des nouveaux crédits accordés par les principaux Etats pour l'URSS pour régler ses fournitures occidentales, auprès desquels elle avait accumulé d'importants arriérés de paiement en 1990.

En revanche, il faut souligner que ce tableau ne comptabilise pas les aides extérieures au groupe des pays de la CEE non membres de la CEE, tels le crédit de 4 milliards de dollars (22 milliards de francs) annoncé par l'Arabie saoudite en novembre 1990 ou ceux de 1,5 milliard de dollars de l'Espagne et de 3 milliards de la Corée.

Un dispositif « musclé » pour éviter les détournements

Un général allemand et le retraité, militaires français, les employés de plusieurs sociétés européennes de gardiennage sont aujourd'hui à pied d'œuvre à Moscou pour accompagner l'aide alimentaire que la Communauté européenne a commencée à livrer à la Russie. Après des scènes de pillage en Albanie et les incidents qui ont émaillé la livraison de produits de base en Russie par une organisation caritative allemande, les responsables européens ont mis en place un dispositif adéquat. Pour le moment, les responsables européens sont à Moscou pour contrôler les premières livraisons, portant sur environ 100 000 tonnes de produits alimentaires. « Aucun kilo n'a été perdu », affirme un des responsables de cette opération.

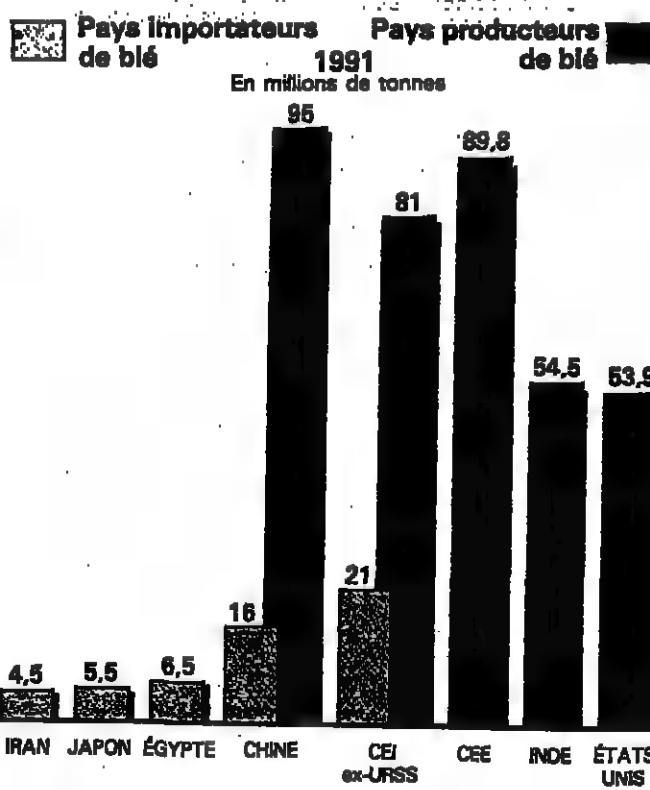
Celle-ci est pourtant complexe. Les marchandises livrées à l'Europe ne seront ainsi pas distribuées directement, mais vendues. Les autorités communautaires souhaitent en effet que cette mise sur le marché, aux prix officiels, ait un effet stabilisateur sur des prix qui s'envolent. Les produits ainsi récoltés permettront de financer les programmes sociaux des autorités

russe en faveur des plus déshérités, notamment les personnes âgées, qui sont les premières victimes des réformes en cours.

Cette manière de procéder a toutefois un inconvénient majeur : celui de multiplier les intermédiaires, donc les risques de « coulage ». La « force de frappe » européenne (au maximum une centaine de personnes) parviendra-t-elle à maîtriser des circuits de distribution qui sont, en l'état actuel des choses, soit inexistantes, soit contrôlés par des groupes ayant une conception bien particulière du commerce ? Le racket, l'intimidation sont, aujourd'hui à Moscou, plus en vogue que la règle à calcul ou la définition de marges bénéficiaires.

Pour le moment, les experts européens se croisent les doigts et espèrent que les autorités russes les aideront à rendre l'aide de la Communauté la plus transparente possible. Ils savent que leur prestige est en jeu et que le monde entier a les yeux tournés vers eux, expliquant un responsable de la CEE, qui regrette pourtant le manque d'enthousiasme mis par ses homologues russes pour faire réussir cette opération d'aide alimentaire.

JOSE-ALAIN FRALON



Figurant parmi les premiers producteurs mondiaux de blé, l'ancienne URSS est devenue depuis les années 60 un importateur massif de céréales, le gaspillage et la désorganisation du système de distribution contraignant le pays à s'approvisionner à l'étranger.

L'assistance américaine est chichement mesurée

NEW-YORK
de notre correspondant

Le président Bush a souligné qu'il n'était pas question de signer des chèques à l'ordre de l'ex-URSS. Sous-entendu : en pure perte. De fait, la quasi-totalité de l'aide américaine à l'ancienne Union soviétique puis, depuis novembre 1991, à la CEI, a été en crédits garantis pour l'achat de denrées alimentaires. Depuis décembre 1990, environ 3,75 milliards de dollars de prêts de cette nature ont été consentis à l'ancienne URSS ou aux nouvelles Républiques, pour la plus grande satisfaction des fermiers du Middle West américain qui craignent de perdre un de leurs meilleurs clients (l'ex-Union soviétique absorbe en moyenne 15 % des exportations céréalières américaines). D'autre part, l'aide humanitaire propre-

ment dite, apparaît à l'échelle des sommes versées par le Japon, voire par la Communauté européenne.

Pour l'instant, seulement 165 millions de dollars. En attendant une éventuelle rallonge (il s'agit de millions de dollars qui ont encore été budgétés). Cette aide humanitaire est destinée à la Russie et à l'Arménie, mais seule dernière a pu en bénéficier jusqu'à présent, à hauteur de 15 millions de dollars. Ces aides alimentaires ont été acheminées début janvier par le canal d'organisation religieuses américaines, en liaison avec l'Eglise américaine.

A cette aide à caractère humanitaire, il faut ajouter une assistance technique destinée à la formation d'agriculteurs, à la création d'une ferme modèle près de Saint-Petersbourg ou au démantèlement d'armes nucléaires.

SERGE MARTI

حکومت الامم

ÉCONOMIE

BILLET

Coup de frein salarial

Plus qu'un ralentissement, un véritable coup de frein qu'ont subi les salaires au cours du troisième trimestre 1991. Selon les chiffres publiés mardi 21 janvier par l'INSEE, le mensuel brut de base n'a progressé que de 0,6 % entre juillet et octobre dans le secteur privé, ce qui correspond à l'augmentation en glissement la plus faible depuis janvier 1986.

Et ce n'est pas tout. Ces statistiques - qui ne prennent en compte les primes et les rémunérations annexes - montrent que le salaire brut a progressé à un rythme plus lent que le prix (0,8 % au troisième trimestre). Sans compter que les rémunérations ont subi, par ailleurs, une ponction de 0,9 % au 1^{er} juillet en raison de la hausse de la cotisation salariale d'assurance-maladie.

En revanche, les fonctionnaires s'en tirent mieux (+ 1,4 % au troisième trimestre, compte tenu des mesures rétroactives contenues dans l'accord salarial). Mais il s'agit d'un rattrapage : au second trimestre, leur traitement de base n'avait pas bougé alors que les prix augmentaient de 0,9 %.

La décadence observée dans le secteur privé, qui concerne davantage les employés (0,4 %), les techniciens et agents de maîtrise (0,5 %) que les cadres (0,7 %) ou les cadres supérieurs (0,7 %).

Sur douze mois, la progression des salaires bruts atteint 4,1 % en octobre 1991 contre 4,9 % en octobre 1990, 4,3 % en octobre 1989 et 3,2 % en octobre 1988. Une nouvelle fois, il s'avère que les salaires ne s'ajustent qu'avec retard aux évolutions de la croissance économique.

De ces chiffres, on peut tirer deux autres enseignements. Le premier concerne le passé. Il apparaît ainsi que le relèvement du SMIC de 2,3 % au 1^{er} juillet dernier ne justifiait pas le psychodrame qu'il a engendré. L'époque, M^{me} Edith Cresson et M. Pierre Bérégovoy avaient appliqué à contrecœur l'engagement de M. Michel Rocard vis-à-vis de faire bénéficier le SMIC de la totalité des gains de pouvoir d'achat engrangés par l'ensemble des salariés. Ce coup de pouce, entraînant-ils, était économiquement inopportun et risquait de relancer l'inflation. Le péril, après coup, n'avait pas été évité.

L'autre enseignement est valable pour l'avenir. Dans un tel contexte de réajustement des politiques de rémunérations, le pouvoir d'achat dépendra davantage de la sagesse des prix que d'hypothétiques augmentations de salaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

Rupture des négociations salariales dans la sidérurgie allemande

Les négociations salariales, entreprises en Allemagne dans le secteur de la sidérurgie il y a plusieurs semaines, ont rompu mercredi 22 janvier matin. IG Metall, le syndicat défendant 135 000 ouvriers sidérurgistes de la Ruhr, de Basse-Saxe et de Bavière, a rapporté à l'issue de la réunion que le patronat avait proposé une hausse de 3,3 %.

Ce chiffre diffère de celui annoncé par le représentant du patronat, qui parle de 5,7 %. IG Metall réclame 9,5 % d'augmentation. À la suite de cet échec, le référendum prévu par IG Metall auprès de ses adhérents sur l'opportunité d'une grève devrait être organisé comme prévu, dimanche 26 janvier. (AFP)

La crise de l'industrie américaine

Le groupe United Technologies va supprimer 14 000 emplois et fermer une centaine d'usines

Un mois après General Motors, le groupe d'United Technologies (moteurs d'avions, aéronautique, construction) annonce la suppression d'emplois et la fermeture d'usines. Economies drastiques, recentrage autour d'activités essentielles, l'industrie américaine, pour faire face à la crise économique, est amenée à d'importantes transformations.

NEW-YORK

Confrontée à l'une des plus graves crises économiques de son histoire, l'industrie américaine est contrainte de procéder à une importante réduction de ses dépenses. La production, au prix de dizaines de milliers de licenciements dans les grands groupes. Un mois, jour pour jour, après l'annonce par General Motors de la suppression de 74 000 emplois et la fermeture de ses usines américaines, United Technologies

(UTC), qui figure parmi les tout premiers groupes industriels américains, annonce à son tour, le 21 janvier, une réduction massive de ses activités. Celle-ci passe par la fermeture d'une centaine d'installations dans 13 900 emplois, soit environ 7 % des effectifs (et 12 % du personnel d'encadrement), qui représentent jusqu'à environ 187 000 personnes dont 77 000 en dehors des États-Unis.

Réduire les coûts

L'année dernière, un ancien conglomérat - progressivement recentré sur ses activités de moteurs d'avions (Pratt & Whitney), d'aéronautique et de l'espace (hélicoptères Sikorsky, Hamilton Standard), les produits industriels (UT Automotive) et le secteur lié à la construction (associés Otis, division Carrier Air Conditioning) - avait déjà supprimé plus de 4 000 emplois dans ses divisions Pratt et Whitney et Hamilton Standard, affectées autant par la concurrence que par la réduction

des dépenses militaires, bien avant la guerre du Golfe.

Le président du groupe, M. Robert Daniel, ancien ingénieur de Sikorsky qui a gravi tous les échelons de la maison en trente ans, a expliqué au conseil d'administration fin 1990, à l'occasion d'un programme d'ajustement drastique devant permettre de réduire les coûts de 1,1 milliard de dollars (soit 6 milliards de francs) par an d'ici à 1995, que le groupe devait parvenir à ses objectifs financiers que s'est assignés le groupe. A peu de choses près, ces économies poudront à l'importante perte subie par le groupe en 1991 : 1,02 milliard de dollars (sur un chiffre d'affaires de 21,26 milliards) après un bénéfice de 751 millions (sur un chiffre d'affaires de 21,79 milliards) au cours du précédent exercice.

La société, dont le siège est à Hartford (Connecticut), a constitué une provision de 1,275 milliard de dollars destinée à verser 423 millions d'indemnités de départ et à financer la réduction de 852 millions que coûteront les fermetures d'usines et quelque 310 que le groupe compte faire passer à vingt-cinq millions de dollars.

440 millions de dollars par an grâce à des suppressions d'emplois, 260 millions en fermant des installations et à la suite d'ajustements divers.

United Technologies deviendra un groupe très différent. Il sera en mesure de répondre aux attentes de ses actionnaires, a indiqué M. Daniel. Au cours des dernières années, le préfixe d'UTC - qui a été ramené à 2,87 milliards de dollars en 1990 - avait été la cible d'acquisitions qui caractérisaient la gestion de son prédécesseur. Conscient des dangers que constituaient paradoxalement les commandes du Pentagone, il avait réussi à équilibrer les activités aéronautiques (52 % du chiffre d'affaires total) par un fort développement industriel et commercial. Mais la firme a été obligée de vendre dans les années 80 et dans les années 90.

SERGE MARTI

L'aide internationale à la CEI

Suite de la première page

L'idée de réunir à Washington cette conférence de coordination a été proposée en décembre par l'administration américaine, bien que les États-Unis n'aient, jusqu'à présent, pas particulièrement donné l'exemple en matière d'aide économique humanitaire aux pays de l'ex-URSS. Mais le président américain est convaincu que les États-Unis - privilège de super-puissance - ont sous le bras les ressources nécessaires à défaut des moyens financiers pour mener un effort collectif à la mesure de la tâche requise. Il s'agit d'un exercice de « leadership » diplomatique, certes, mais qui est aussi conduit à des fins de politique intérieure : détourner l'opinion américaine des sites de l'industrialisme.

Les États-Unis tiennent au profit de la conférence de la conférence, un la période reproché, tel M. Bush, une certaine passivité face à l'ampleur des difficultés économiques au sein de la CEI. Là où il faudrait l'équivalent d'un plan Marshall (1), tant les enjeux sont importants, les Américains se seraient jusqu'ici contentés de prêcher la gloire de la libre entreprise. La convocation de la conférence, c'est aussi l'occasion de « marquer le coup ».

De retour d'un voyage à l'automne dans certaines des Républiques de la CEI, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, avait fait part d'une « grave inquiétude » : les réformes démocratiques en cours dans l'ex-URSS, expliquait-il, sont menacées par une possible débâcle économique et sociale. Dans un discours-programme

prononcé le 12 décembre dernier à l'université de Princeton (New-Jersey), M. Baker s'était voulu franchement alarmiste. « D'Odesa à Vladivostok, les gens sont fatigués, ils ont faim, ils sont désorientés, avait-il dit : il faut absolument leur prouver que la démocratie et les réformes peuvent répondre à leurs besoins, soit à court terme, soit à long terme. » Et, dans le même souffle, M. Baker avait lancé les invitations pour la conférence.

Toutes les gaffes possibles

L'accueil des Européens a été plutôt froid. Certains ont fait valoir que les États-Unis se révélaient un peu tard. Au cours de l'été encore, pas d'un homme du groupe des sept, les plus industrialisés (G 7) à Londres, ils étaient les plus réticents à l'idée d'une telle conférence à l'ex-URSS alors en voie de décomposition. D'autres ont ajouté que les États-Unis n'étaient pas dans ce domaine par les plus généreux, ils étaient ceux qui avaient le plus contribué à la couverture pétrolière à eux en convoquant cette conférence à Washington.

Comme chacun a des critères différents, le calcul du montant d'aide attribué par les uns et les autres à l'ex-URSS fait l'objet de polémiques. Les sources européennes, les États-Unis, ont engagé il y a peu 4,4 milliards de dollars d'aide alimentaire à la CEI (dont, crédits et garanties d'emprunts) - somme qui

représenterait environ 8 % d'une assistance occidentale majoritairement délivrée par les Européens (notamment par les Allemands). Pour avoir rappelé certaines de ces vérités et manifesté quelque réserve à l'égard de l'initiative américaine, la France n'avait, ces jours-ci, pas très bonne presse à Washington : « Comme d'habitude, les Français font des problèmes », écrivait cette semaine un commentateur du New York Times.

En privé, certains responsables américains reconnaissent volontiers que le lancement de la conférence a été entaché d'à peu près toutes les gaffes imaginables. Les alliés européens des États-Unis n'ont pas été consultés avant le discours de Princeton, de discours, lui-même ne faisait aucune référence à la contribution des Européens en matière d'assistance à l'ex-URSS.

D'humour cynique ou non, les Européens n'en sont pas moins à Washington. Au total, les représentants de quarante-sept pays y étaient attendus, avec ceux de sept organisations internationales. La conférence, qui doit durer une journée et demi, se tient en principe au niveau des ministres des affaires étrangères. La France sera représentée par deux membres du gouvernement - Mme Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, et M. Bernard Kouchner, en charge de l'aide humanitaire - et par deux députés de sa droite, des ministres de l'Assemblée nationale. La portée de la conférence doit être pratique, certes, mais aussi politique et psychologique : il s'agit de renforcer les dirigeants des nouveaux États démocratiques.

ALAIN FRACHON

(1) Le plan Marshall d'aide américaine mis en œuvre à l'issue de la seconde guerre mondiale pour aider à la reconstruction de l'Europe occidentale.

La bataille boursière autour de Perrier

Nestlé et Agnelli renforcent leurs positions

Au lendemain de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par Nestlé sur Perrier pour faire échec au principal actionnaire, le groupe italien Agnelli, les belligérants ont renforcé leurs positions respectives. D'un côté, la justice a entendu les positions respectives. D'un autre côté, la justice a entendu les positions respectives. D'un autre côté, la justice a entendu les positions respectives.

Parallèlement à ce déclenchement de la bataille boursière, la justice a entendu les positions respectives. D'un autre côté, la justice a entendu les positions respectives. D'un autre côté, la justice a entendu les positions respectives. D'un autre côté, la justice a entendu les positions respectives.

Exor dénonce « le dépeçage »

De son côté, M. Jacques Vincent, président d'Exor, a réagi vivement au projet d'OPA hostile de Nestlé. Dans un communiqué publié le 21 janvier, il a dénoncé le « dépeçage » dont l'objectif est de démanteler le groupe Perrier et d'éclater ses principales marques entre BSN, Nestlé, brisant ainsi la cohérence de son pôle « minérales, garantie de l'avenir ».

Pour M. Vincent, l'entrée en scène du groupe Agnelli ne bouleverse aucunement l'équilibre du marché des minérales « France ». Et il conclut : « Avec l'appui de l'ensemble du personnel et des actionnaires qui ne font aucunement le dépeçage de Perrier, nous allons défendre la stratégie industrielle et faire la preuve de nos longtermes ».

DOMINIQUE GALLOIS

(Publicité)
DISSOLUTION LIQUIDATION
de la BANK OF CREDIT AND COMMERCIAL INTERNATIONAL
(en abrégé BCCI) S.A.
25, boulevard Royal, à Luxembourg

Par jugement du 3 janvier 1992, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, ayant siégé en matière commerciale, a prononcé la dissolution et la liquidation de la société BANK OF CREDIT AND COMMERCIAL INTERNATIONAL (en abrégé BCCI) S.A., établie à Luxembourg, ayant son siège social à Luxembourg, 25, boulevard Royal. Le tribunal a nommé juge-commissaire Madame Maryse WELTER, vice-présidente au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, liquidateurs :

- Brian SMOUHA, expert-comptable, demeurant à Londres,
- Georges BADEN, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg,
- Julien RODEN, avocat-avoué, demeurant à Luxembourg.

L'époque de la cessation des paiements a été fixée au 5 janvier 1991, c'est-à-dire qu'elle remonte à six mois précédant la requête en gestion contrôlée. En-dehors des trois mois, les liquidateurs ont les créanciers en leur production de créances à faire jusqu'au 31 juin 1992, sur base d'un formulaire standard.

Le jugement prévoit que M^{me} le Juge-commissaire désignera, dans les six mois à partir du jugement, un comité de créanciers composé de cinq membres choisis parmi les principaux créanciers chirographaires, domiciliés dans le Grand-Duché ou l'étranger.

Les liquidateurs :

Brian Smouha, Georges Baden, Julien Roden.

M. Jacques Attali propose de troquer la dette de l'ex-URSS contre des ogives nucléaires

Echanger la dette de la CEI contre les ogives nucléaires de l'ancienne puissance soviétique, telle est la proposition formulée par M. Jacques Attali, président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), à la veille de la conférence internationale de Washington. Alors que les représentants d'une soixantaine de pays et d'organisations, dont la BERD, devaient discuter à partir du mercredi 22 janvier des modalités de l'aide à la nouvelle Communauté des États, M. Attali écrit, dans une publication de la BERD, qu'il existe un « besoin double de gestion de la

dette extérieure et de destruction des sites nucléaires ». Depuis novembre dernier, l'ancienne URSS a cessé de rembourser le principal de sa dette extérieure, évaluée à 70 milliards de dollars (380 milliards de francs).

D'autre part, selon un porte-parole de la BERD, le nouvel organisme international est opposé à la mise en place de plans d'urgence à répétition et souhaite la mise en œuvre de programmes de long terme. Les responsables de la BERD réclament la suppression de plafond de crédits dont sont actuellement assorties les opérations « l'ancienne URSS ».

Une réforme « à la polonaise » pour la Russie

Face aux vives critiques dont est l'objet le programme de réformes économiques de la Russie, le ministre des Finances, M. Viktor Khromov, réaffirme, dans une lettre publiée mercredi 22 janvier par le quotidien britannique Financial Times, sa volonté de mener des réformes économiques. Il insiste sur la nécessité de la création d'un fonds de stabilisation du rouble, financé par les Occidentaux. Un tel fonds avait été créé, avec succès, en faveur de la Pologne.

M. Gaidar, qui a lancé le programme de réformes, a soutenu le programme d'assainissement des finances publiques. Il a réaffirmé qu'une démission du gouvernement était hors de question, et a jugé « naturelles » les vives critiques subies après la libération des prix le 2 janvier. « Nous avons prévu la situation dans laquelle le rouble russe ne peut pas durer éternellement », a-t-il déclaré.

ÉCONOMIE

Le retour sur scène de M. Parretti

Le Crédit lyonnais et Melia prennent le contrôle de Pathé Communication Corporation

Fin décembre 1991, sur décision du tribunal de Wilmington (Delaware États-Unis), M. Giancarlo Parretti était privé de tout pouvoir sur la Metro Goldwyn Mayer (MGM). Dans un mémorandum de 89 pages, le juge, M. William Allen, s'affirmait stupéfait par les manœuvres du financier italien qui confirmait le contrôle du Crédit lyonnais sur la société de production et de distribution hollywoodienne. Mais la bataille continue. Le Crédit lyonnais Bank Nederland

(CLBN), néerlandaise du Crédit lyonnais et principal créancier de M. Parretti, avait pris toutes dispositions pour réduire la marge de manœuvre que M. Parretti conservait encore au sein de la holding Pathé Communication Corporation (PCC).

Cette dernière, holding de tête de MGM, servait de base à M. Parretti pour mener, tout au long du printemps dernier, une guérilla contre Alan Ladd Junior, l'homme à qui le Crédit lyonnais confiait la mission de

redresser MGM. Désormais, cette base n'existe plus. Faisant jouer un certain nombre de dispositions juridiques (accords de nantissement, «voting trust...»), le CLBN, aidé de la holding Melia, contrôlée aujourd'hui par son ancien allié, M. Florio Fiorini, a littéralement noyé les représentants de M. Parretti. PCC compte désormais vingt-deux administrateurs, dont huit seulement votent avec M. Parretti.

«Ça va leur coûter très cher»

ROME

de notre correspondant

«Positif», sûr de lui, cocarde à la tribune, «l'Américain», M. Giancarlo Parretti, le plus déconcertant des hommes d'affaires italiens, a opéré un retour en force, en donnant une conférence de presse-surprise le 21 janvier, à l'hôtel Hilton de Rome. Un retour dans l'arène plus exact, car M. Parretti, sorti de la luxueuse prison sicilienne où il a passé quelques jours après avoir été arrêté pour «fraude fiscale», la 27 décembre dernier à l'aéroport Ciampino, à Rome, a l'air ferme intention de se battre, comme un lion justement, pour démontrer qu'il est toujours le propriétaire de celui de la Metro Goldwyn Mayer.

Comment peut-on être si sûr de soi ? Le possesseur de 98,5 % des actions de la MGM, qui a été jugé par le tribunal de Delaware, qui l'exclut de la direction de l'administration de la MGM-Pathé au profit du Crédit lyonnais, «n'est qu'une bataille perdue», Giancarlo Parretti a déclaré à la presse. «La guerre à la banque», a-t-il déclaré, «est une victoire». «Le Crédit lyonnais n'est qu'une société», a-t-il déclaré, «et moi, je suis la MGM». «Je vais devoir me battre dans la société», a-t-il déclaré, «car ça va leur coûter très cher. Mais j'ai gagné du temps pour continuer mes affaires».

Et de raconter, par exemple, qu'au moment de son arrestation, il allait s'envoler pour Le Havre où un navire (au nom secret) devait déjà lui fournir une somme de 380 millions de dollars.

Maniant le plaidoyer, l'ancêtre éduqué (son passé de serveur de café, «le meilleur du monde», qui a réussi à racheter le restaurant où il était employé) et le fou le plus complet, tant sur les conditions de cette libération providentielle que sur ses opérations financières, M. Parretti - qui se dit mal aimé, «par les Français» - a annoncé qu'il livrait bataille dans l'audiovisuel, sur la chaîne de télévision, TV-7 Pathé, apparemment capable de couvrir plus de 70 % du territoire italien.

De ses récentes mésaventures, il ne garde aucune rancune : «En prison j'avais vingt-sept cellules pour moi seul, il n'y avait personne d'autre dans ma section...» Il craint-il qu'un peu de l'argent, par ses appuis politiques ? «Les ennemis, je ne suis pas un, c'est. Alors trahi par ses associés,

donc M. Fiorini De La Saxe ? «Seule une femme peut trahir». Quant à ses capacités à rebondir, M. Parretti a pleine confiance en lui-même : «L'essentiel est d'être intelligent et de trouver des gens qui vous font confiance. Moi je ne suis jamais allé à l'école et je n'ai jamais appris l'italien, mais quand je vais aux États-Unis je parle américain, quand je vais en France je parle français. Maintenant qu'ils me comprennent ou non, c'est leur problème...» Et encore : les questions se faisaient plus pressantes sur le milliard de dollars qu'il devait au Crédit lyonnais néerlandais, il a ce mot superbe et définitif : «L'argent, c'est bien la chose dont on a besoin dans la vie».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

COMMERCE

Au cours d'une visite «privée» de cinq jours

M. Jean-Noël Jeanneney souhaite améliorer les relations de la France avec Taïwan

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État au commerce extérieur, a entamé, lundi 20 janvier, une visite de cinq jours à Taïwan, pour un tour d'horizon des relations entre la France et l'île nationaliste chinoise. Aussitôt après, une délégation de la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale, menée par son président M. Jean-Michel Boucheron, devait se rendre à Taïpei pour un séjour sans précédent dans cette île par cette commission de la défense.

ser comme un partenaire majeur face à l'Europe.

L'enjeu est important. Le seul contrat pour les frégates La Fayette représente 1 000 emplois par an pendant six ans, pour l'arsenal de Lorient, sans compter les retombées annexes encore peu explorées. Il y a les gros projets d'équipement (TGV quatrième phase du programme nucléaire civil) auxquels la France fonde de grands espoirs, apparemment non sans raison. Il y a des perspectives dans le domaine de la protection de l'environnement, du recyclage des ordures, etc., que la Compagnie générale des eaux prospecte.

Sur les gros contrats, M. Jeanneney n'est pas censé annoncer de conclusion tangible. Il se pourrait cependant qu'il rende publique l'ouverture de discussions pour l'établissement d'accords commerciaux entre la France et Taïpei. En outre, la situation évolue à grande vitesse entre l'île et un continent communiste déjà partiellement conquis par une élan de capitalisme. Le total des exportations et des investissements de Taïwan en direction de la France populaire pourrait atteindre, cette année, la dizaine de milliards de dollars. D'où quel que soit le résultat, les deux pays se voient sur le continent, il n'y a plus qu'un tout petit pas.

Dialogue pratique

Conséquence logique, un dialogue entre Taïpei et Pékin concerne la question des échanges politiques sur le papier, il ne concerne que des aspects pratiques. À Taïwan, la Straits Foundation (Fondation pour les échanges à travers le détroit de Formose), non gouvernementale mais à financement mi-public, mi-privé, a déjà pris langue avec le gouvernement de Pékin pour traiter des litiges pouvant découler des contacts existant d'ores et déjà, «mais rien n'est pour traiter de questions politiques», souligne un de ses responsables. Le gouvernement entend clairement que ce dialogue, mais aussi temporel, la «coexistence pacifique» dont font preuve les Taïwanais.

Face à cette évolution, le dispositif diplomatique de la France paraît quelque peu anachronique. La mission diplomatique de la France à Taïwan - envoyés officieux du Quai d'Orsay et de Bercy installés dans des locaux séparés - se complait dans un homme franco-français. Un homme d'affaires établi à long terme, par exemple, «guerre pierocholine» entre services. A Paris, de toute évidence, manque l'humour d'une réflexion globale sur ce monde multiforme en gestation et la stratégie que doit adopter la France.

FRANCIS DERON

COMMUNICATION

Contre le projet d'un «CNN à la française»

M. Silvio Berlusconi va préciser son plan de reprise de La Cinq

M. Silvio Berlusconi a indiqué mardi 21 janvier à l'Agence France-press (AFP) qu'il présenterait son plan de reprise de La Cinq «à la fin de la semaine».

Réagissant au projet de TF1, Canal Plus et ELA de créer un «CNN à la française» sur le réseau de La Cinq (le Monde du 22 janvier), le patron du groupe Fininvest a déclaré que ce projet «était un gaspillage de l'argent public». «Après dix ans de succès mondial, CNN a perdu 2 % d'audience aux États-Unis. Utiliser un réseau public pour La Cinq pour une audience qui ne dépasse pas 1 % c'est prétendre utiliser un porte-avion pour promener une famille le dimanche», a-t-il déclaré, en ajoutant que ce projet «renforcerait la position dominante de TF1».

«Sua Emittenza» a indiqué «espérer qu'il n'y a pas de front anti-Berlusconi», mais si les entreprises de manutention du réseau mettaient au syndicat CGT des dockers une plate-forme de négociation, dans le cadre du plan Le Drian», les dirigeants du port autonome rendraient publics, mardi 8 janvier, les résultats de 1991, en progression de 3,7 %. Avec 58 millions de tonnes, Le Havre poursuit une lente reconquête de positions perdues après la chute du «roi pétrolier» M. Le Havre a profité, en 1991, d'une nette reprise des trafics pétroliers octonnant des produits pétroliers - après la chute du dollar (+7,2 %). Plus significatif, le trafic de marchandises diverses a progressé de 3,5 % avec 12,1 millions de tonnes traitées dont 8,75 (+4,9 %) en conteneur.

INDUSTRIE

Nouvelles réductions d'effectifs dans l'automobile

Peugeot-Sochaux va supprimer 1 421 emplois

Automobiles Peugeot annoncera le 30 janvier devant le comité central d'entreprise la suppression de 1 421 emplois dans son usine de Sochaux (Doubs), qui compte 23 000 salariés. Ces mesures, annoncées par le directeur de l'usine, M. Jean-Pierre Lecoq, ont été prises suite à la décision du conseil d'administration de la Peugeot de réduire de 12 % les effectifs de l'usine de Sochaux à partir de juin 1991.

Contrairement au plan social de l'année écoulée, ces dispositions touchent l'ensemble du personnel et non plus les seuls techniciens et ouvriers de maîtrise : 1 121 emplois

ouvriers, 200 postes d'employés, de techniciens et d'agents de maîtrise sont concernés. En revanche, Peugeot ne procède pas à la suppression de postes de direction. Près de la moitié du surcroît d'effectifs absorbé par des préretraites FNE, le personnel n'ayant pas atteint l'âge requis pouvant bénéficier d'incitations au départ volontaire.

Selon la direction, ce plan social est la conséquence de la baisse de productivité (l'objectif de l'augmentation de 12 % en 1991 après 11 % en 1990) nécessaires pour affronter la concurrence inter-

nationale. Le plan de charge de l'usine de Sochaux, berceau historique de la firme Peugeot, ne devrait pas s'inscrire à la baisse cette année, souligne-t-on chez Peugeot. L'établissement, qui produit 1 650 véhicules par jour actuellement (pour une capacité de 1 800 véhicules), a récupéré la fabrication de 300 assurés jusqu'à la Mulhouse (où sont réalisées les nouvelles 106). En 1992, Peugeot prévoit d'augmenter la fabrication des 405 et de maintenir celle des 900, deux véhicules qui ont subi des chaînes socialistes.

J.-M. N.

Grâce à des efforts de productivité des dockers

Le port du Havre a sensiblement amélioré son trafic de conteneurs l'an dernier

ROUEN

de notre correspondant

Le jour où les entreprises de manutention du port ont mis au syndicat CGT des dockers une plate-forme de négociation, dans le cadre du plan Le Drian», les dirigeants du port autonome rendraient publics, mardi 8 janvier, les résultats de 1991, en progression de 3,7 %. Avec 58 millions de tonnes, Le Havre poursuit une lente reconquête de positions perdues après la chute du «roi pétrolier» M. Le Havre a profité, en 1991, d'une nette reprise des trafics pétroliers octonnant des produits pétroliers - après la chute du dollar (+7,2 %). Plus significatif, le trafic de marchandises diverses a progressé de 3,5 % avec 12,1 millions de tonnes traitées dont 8,75 (+4,9 %) en conteneur.

Un nouveau bassin pour les navires géants

Le port du Havre touche ainsi les bénéfices de ses investissements, après presque exclusivement versés dans la construction de deux quais, un nouveau bassin va être creusé pour l'accueil des navires géants qui s'écouleront rapidement. Montant des travaux lancés en 1991 : 465 millions de francs. M. Hubert Roussin, président du port, a souligné que les travaux de dockers du Havre avaient contribué à l'amélioration du trafic en maintenant des efforts importants de productivité

dans le secteur spécifique des conteneurs. Il leur a été demandé de même marché pour les marchandises diverses transportées de façon conventionnelle, en baisse.

L'application du plan gouvernemental permettrait de récupérer 8 millions de tonnes de marchandises actuellement traitées à l'étranger ou à l'étranger. Pour cela, les dirigeants du port ont

proposé aux 2 115 dockers professionnels de 237 apprentis une réduction des effectifs de 700 emplois environ, par 420 départs en préretraite et un plan de conversion pour 300 autres, qui resteraient en surcroît. Tout en visant d'anticiper sur les besoins d'investissement, la direction du port estime à 1 500 le nombre de dockers nécessaires à l'avenir.

ÉTIENNE BANZET

INDICATEURS

ARGENTINE

Budget : excédent en 1991. - Conséquence de la réforme économique drastique menée en 1991 par M. Domingo Cavallo, ministre de l'économie, l'Argentine a enregistré l'an dernier son premier excédent budgétaire depuis de nombreuses années, d'un montant de 200 millions de dollars (environ 1,1 milliard de francs).

FRANCE

Commerce de détail : -3,6 % en septembre. - L'indice INSEE du commerce de détail affiche une baisse de 3,6 % au mois de septembre 1991 par rapport à août, en chiffres corrigés des variations saisonnières. Le repli est un peu moins marqué dans l'alimentaire (-3,4 %) que dans le non-alimentaire (-3,7 %). Il est particulièrement sensible dans l'habillement (-7,3 %) et la chaussure (-5,9 %).

TCHÉCOSLOVAQUIE

Production industrielle : -23,1 % en 1991. - Selon l'institut fédéral des statistiques de Prague, la production industrielle, calculée pour les entreprises tchèques et slovaques de plus de 100 employés, a baissé de 23,1 % en 1991 par rapport à 1990. La chute atteint 41,6 % dans le secteur des métaux non-ferreux, 40,4 % dans la confection, et 39,2 % dans l'électronique.

AMÉNAGEMENT

Engagement de 252 kilomètres d'autoroute concédés en 1992

Le budget des routes pour 1992 s'élève à 8,6 milliards de francs en autorisations de programme, 7 milliards en crédits de paiement, accordés par Bercy à l'automne dernier.

C'est 252 kilomètres d'autoroute qui devraient être mis en service. Les deux tiers (169 kilomètres) concernent des autoroutes nouvelles avec l'A26 entre Châlons-sur-Marne et Troyes (100 kilomètres), la bretelle de Monaco (A800) et le doublement de Dijon-Crimolois (A39). L'autre tiers (83 kilomètres), public, intéresse notamment les départements de Saint-Inglevert et Marquise (Pas-de-Calais) pour l'A28 entre Neufchâtel et Rocquencourt (Seine-Maritime) sur 29 kilomètres ou encore l'A35 entre Fossefeld et Herrlisheim (16 kilomètres).

En 1992, la direction des routes prévoit le lancement de 252 kilomètres de nouvelles autoroutes concédées et 5,3 kilomètres de doublement. Il s'agit principalement de la première section de l'A16 entre Amiens et Boulogne sur 46 kilomètres, de la deuxième section de l'A29 Le Havre-Amiens entre Yvetot et Neufchâtel-en-Bray (42 km), du premier tronçon de la desserte de la vallée de la Man-

che (A43) entre Ajaccio et Epervier (15 km), du dernier tronçon de l'autoroute A44 entre Toulon et Muret (14 kilomètres) et de l'A10 Montargis et Mantes-la-Jolie (10 kilomètres).

SOCIAL

«Ultime proposition de l'assurance-maladie aux médecins. - M. Jean-Claude Maillet, président (FO) de la Fédération nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), estime qu'il faut «arrêter les négociations» sur la maîtrise des dépenses de santé. Mardi 21 janvier, il a annoncé son intention d'adresser aux syndicats de médecins d'ultimes propositions prévoyant, notamment, un taux national d'évolution des dépenses, la création d'un «promoteur» et une augmentation de 90 à 100 % de la consultation du généraliste au 15 février. Les syndicats devront se prononcer définitivement avant le 11 février, date à laquelle la prochaine réunion du conseil d'administration de la CNAMTS, a-t-il indiqué.

Y.-M. L.

حکومت الاصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES			5 PIÈCES		
2 PIÈCES DUPLEX	6-8, rue des... CIGIMO - 48-00-89-89	5 870	128 m², 3 ^e étage	25, rue du Colonel-M... AGF - 44-86-45-45	17 000	90 m², 1 ^e étage	COURBEVOIE	8 530
possib. parking	Honoraires location	4 495	2 caves		+ 1 290	box	SOLVEG - 40-67-06-99	8 825
8^e ARRONDISSEMENT			ARRONDISSEMENT			Frais de commission		
3 PIÈCES	30, rue Laborde	5 000	2 PIÈCES			5 PIÈCES		
110 m², 3 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 000	55 m², 2 ^e étage	12, rue de... AGF - 44-86-45-45	+ 600	105 m², 1 ^e étage	COURBEVOIE	8 500
Frais de commission		3 558	possib. parking	Frais de commission		box	33, rue Pierre-Lhomme	+ 8 825
4-5 PIÈCES			YVELINES			Frais de commission	SOLVEG - 40-67-06-99	
148 m², 5 ^e étage	116, rue La Boétie	20 000	STUDIO			4 PIÈCES		
possib. parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 174	35 m², rez-de-ch.	LE PECQ	2 800	83 m², 1 ^e étage	GARCHES	5 500
	Frais de commission	14 400	parking	50, av. du Général-Lacaze	+ 501	parking	21, rue Jean-Marmoz	+ 1 543
11^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			3 PIÈCES		
STUDIO NEUF	5, cité de...	3 600	69 m², rez-de-ch.	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 000	71 m², 2 ^e étage	ISSY-LES-MOULINEAUX	5 000
cave, parking	GCI - 40-16-28-70	+ 335	cave	40, quai B. I. de la L... AGF - 44-86-45-45	+ 700	cave	12, rue de...	+ 3 759
2 PIÈCES NEUF			MAISON			4 PIÈCES		
110 m², 2 ^e étage	6, cité de Phalsbourg	5 200	143 m²	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	11 118	83 m², 4 ^e étage	LEVALLOIS	10 082
box, cave	GCI - 40-16-28-70	+ 1 174	garage	20-22, rue Schnapper	+ 1 288	cave	7, allée Claude-Monet	+ 750
3 PIÈCES NEUF			2 PIÈCES			4 PIÈCES		
71 m², 2 ^e étage	6, cité de Phalsbourg	7 600	55 m², 1 ^e étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	8 005	parking	NEUILLY-SUR-SEINE	300
box, cave	GCI - 40-16-28-70	+ 1 174		SAGGEL - 47-76-15-85			47-48, rue Fernand	+ 8 783
12^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON			3 PIÈCES		
2 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	5 950	4 PIÈCES	VERSAILLES	5 448	116 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	11 800
52 m², 5 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 418	83 m²	35 bis, rue du Maréchal-Gallieni	+ 1 388		98, rue de Longchamp	+ 1 807
cave, parking	Frais de commission	4 234	garage	AGF - 44-86-45-45			AGIFRANCE - 49-03-43-04	8 885
15^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			5 PIÈCES		
2 PIÈCES	86, rue de la République	6 380	123 m², 4 ^e étage	VILLIERS	5 448	144 m², 2 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	17 000
58 m², 1 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 974	cave	2, rue de Chateaubriand	+ 1 088		14, rue Chateaubriand	+ 1 841
parking	Frais de commission	4 518	2 parkings	AGIFRANCE - 49-03-43-04			AGIFRANCE - 49-03-43-04	12 000
3 PIÈCES			4-5 PIÈCES			3 PIÈCES		
69 m², rez-de-ch.	57, rue des Minimes	5 965	IMMEUBLE NEUF	CHAVILLE	5 000	90 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	7 000
parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 023	115 m², 5 ^e étage	3-5, Fontaine Henri-IV	+ 1 230		5, rue du Général-Lacaze	+ 500
	Frais de commission	4 295		SAGGEL - 46-08-80-38			CIGIMO - 48-00-89-89	8 885
16^e ARRONDISSEMENT			5-6 PIÈCES			3 PIÈCES		
4-5 PIÈCES	1-8, rue Réaumur	18 000	IMMEUBLE NEUF	CHAVILLE	5 000	69 m², 5 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	9 833
128 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 450	115 m², 3 ^e étage	3-5, Fontaine Henri-IV	+ 1 388	terrasse 117 m², park.	CGI - 48-16-28-70	+ 1 038
possib. parking	Frais de commission	11 520		SAGGEL - 46-08-80-38				
4-5 PIÈCES			5 PIÈCES			5 PIÈCES		
158 m², 1 ^e étage	114, av. Mozart	18 000	107 m², 3 ^e étage	COURBEVOIE	5 622	103 m², 5 ^e étage	SURESNES	6 497
	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 358	possib. parking	107 m², 3 ^e étage	+ 1 792	cave	18, rue S. de Rothschild	+ 1 112
4-5 PIÈCES			3 PIÈCES			3 PIÈCES		
218 m², 3 ^e étage	1, avenue Paul-Doumer	32 700	70 m², 1 ^e étage	COURBEVOIE	5 431	parking	VANVES	4 680
possib. parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 4 089	parking	9, rue Victor-Hugo	+ 605		108, avenue Victor-Hugo	+ 1 112
	Frais de commission	23 544		SOLVEG - 40-67-06-99			SAGGEL - 47-42-44-44	4 651
2 PIÈCES			3 PIÈCES			5 PIÈCES		
75 m², 4 ^e étage	27, avenue Kléber	9 970	73 m², 1 ^e étage	COURBEVOIE	6 400	124 m², 3 ^e étage	VANVES	300
balcon, poss. park.	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 018	parking	31, rue Pierre-Lhomme	+ 1 200	parking	114, avenue Victor-Hugo	+ 1 712
		7 448		SOLVEG - 40-67-06-99			SAGGEL - 47-42-44-44	8 698
				Frais de commission				
92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES			94 - VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES			BOULOGNE			4 PIÈCES		
123 m², 4 ^e étage	33-35, rue Anna-Jacquin	12 138	3-5 PIÈCES			87 m², 2^e étage		
cave	AGF - 44-86-45-45	+ 2 680	IMMEUBLE NEUF	CHAVILLE	5 000		NOGENT	8 080
2 parkings	Frais de commission	8 637	115 m², 5 ^e étage	3-5, Fontaine Henri-IV	+ 1 230		68, rue François-Rolland	+ 870
4-5 PIÈCES			CHAVILLE			3 PIÈCES		
IMMEUBLE NEUF	3-5, Fontaine Henri-IV	5 000	3-5 PIÈCES			79 m², 1^e étage		
115 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 46-08-80-38	+ 1 230	IMMEUBLE NEUF	CHAVILLE	5 000	cave	VINCENNES	+ 800
	Frais de commission	5 181	115 m², 3 ^e étage	3-5, Fontaine Henri-IV	+ 1 388	parking	AGF - 44-86-45-45	4 877
5-6 PIÈCES			CHAVILLE					
IMMEUBLE NEUF	3-5, Fontaine Henri-IV	5 000	COURBEVOIE					
115 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 46-08-80-38	+ 1 230	3-5 PIÈCES					
	Frais de commission	6 120	3-5 PIÈCES					
5 PIÈCES			COURBEVOIE					
107 m², 3 ^e étage	COURBEVOIE	5 622	3-5 PIÈCES					
possib. parking	107 m², 3 ^e étage	+ 1 792	3-5 PIÈCES					
			3-5 PIÈCES					
3 PIÈCES			COURBEVOIE					
70 m², 1 ^e étage	9, rue Victor-Hugo	5 431	3-5 PIÈCES					
parking	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 605	3-5 PIÈCES					
	Frais de commission	4 474	3-5 PIÈCES					
3 PIÈCES			COURBEVOIE					
73 m², 1 ^e étage	31, rue Pierre-Lhomme	6 400	3-5 PIÈCES					
parking	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 200	3-5 PIÈCES					
	Frais de commission	5 200	3-5 PIÈCES					

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

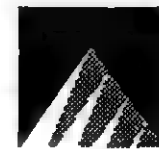
Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 1 111 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



CIGIMO
GROUPE GTF



VIE DES ENTREPRISES

Pour défaut d'agrément

La COB défère à la justice plusieurs gestionnaires de portefeuille

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé mardi 21 janvier avoir transmis à la justice les dossiers de plusieurs sociétés ayant illégalement géré des portefeuilles de valeurs mobilières, en transgressant certaines règles de transmissions d'ordres.

Ces faits, «susceptibles de nuire à la confiance du public», souligne la COB, concernent notamment : SA Resolving conseil (Paris), Eskenazi gestion (Paris), Epargne plus (société en participation, Paris), G7 Finance gestion

(Fontenay-le-Comte), Sari Finance gestion (Nice), SA VIP gestion (Le Havre). A cette occasion, la COB rappelle que «nul ne peut gérer une profession réglementée de portefeuilles de valeurs mobilières, ni exercer des activités de produits financiers, sans le compte d'un client et son agrément».

Par ailleurs, la commission a transmis au procureur de la justice le dossier concernant les activités de bureau français de la société anglaise Kesperly Ltd. Il est

notamment reproché à cette société d'avoir «directement ou par l'intermédiaire d'appareils d'affaires sollicité le public en vue d'effectuer des opérations de placement de valeurs étrangères d'instruments financiers et de marchandises». En outre, la COB ajoute que la société Kesperly et les intermédiaires qu'elle utilisait ne remplissaient pas les conditions requises pour l'exercice de leur activité en France sur des valeurs à terme françaises et étrangères.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Dow Chemical en hausse de 14 % du bénéfice net en 1991. Le groupe américain a réalisé un bénéfice net de 1,03 milliard de dollars (3,61 milliards de francs) pour 1991, contre 880 millions de dollars (2,96 milliards de francs) en 1990. Le chiffre d'affaires a augmenté de 21 % à 6,77 milliards de francs (3,35 milliards de dollars) en 1991.

□ Northern Telecom : hausse de 14 % du bénéfice net en 1991. Le groupe canadien des télécommunications a réalisé en 1991 un bénéfice net de 497 millions de dollars (2,5 milliards de francs), en progression de 14 % par rapport aux 436 millions de dollars (2,4 milliards de francs) de l'année précédente. Le chiffre d'affaires a augmenté de 21 % à 6,77 milliards de francs (3,35 milliards de dollars) en 1991.

□ General Electric : faible bénéfice net en 1991. Le groupe américain General Electric (GE) a annoncé mardi 22 janvier une hausse de 2 % de son bénéfice net au quatrième trimestre 1991, ainsi qu'une progression de 3 % de son résultat net pour l'ensemble de l'année. Le chiffre d'affaires a augmenté de 21 % à 6,77 milliards de francs (3,35 milliards de dollars) en 1991.

□ Mouton : 11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991. Le groupe d'électroménager Mouton a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 8,3 milliards de francs, intégrant pour la première fois celui du fabricant allemand de machines à laver Krups après son rachat en janvier 1991. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires s'est élevé à 6,6 milliards de francs, en hausse de 11,6 %.

□ Prédiction. - Del Van der Grinten, numéro un néerlandais du matériel de bureau et d'appareils de photocopie, a réalisé, pour son exercice clos le 30 novembre 1991, un bénéfice net de 101 millions de florins, soit 305 millions de francs et non 54,5 millions de francs par erreur dans le Monde du 15 janvier. Le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 2,6 milliards de francs (7,8 milliards de dollars).

CRISES

□ Printemps : Pallas dépose un recours contre les Mams. - Pallas Finance a intenté un recours à Genève contre les Mams, anciens propriétaires du Printemps. La filiale fusions-acquisitions du groupe Pallas reproche au groupe suisse d'avoir refusé un rachat de la filiale Pallas, alors qu'elle estime en avoir fait l'offre d'un autre, valable jusqu'au 31 décembre 1991.

□ Adidas : M. Jaeggli critique M. Tapie. - Le départ, mercredi 17 janvier, de M. Jean Jaeggli, président du directoire d'Adidas, est le fruit d'un profond désaccord entre les deux hommes (le Monde du 21 janvier). «Si on continue de diriger cette entreprise de cette façon, je ne sais pas quelles sont encore ses chances de survie dans cet environnement compétitif», a expliqué M. Jaeggli à l'éditorialiste allemand M. Zeli, qu'il a préféré à M. Tapie «prenne lui-même la tête» du groupe allemand. Selon des sources proches de M. Jaeggli, ce dernier ne fait plus confiance à M. Tapie et ne croit plus aux chances d'Adidas de l'emporter contre ses concurrents Nike et Reebok, aux États-Unis notamment. M. Jaeggli reprocherait à M. Tapie de ne pas qu'il a mené politiquement.

LIQUIDATION

□ TEA-France en liquidation judiciaire. - Le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes a prononcé lundi 20 janvier la liquidation judiciaire de la compagnie aérienne TEA-France (Trans European Airways-France), dont les 110 salariés

ont commencé à observer une grève sans occupation des locaux à Roissy, selon une source syndicale. TEA-France est la filiale de la compagnie belge TEA, récemment reprise par la chaîne City Home après sa faillite. Au cours des deux derniers mois, ses effectifs de 350 à 115 personnes, et sa flotte de six à trois avions.

RACHATS

□ Textron reprend Cessna. - Textron, diversifié dans les services financiers et l'aéronautique, va racheter General Dynamics la filiale, Cessna Aircraft, pour un montant de 600 millions de dollars (3 milliards de francs). Cessna, basé à Wichita (Kansas), est le premier fabricant de petits avions d'affaires avec un chiffre d'affaires de 500 millions de dollars (4,2 milliards de francs) en 1991; il emploie 5 400 personnes.

□ Cargolux prend le contrôle de la Compagnie française de transport de voyageurs (CFTV). - Cariane, la filiale voyageurs du groupe Seta (filiale de la SNCF), a pris le contrôle du groupe CFTV, qui compte une société de transport urbain et interurbain dans l'est de la France parisiennaise (Yvelines, Eure, Eure-et-Loir). Propriété jusqu'alors de M. Jean Jaeggli, qui en assurait la présidence, CFTV a un chiffre d'affaires de 145 millions de francs. Parmi les principales filiales de CFTV (114 employés et 330 autobus et autocars) figurent la SUTU (Société versaillaise de transport urbain), la SAVS (Société d'autocars et voyages scolaires) à Evreux et la STAD (Société d'autocars de Deauville). Avec CFTV, Cariane - qui est implantée dans 45 départements - souhaite rééquiper son implantation géographique en Ile-de-France et renforcer son secteur urbain par rapport à l'interurbain.

ACCORDS

□ Les verriers Corning et Vitro regroupent leurs activités menagères. - Le groupe américain Corning et le groupe mexicain Vitro ont annoncé mercredi 13 janvier qu'ils regroupent leurs activités de verrerie ménagère (plats Pyrex, Vision...). L'accord prévoit la création de deux filiales nouvellement créées : Corning Vitro Corp. (CVC) aux États-Unis et Vitro Corning au Mexique. Le groupe Corning détient 51 % de la filiale américaine et le groupe Vitro 51 % de la filiale mexicaine. La valeur de la transaction est évaluée à 300 millions de dollars, dont 130 payés par Vitro à Corning pour conclure l'accord. Avec près de 8 000 salariés, le nouveau groupe dépense 800 millions de dollars de chiffre d'affaires (4,4 milliards de francs). Corning réalise un chiffre d'affaires annuel de 2,9 milliards de dollars (16 milliards de francs) notamment dans les télécommunications, le verre et la fibre optique. Avec un chiffre d'affaires annuel de 2,8 milliards de dollars (15,4 milliards de francs), Vitro est l'une des plus grandes sociétés mexicaines, fabrique des emballages en verre.

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Cliquez sur le bouton ci-dessous pour accéder à la page d'accueil

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 janvier ↑

La reprise s'essouffie

Le mouvement de reprise amorcé en extrême fin de semaine s'est poursuivi de façon modérée mardi 21 janvier à la Bourse de Paris. En séance, le CAC 40 a gagné 0,50 % au début des échanges, les valeurs françaises se redressant, mais s'essouffant dans la seconde partie de l'après-midi. L'indice CAC 40 s'appréciait malgré tout à 0,11 % au terme des transactions.

Les opérations financières, notamment l'offre publique d'achat (OPA) lancée lundi 20 janvier par le groupe L'Oréal sur la totalité du capital de Parfums Christian Dior, ont stimulé le marché. Cette rumeur des OPA a permis aux investisseurs de spéculer sur les noms des prochaines sociétés ciblées. Selon les spéculateurs, les sociétés ciblées seraient la création d'un nouveau produit d'épargne en France et un fonds de placement à l'étranger.

La CAC 40 a terminé la séance à 3 223,35, soit à 30,84 points (-0,84 %) au-dessous de son niveau de la veille. Le bilan général a été comparable à ce niveau. Sur 191 valeurs traitées, 118 ont baissé, 58 ont monté et 43 n'ont pas varié.

Les ventes bénéficiaires se sont poursuivies, mais elles n'ont pas été massives. La motivation des échanges, après la récente surchauffe, a été tempérée avec 218,65 millions de titres échangés, contre 238 millions le 16 janvier dernier. Les investisseurs ajustent leurs positions, tout en maintenant sur les valeurs appartenant aux industries de pointe à court terme, la reprise de la croissance, comme la chimie ou la sidérurgie. La correction pourrait se poursuivre pendant quelques jours encore, mais la volatilité boursière de la fin de courtage Donaldson, Lufkin and Jenrette Securities.

NEW-YORK, 21 janvier ↓

La baisse continue

Quatrième journée de baisse à New-York, le marché américain s'est poursuivi en s'essouffant sensiblement. À la clôture, l'indice Dow Jones s'est effondré à 2 223,35, soit à 30,84 points (-0,84 %) au-dessous de son niveau de la veille. Le bilan général a été comparable à ce niveau. Sur 191 valeurs traitées, 118 ont baissé, 58 ont monté et 43 n'ont pas varié.

Les ventes bénéficiaires se sont poursuivies, mais elles n'ont pas été massives. La motivation des échanges, après la récente surchauffe, a été tempérée avec 218,65 millions de titres échangés, contre 238 millions le 16 janvier dernier. Les investisseurs ajustent leurs positions, tout en maintenant sur les valeurs appartenant aux industries de pointe à court terme, la reprise de la croissance, comme la chimie ou la sidérurgie. La correction pourrait se poursuivre pendant quelques jours encore, mais la volatilité boursière de la fin de courtage Donaldson, Lufkin and Jenrette Securities.

VALEURS	Cours du 20 jan.	Cours du 21 jan.
Alcatel	2830	2830
AT&T	275 10	275 10
Banque	57	57
Chemical Bank	785	785
Compagnie	360	360
Electricité	237	237
Environnement	775	775
Euromécanique	400	400
Financière	795	800
Industrie	170	170
Logistique	225	225
Matériaux	900	890
Ministère	271	271
Navigation	1050	1050
Oréal	155	155
Parfums	387	387
Recherche	1150	1150
Services	345 80	345 80
Technique	888	870
Verre	210	210
Yves Rocher	137	137
Zenith	214 20	214 20
Europe	268	268
Financière	115	115
GF (groupement)	127 60	127 60
Grand U	355	355
Imprimerie	208	208
Industrie	930	930
Logistique	770	770
LCC	190	190
Matériaux	88 10	88 10
Ministère	850	850

LONDRES, 21 janvier =

Stable

Les marchés ont été stables mardi 21 janvier. Le Stock Exchange, terminant en léger excès, a vu l'indice FTSE 100 monter de 0,11 % à 2 543,4. Le volume des échanges a été de 627,3 millions de titres contre 410,2 le 16 janvier.

La confirmation de la récession économique américaine a entraîné une baisse des cours bancaires et de la masse monétaire pour la semaine de clôture. L'indice Nikkei japonais a perdu 1,5 point à 2 543,4. Le volume des échanges a été de 627,3 millions de titres contre 410,2 le 16 janvier.

TOKYO, 22 janvier ↑

Raffermissement

Après quatre journées de baisse, une reprise s'est amorcée mercredi 22 janvier au Kabuto-cho. Le mouvement a été très sensible, puisqu'en clôture l'indice Nikkei a gagné 1,5 point à 2 543,4. Le volume des échanges a été de 627,3 millions de titres contre 410,2 le 16 janvier.

Les professionnels, les investisseurs et les investisseurs ont été très sensibles à la baisse des cours bancaires et de la masse monétaire pour la semaine de clôture. L'indice Nikkei japonais a perdu 1,5 point à 2 543,4. Le volume des échanges a été de 627,3 millions de titres contre 410,2 le 16 janvier.

VALEURS	Cours du 21 jan.	Cours du 22 jan.
Alcatel	2830	2830
AT&T	275 10	275 10
Banque	57	57
Chemical Bank	785	785
Compagnie	360	360
Electricité	237	237
Environnement	775	775
Euromécanique	400	400
Financière	795	800
Industrie	170	170
Logistique	225	225
Matériaux	900	890
Ministère	271	271
Navigation	1050	1050
Oréal	155	155
Parfums	387	387
Recherche	1150	1150
Services	345 80	345 80
Technique	888	870
Verre	210	210
Yves Rocher	137	137
Zenith	214 20	214 20
Europe	268	268
Financière	115	115
GF (groupement)	127 60	127 60
Grand U	355	355
Imprimerie	208	208
Industrie	930	930
Logistique	770	770
LCC	190	190
Matériaux	88 10	88 10
Ministère	850	850

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	2830	2830	Inter. Computer	155	155
Amat. Assoc.	275 10	275 10	IPAM	70	70
B.A.C.	57	57	Loca Invest.	198	198
Banque	785	785	Loca Invest.	85 10	85 10
Banque	360	360	Matra Comm.	80	78
Banque	237	237	Matra	194 80	194 80
Banque	775	775	Publi-Pac	385	385
Banque	400	400	Radi	401	401
Banque	795	800	Radi-Alp-Eur	325	325
Banque	170	170	S.H.M.	155	155
Banque	225	225	Select Invest	97 50	97 50
Banque	900	890	Serbo	265	265
Banque	271	271	S.M.T. Group	130	130
Banque	1050	1050	Sopra	258	258
Banque	155	155	TFI	337 80	337 80
Banque	387	387	Thomson H. (L)	310	310
Banque	1150	1150	Val et Ca	210 10	210 10
Banque	345 80	345 80	Val et Ca	88	88
Banque	888	870	Y. St-Laurent Group	800	798
Banque	210	210			
Banque	137	137			
Banque	214 20	214 20			
Banque	268	268			
Banque	115	115			
Banque	127 60	127 60			
Banque	355	355			
Banque	208	208			
Banque	930	930			
Banque	770	770			
Banque	190	190			
Banque	88 10	88 10			
Banque	850	850			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 21 janvier 1992

Nombre de contrats estimés : 1 20 742

COURS	Mars 92	Jun 92	Sep 92
Dollar	183,14	110,18	110,18
Précédent	182,96	109,96	109,96

PRIX D'EXERCICE	Mars 92	Jun 92	Sep 92
108	1,35	2,46	0,22
			0,41

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

COURS	Janvier	Février	Mars
Dollar	1,884	1,875	1,913
Précédent	1,883	1,88	1,913

</

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 JANVIER

Cours relevés à 10 h 23

Competition					Règlement mensuel															Competition				
VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
4210	CAL 2 1/2	4280	4280	0	230	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
814	B.A.P. T.P.	876	880	+ 0.45	112	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
822	Clydes, T.P.	910	880	- 3.30	112	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
1025	Shore Punt T.P.	1085	1075	- 0.92	82	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
580	ACCOX	722	724	+ 0.28	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
588	Alc. Ligures	700	700	0	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
588	Alc. Ligures	700	700	0	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
1320	Alc. Ligures	581	586	+ 0.86	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
275	A.L.P.	336	336	0	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
2340	Adm. Pioniers	1884	1884	0	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
728	Adm. Pioniers	684	684	0	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
124	Adm. Pioniers	946	946	0	816	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365	4365	+ 0.07	8	Sighe	489	489	489	+ 1.94	325	
77	Adm. Pioniers	169	170	+ 0.59	180	CRF (Pia Rio L.)	287	287	287	0	3820	L.V.M.H.	4362	4365										

COMPTANT (selection)

SICAV (sélection)

21/1

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Prime ins.	Rechart. net	VALEURS	Émission	Prime ins.	Rechart. net	VALEURS	Émission	Prime ins.	Rechart. net	VALEURS	Émission	Prime ins.	Rechart. net						
Obligations										Etrangères																									
Emp. 10.9677	122 35	8 1/8		CLM	1355	1355		Gold (Cp)	380 80	375	A.E.R.	630	...	Acadia	215 15	302 40	...	France	455 15	442 85	Pré-Assurances	2840 50	2840 50	...	Pré-Assurances	2840 50	2840 50	...	Pré-Assurances	2840 50	2840 50	...			
Emp. 10.9677	100 30	8 1/8		CLT.R.M. (R)	2825	...		Or (Cp)	780	...	Alcan	1000	...	Agropur	752 75	753 84	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
10.905 7504	101 95	4 1/2		Congr	84	82 30		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Emp. 12.41982	101 17	4 1/2		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Emp. 12.25 94	101 80	3 3/8		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Emp. 11% 81	101 03	10 08		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
10.295 1000 81	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
OAT 10% 52000	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
OAT 5 1/2% 12/587	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
OAT 5 1/2% 1/1989	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
OAT 10.30% 1988	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
PTT 11.25 81	100 40	10 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
OAT 10.30% 81	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CHF 10.25% net 80	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
OIA 10% 1978	101 80	3 3/8		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE Bases 5000F	...	0 81		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE Parbas 5000F	...	0 81		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE Suez 5000F	...	0 81		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE Suez 5000F	...	0 81		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE 11.25 81	100 75	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE 10.30% 81	100 05	8 05		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CNE 10.30% (d.c.85)	100 50	8 01		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
CHCA FCB 2% 100	...	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	
CHCA	...	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	
Carac.	...	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	
Albanat 6 % (net 89)	...	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	
Lib. Escor 6.5% 80	...	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	
Thème. ex 8.25 80	...	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	
Actions										Hors-cote																									
Agache Into Int.	948	836		CLM	1355	1355		Gold (Cp)	380 80	375	A.E.R.	630	...	Acadia	215 15	302 40	...	France	455 15	442 85	Pré-Assurances	2840 50	2840 50	...	Pré-Assurances	2840 50	2840 50	...	Pré-Assurances	2840 50	2840 50	...			
Apollonides Hyd	1877	...		CLT.R.M. (R)	2825	...		Or (Cp)	780	...	Alcan	1000	...	Agropur	752 75	753 84	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Adat	400	368		Congr	84	82 30		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Banc C.Morvan	1185	1120		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
B.Hypoth. 80%	387 50	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
B.N.P. Induscar	940	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Capit. Suez C.B.	479 80	486		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Blanchard	3000	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Boltonnet Interact	475	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Berry Court	2250	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
B.T.P.	...	63 60		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Cambridge	1080	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Caracat Lorient	836	829		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
Cass Pochin	8	8		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar	9177 78	7083 23	...	France	105 05	105 05	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...	Pré-Assurances	953 32	953 32	...			
C.E.G.P. Pigeon J.	506	...		Cit Indus	6500	...		Palat (Cp)	190	197 d	Alcan	1000	...	Amelgar																					

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 22/1	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/1
			achat	vente			
Esne-Urie (1 ued)	5 365	.....	5 200	6 700	Or fin (en barre).....	62500	.....
Ecu.....	9 590	.....	.....	.....	Or fin (en lingot).....	62500	.....
Allemagne (100 dm).....	34 567	.....	350	350	Napoleon (20 fr).....	380	.....
France (100 fr).....	10 581	.....	16 050	17 050	Pièce 10 fr (10 fr).....	520	.....
Paye-Bas (100 fr).....	302 710	.....	291	281	Pièce Suisse (20 fr).....	385	.....
Italie (1000 lire).....	4 528	.....	.....	.....	Pièce Latine (20 fr).....	365	.....
Monnaie (100 cont.).....	87 520	.....	93	91	Souverain.....	2100	.....
Geld-Stronche (1 fl).....	9 798	.....	5 300	10 300	Pièce 20 dollars.....	1005	.....
Gros (100 drachmes).....	2 954	.....	2 800	3 700	Pièce 10 dollars.....	590	.....
Suisse (100 fr).....	36 850	.....	.....	.....	Pièce 50 dollars.....	2315	.....
Suède (100 kron).....	83 740	.....	89	87	Pièce 10 florins.....	367	.....
Norvège (100 kr).....	88 730	.....	82	80			
Autriche (100 sch).....	48 448	.....	.....	49 800			
Espagne (100 pes).....	5 400	.....	.....	5 890			
Portugal (100 esc).....	9 853	.....	.....	4 300			
Canada (1 \$ can).....	4 698	.....	.....	4 400			
Japon (100 yen).....	4 285	.....	4 280	4 450			

ing Parts...	1460	

Jaguar	125	
Lacoste du Monde	149 10	
Nissan		d
Panasonic RD	1410	
Particip. Piercer		
Quadrant	22	
Roméo N.V.	216 10	
St-Gobain-Emballage	1800	
S.E.P.R.	305	
S.P.R. ex. B.	348	
Télédiffusion Elect.	3350	
Waterman	400	954 d

c : coupon

Hors-cote[illegible]

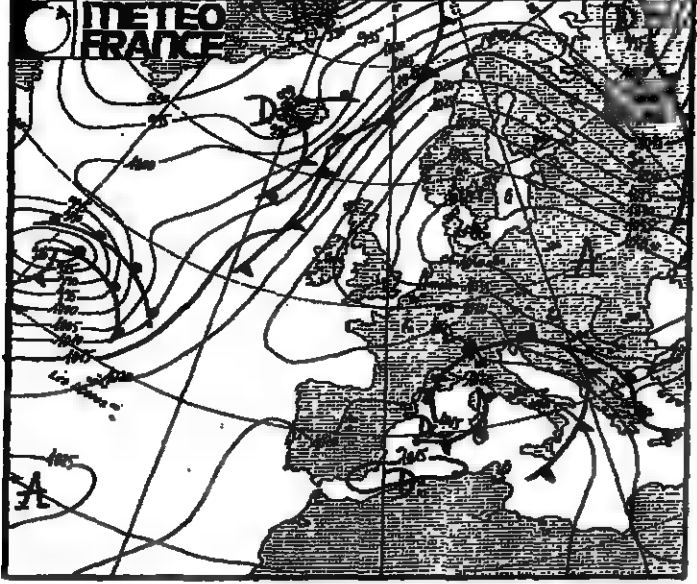
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

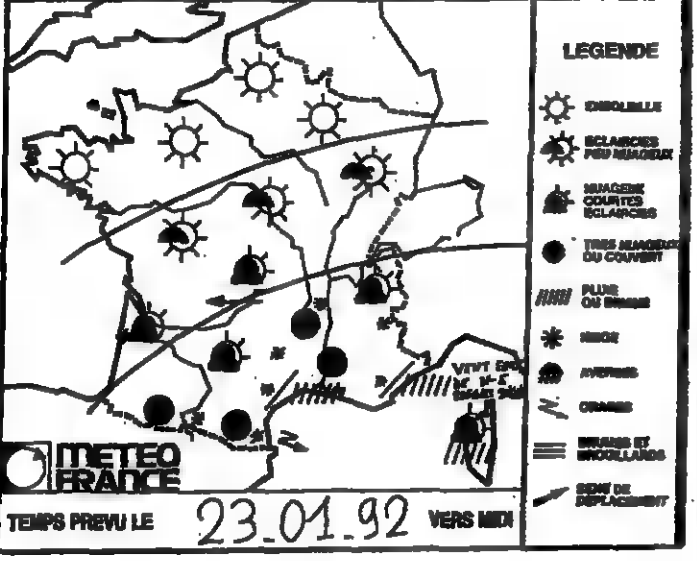
40-0272-07

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 JANVIER A 0 HEURE TU

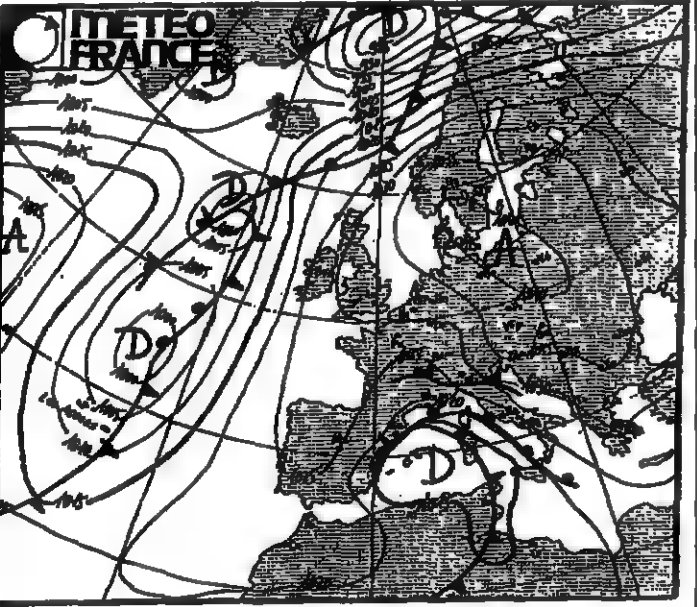


PRÉVISIONS POUR LE 23 JANVIER 1992



Jeudi : nuages, pluie, neige sur le Sud-Est ; et Du Midi-Pyrénées, au Languedoc, Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Corse, le temps sera très nuageux à couvert, avec des pluies ou neige tombant en plaine. Dans l'intérieur, la neige tombera en altitude et en montagne. Les températures minimales seront de -2 à -5 degrés, localement de -8 à -10 degrés. Sur la Méditerranée, le vent d'est soufflera à 70 km/h en moyenne et il 90 km/h en rafales ; les températures minimales seront de 2 à 12 degrés. Sur les autres régions, le temps sera nuageux et en altitude, il y aura des passages de nuages produisant sur l'Aquitaine, Poitou-Charente, Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les températures minimales seront de -5 à -8 degrés, localement de -10 à -12 degrés. Sur la Méditerranée, le vent d'est soufflera à 70 km/h en moyenne et il 90 km/h en rafales ; les températures minimales seront de 2 à 12 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 23 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés										
Valeurs extrêmes relevées entre										
21-1-1992 à 18 heures TU et 22-1-1992 à 6 heures TU										
FRANCE										
AJACCIO	10	4	N	TOULOUSE	5	-2	N	LUXEMBOURG	-2	-7
BARRUTZ	8	2	C	TOURS	3	-5	D	MADRID	8	-3
BORDAUX	8	2	C	POINTE-A-PITRE	20	20	D	MARRAKECH	10	5
BREIST	1	-2	D					MEXICO	22	10
CARL	2	-4	D	ALGER	12	4	C	MILAN	8	-4
CHERBOURG	4	0	D	AMSTERDAM	8	-5	D	MONTREAL	-1	-10
CLERMONT-F	4	0	D	ATHENES	14	10	C	MOSCOW	-1	-5
DAKAR	2	-7	D	BANGKOK	28	19	C	NAIROBI	22	9
GENÈVE	3	-7	D	BARCELONE	11	3	C	NEW-YORK	-4	-10
LILLE	1	-5	D	BERGAMO	-2	-4	C	OSLO	-8	-10
LIMOGES	1	-7	D	BERLIN	-5	-10	D	PALMA-DE-MAJ	12	5
LYON	1	-7	D	BRUXELLES	0	-6	D	PEKIN	6	-5
MADEIRA	1	-7	D	COPENHAGUE	0	-6	D	RIO-DE-JANEIRO	17	4
NANCY	1	-7	D	DAKAR	25	20	D	ROME	17	4
NANTES	1	-7	D	DURBAN	17	8	D	STOCKHOLM	-1	-3
PARIS-MONTS	1	-7	D	GENÈVE	-1	-6	C	SYDNEY	21	22
PERPIGNAN	1	-7	D	INDIANAPOLIS	16	12	D	TOKYO	9	1
RENNES	1	-7	D	JERUSALEM	8	4	D	TUNIS	17	1
ST-ETIENNE	1	-7	D	LA CAIRE	12	8	D	YASOUYI	-2	-10
STRASBOURG	1	-7	D	LONDRES	4	-3	D	YERRE	3	0
				LOS ANGELES	19	9	D	VIENTIANE	-2	-7
A	B	C	D	N	O	P	T	*		
averse	bruit	couvert	déçagé	c nuages	orage	pluie	tempête	neige		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : 1 heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

IMAGES

L'information vraie

Les journalistes ont mauvaise presse. Alors quand une occasion se présente de dire qu'ils ont plutôt fait leur métier, c'est la soirée du 22 janvier. L'information audiovisuelle, parée de sa responsabilité terrible, est en ce cas-là, que d'un simple journaliste. Un journaliste, le correspondant de TF1 à Strasbourg, est arrivé, avec son équipe, à la région, le premier sur les lieux. Il a d'abord fait son travail de journaliste : il a raconté ce qu'il a vu, les rescapés. Si on le dit ici, ce n'est point pour célébrer un acte normal d'entraide. Mais pour expliquer que les images de ces survivants choqués, transis de froid, qui sont les seuls à avoir survécu mardi, sont d'abord par ce journaliste, après, c'est-à-dire quand il ne pouvait plus rien faire d'autre que d'attendre les secours, les vrais, arrivés par radiotéléphone. En ce sens-là, ces images sont l'information, bien loin du voyeurisme. Comme il y a des images, des images de familles en leur malheur. Ces images ces reportages tournés à l'extérieur du lieu de l'accident, et qui sont expurgés de toute chose pénible.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche. Signification des symboles : * signalé dans le monde radio-télévision ; o film à éviter ; u On peut voir ; s Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 22 janvier

TF 1
20.50 Variétés : Sacré soirée.
NOUVEAU
NOCTURNE tous les JEUDIS 22 heures.
Exceptionnel le 23 janvier : -10% sur tout le magasin de 19h à 22h.
ISAMARITAINE
*Sauf alimentation, librairie, services et points rouges.
22.40 Magazine : En quête de vérité.
22.50 Magazine : Télévision.
0.20 Journal, Météo et Bourse.
A 2
20.50 Téléfilm : Fais pas le jeu des yeux bleus.
22.35 Magazine : Direct.
23.50 Magazine : Musique au cœur.
0.50 Journal et Météo.
FR 3
20.40 Magazine : La Marche du siècle.

Alberville : le rêve olympique. Invités : Jean-Claude Killy, Michel Barnier, Paul Quilès, Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, Jean-François Chedal, maire de Brides-les-Bains, Robert Fitzpatrick.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Mercredi en France.
Programme des régions.
Autoparc d'un conflit.
CANAL PLUS
21.00 Cinéma : Une femme d'exception.
22.40 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : Blue Steel.
0.30 Sport : Tennis.
0.40 Cinéma : Les Clémentines.
22.25 Téléfilm : Le Cri de la mort.
0.00 Magazine : Vénus.

0.25 Six minutes d'informations.
LA SEPT
21.00 Téléfilm : Hôtel du Parc.
21.50 L'homme : Le Pigeon.
0.20 Court métrage : Histoire de Catherine.
FRANCE-CULTURE
20.30 Tire la langue. Autour des supports.
21.30 Correspondances.
22.00 Communauté des médias publiques.
22.40 Les films magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le monde en 50 Ocora. 3. Au monde en 50 Ocora.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 18 décembre 1990 à Moscou) : Une nuit pour l'Europe.
22.45 Cinéma : Les Zozos.
23.10 Aïné la nuit.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Jeudi 23 janvier

TF 1
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.10 Feuilleton : Club Doré.
17.25 Série : 21 Jump Street.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo, Loto sportif et Tapis vert.
20.50 Série : Le Chinois.
22.35 Magazine : Le Droit de savoir.
0.00 Magazine : Spécial sport.
1.45 Journal, Météo et Bourse.
A 2
15.15 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.25 Variétés : La Chance aux lettres.
16.45 Magazine : Défendez-vous.
17.00 Magazine : Gigs.
17.25 Série : Mac Giver.
18.25 Jeu : Les lettres de charme.
19.00 Cinéma : La Caméra indienne.
20.00 Journal, Météo et Bourse.
20.45 Magazine : Envoyé spécial.
21.15 Cinéma : Le Rapace.
0.15 Cinéma : Menti et encore Bravo.
1.15 1. 2. 3. Théâtre.
1.20 Journal et Météo.
FR 2
14.30 Magazine : Le Choix.
15.25 Série : La Grande Vallée.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.00 Jeu : Une pêche d'or.
18.00 Le 100% de l'information.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 La Dernière Séance.

20.55 1^{er} film : Le Mors aux dents.
22.15 Dessins animés.
23.05 2^e film : Un mortel à l'œuvre.
0.45 Musique : Méloménité.
0.55 La Flamme olympique en France.
CANAL PLUS
13.35 Cinéma : Attache-moi.
15.15 Cinéma : Gaspard et Fanchon.
16.45 Sport : Tennis.
16.55 Sport : Football.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nuit part ailleurs.
20.21 Le Journal du dimanche.
20.35 Cinéma : Les Indes de la nuit.
21.55 Flash d'informations.
22.00 Cinéma : Le Cercle des poètes disparus.
0.05 Sport : Tennis.
LA 5
14.25 Cinéma : Bergerac.
15.25 Cinéma : Shérif, l'homme pour.
17.05 Youpi l'école est finie.
18.15 Série : Star Trek.
19.05 Cinéma : Kojak.
20.45 Téléfilm : Le Dernier Rempart.
22.30 Cinéma : Samaria.
23.55 Journal de la nuit.
M 6
14.20 Magazine : 6.
15.50 Série : Les dames.
17.00 Cinéma : Zygomachie.
18.10 Musique : Zygomachie.
18.30 Série : Les dames.

19.00 Série : La Femme invisible.
19.50 Météo et neiges.
19.54 Six minutes d'informations.
20.20 Cinéma : Les Zozos.
20.40 Cinéma : Les Zozos.
22.20 Cinéma : Les Zozos.
22.25 Cinéma : Les Zozos.
23.45 Météo et neiges.
23.50 Six minutes d'informations.
LA SEPT
17.10 Cinéma : Pour un oui ou pour un non.
18.10 Cinéma : Pour un oui ou pour un non.
19.05 Cinéma : Pour un oui ou pour un non.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
21.55 Magazine : Avis de tempête.
22.55 Cinéma : Les Zozos.
23.15 Documentaire : Il faut une dix-neuf heures.
FRANCE-CULTURE
20.30 Dramatique. Ce qui est en jeu.
21.30 Cinéma : Les Zozos.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
0.35 L'Heure bleue.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

« L'AMANT », LE NOUVEAU FILM DE JEAN-JACQUES ANNAUD



Dans les bras du Mékong

On a une nostalgie d'ignorance. Si on pouvait, un après-midi d'hiver un peu gris et banal, regarder une œuvre de cinéma, simplement parce que le titre du film est attirant, péremptoire : *L'Amant*. Comme autrefois, avant que la d'une superproduction internationale, on débarquait en Normandie, on regardait quelques photos accrochées dans des vitrines devant le cinéma. On a vu qu'il s'agissait d'une histoire exotique, asiatique. Et aussi, sans doute, d'une histoire d'amour. Une jeune fille, mieux que jolie avec un visage de chat gourmand, et de jambes maigres d'escarpins du soir, regarde un homme plus âgé, peut-être un Chi-

On s'embarquerait dans la moiteur splendide d'un voyage sans passeport, sans références. On verrait *L'Amant* de Jean-Jacques Annaud. Mais l'ignorance est impossible. *L'Amant*, avant de devenir un grand film spectaculaire, dont on nous dit qu'il a coûté cher, 13 millions de francs, qu'il importe après tout si cet argent est sur l'écran, a été un roman.

Roman, le mot est lâché, et on se laisse plus oublier. *L'Amant* de Marguerite Duras, 2 millions d'exemplaires vendus dans le monde, traduit dans quarante-trois pays, *L'Amant*, l'impudeur de l'autobiographie transformée par le génie du style, la voix monstrueusement personnelle d'une femme, tout cela pourrait-il se traduire en images, pourrait-il s'incarner ?

Le premier à se poser ces questions fut sans doute Jean-Jacques Annaud lui-même. Mais déjà de surdimensionnés - la préhistoire revisitée avec *la Guerre du feu*, le Moyen Âge revisité avec *Ours* - ne trouvait-il pas dans *L'Amant* une œuvre à la mesure de ses instincts d'archéologue des sentiments, de pulvérisateur d'explorateur perfectionniste, de fascination des brutales langages coloniales déjà exprimée dans

son premier long métrage, *Victoire en chantant*, en 1977 ?

Instruit, comblé par sa collaboration paisible avec Umberto Eco lors de l'élaboration du *Mani de la rose*, il trouverait aussi, pensait-il, en Marguerite Duras la partenaire idéale d'une adaptation au cinéma de *L'Amant*. Elle serait ce qu'elle est, celle qui a écrit et celle qui a vécu, l'extériorité d'un livre et la gloire lui a déjà arraché, elle offrirait à sa mémoire un dernier et somptueux voyage.

Ce n'est pas ainsi que cela se passa (lire pages suivantes l'entretien avec Jean-Jacques Annaud). Et la rupture qui s'ensuivit n'eut pas lieu avec l'écriture, mais avec Marguerite Duras qui voyait dans Annaud un cinéaste iconoclaste. Mais très surprenant. Mais là où l'affaire devient belle, exemplaire même, c'est que ce conflit s'est révélé fécond. Prenant sa revanche dans *L'Amant*, le roman, séparant deux créateurs incompatibles, il a donné naissance à deux œuvres nouvelles et accomplies. Comme le fleuve Mékong dans les bras de son delta, *L'Amant* est devenu un film de Jean-Jacques Annaud, *L'Amant* est devenu un livre de Marguerite Duras, *L'Amant* est la *Chanson du Nord*.

Le premier parti pris par Annaud avec son scénariste Gérard Brach a été de ne pas expulser l'écriture, de la revendiquer, au contraire. L'écriture de Marguerite Duras s'entend. Dès le générique du début, une plume crie sur le papier et le papier se peaufine. Très vite une voix apparaît. On peut dire qu'elle apparaît, tellement elle est présente. Elle dit des fragments du monde de Duras, elle passe du « elle » au « je », du narratif au « narratrice ». C'est la voix d'une femme qu'on connaît comme on connaît Duras, habileté extrême. C'est la voix de quelqu'un qu'on aime, qui dit ce texte admirablement, dans la langue anglaise comme dans la version française. Cette femme appartient à l'univers de Duras, vingt ans déjà, Nathalie Granger. Sa voix est identifiable, tout est là. Jeanne Moreau est la porte-parole du film qui

par elle-même ne parle pas beaucoup, elle interdit qu'on prenne cette histoire pour ce qu'elle est, la déformation presque totale d'une adolescente, elle la hausse, la hisse vers la littérature d'où elle est née.

Ainsi Jean-Jacques Annaud peut investir le récit initial. La Cochinchine des années 20, une jeune fille de quinze ans, son amant chinois. La solitude de la dernière de cette enfant, son refus d'amour et son enchantement du plaisir, la famille autour, la pauvreté aussi, quelques bateaux qui partent... Le film fait d'une minceur hautaine. Le film ne refuserait pas des horizons plus larges. Il ne s'agit pas de reconstitution, mais d'évocation. Fourmillement industriel des rues, foules dans le port, il y a des élèves dans l'école, des passagers dans l'autocar. Il y a cette grande place que l'on voit plusieurs fois à haut tourment des automobiles. Il y a le fleuve, le chaleur, les pales du ventilateur. Tout est très exact, très vivant. Superbement « habillé » par Yvonne Nesles, éclairé par Michel Fraisse. C'est le fond indispensable de la toile.

Alors, la limousine noire qui glisse sur le lac comme un funèbre palace flottant, peut sortir un homme vêtu d'un costume de couleur blanc. Cet homme, dont la cigarette s'allume au bout des doigts. Et la jeune fille au feutre d'homme fait de son petit sa petite robe beige d'un charme agressivement discret, ses cheveux de dame, sa bouche qui fruit déguisé, se laisse regarder.

Il y a très vite une anthologie. La jeune fille le Chinois au fond de la Morris Léon-Bollée. Le prélude à la passion. Sans un mot. Deux hommes qui s'attirent, se rapprochent, cherchent, aspirent à se toucher. Deux mains seulement, pour l'instant. Et à peine se trouvent-elles, c'est l'incandescence.

DANIEL HEYMANN
Lire la suite page 31.

CINÉMA	32
Les bonnes films de l'autobiographie d'Ingmar Bergman	
URBANISME	33
Naples, dix ans après le tremblement de terre	
THÉÂTRE	40
Rencontre avec le metteur en scène Bernard Lanthier	
Lire pages 38 à 41 la sélection des rendez-vous de la semaine	

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

John L. M...

tragédie

Texte et mise en scène

Paul Boubert

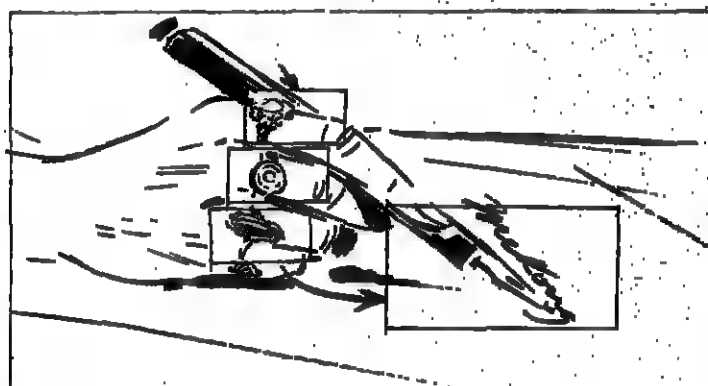
du 21 janvier

au 16 février

46 14 70 00

Rencontre avec le réalisateur de « l'Amant »

Quel que soit son sujet, même intimiste, Jean-Jacques Annaud voit grand. Il ne conçoit ses films qu'à vaste échelle, et leurs tournages deviennent également des sagas. Ainsi de *l'Amant*. Parmi les mille hauts films qui ont jalonné sa gestation, deux défis majeurs : résoudre, d'une manière ou d'une autre, les relations avec Marguerite Duras, auteur et personnage principal du livre, et inventer une façon de montrer les scènes d'amour physique sans trahir ni le texte, ni la volonté du cinéaste de traiter franchement le sujet, ni la vocation grand public du film. Le metteur en scène raconte.



Description en panoramique macro. Sur les doigts de la main droite qui écrit, on remarque plusieurs bagues tarabiscotées dont une enroulée un solitaire. On descend le long du stylo en laque noire. La plume inscrit sur le papier le mot « Mékong » à l'encre bleu nuit. (Extrait du découpage technique).

Jean-Jacques et Marguerite

« L'ADAPTATION est une lecture et, pourquoi pas, une trahison. Adapter, c'est dire : cette musique m'a plu, j'en fais une autre. La *Marseillaise*, j'en fais une autre. Si Rouget de Lisle dit : ce n'est que la mélodie, tant pis. Moi, la musique me plaît.

» L'adaptation de *l'Amant*, il y a trois protagonistes essentiels : Marguerite Duras, Claude Berri et moi. Trois personnalités, un trio infernal. Voici l'affaire telle que je l'ai vécue : Claude Berri m'a proposé *l'Amant*, dont il avait acquis les droits, quand j'étais en train de tourner *l'Ours*. Il l'a fait à un moment particulièrement mal approprié, j'avais mon glacier qui fondait, le niveau de l'eau qui montait, la couleur de l'eau qui changeait, Claude venait me parler de *l'Amant*, je l'aurais foutu à la baïlle. Après *l'Ours*, peu à peu, l'envie me vient. Après avoir hésité, je dis oui.

» Donc, j'ai demandé par un producteur, qui est un ami, pour travailler sur le texte, avec l'absolue certitude que je n'en ferais rien. C'est la condition de mon travail. A ce moment, pour moi, Marguerite Duras est un auteur, une dame. De plus, Claude Berri m'a dit : « Marguerite, tu es la malheureuse qui a écrit *l'Amant*. »

» Avec elle, c'est un complice habituel, le scénariste Gérard Brach. Il écrit un premier scénario, un deuxième, un troisième. Je vais plusieurs fois au Vietnam, une petite équipe s'installe sur place. Claude Berri s'enflamme pour ce travail, qui est surtout celui de Brach. Ce moment, il nous réveille à Los Angeles : « C'est magnifique, absolument superbe. Et puis : « Tu sais quoi ? Marguerite est sortie de l'hôpital, elle aimerait te rencontrer. »

» Je suis enchanté, je vais pouvoir lui dire que je l'adore, que j'adore son roman... Et je m'aperçois que le nom de l'auteur sur la couverture du livre est devenu « dame réelle, qui n'est pas seulement l'auteur du roman mais un cinéaste concurrent. Elle avait écrit un projet d'adaptation, que j'avais lu et dont je m'étais d'ailleurs inspiré, projet à deux yeux tout à fait inabouti qui portait la mention « scénario provisoire ». Je comprends que, pour Marguerite, ce scénario-là, c'était le film. Qu'elle était aussi l'adaptatrice.

» Mais moi, il y a au moins deux choses que je ne sais pas faire : faire le film d'un autre, faire des films de Marguerite Duras. On ne peut pas s'entendre, nous les metteurs en scène nous convaincus que seul leur cinéma est celui qui est digne d'être lu. Je comprends aussi bien pourquoi elle pense que seul son cinéma est possible. Mais je lui demande un peu de tolérance, la tolérance d'un homme pour un film.

» Je continue d'aller la voir, parce que je suis, aussi, sous le charme, et parce que j'essaie de préciser un certain nombre de décors qui sont encore imprécis dans ma tête. Sciemment, j'évite d'aller à l'essentiel. L'essentiel, je me le garde. Mais, dans le terrain « pratique », nous nous comprenons pas. Je lui montre un décor, elle me dit : « Ce n'est pas la rue Catinat, elle est bien plus petite. » C'est la rue Catinat. — Tu vas aller filmer quoi ? — Je vais filmer telle que tu l'as vue. — Tu n'as pas le droit puisqu'elle est petite. — Tu l'as vue grande, je la filme grande... Commence une première conversation : « Tu n'as pas le droit puisque la réalité, c'est qu'elle est petite. — La réalité, ça m'est égal, c'est mon roman qui compte. — Oui, mais c'est mon histoire. — Oui, mais ce sont mes images. — Bon, alors on va séparer le travail, c'est mon film à toi, tu fais les images. — Marguerite, si ce sont mes images, c'est mon film, parce que la narration au cinéma, ça se fait d'abord par l'image. — Tu n'as rien compris, c'est par les mots. — Dans ce cas, tu ne passes pas à la radio. »

» Ainsi, j'ai commencé une relation de plus en plus difficile où, tout à fait à bonne foi, j'ai cru courtois d'utiliser d'expliquer à Marguerite ce que je voulais faire. J'ai senti qu'elle le faisait de ne pas véritablement participer à la visualisation de quelque chose qui, pour elle, était conceptuel.

» Un peu plus tard, Marguerite m'appelle au téléphone : « Qu'est-ce que c'est que « les nids de poule fangeux » ? — Attends, on ne va pas parler de ça au téléphone, j'arrive. » J'y vais, elle en est à la page 2 du scénario, elle me dit : « Je ne peux pas lire ça, « les nids de poule fangeux ». — Quel est le problème ? — Ils ne sont pas fangeux, ils sont boueux. — Ah ! Margue-

rite, ils sont boueux. » Je lui explique que c'est horrible, je lui dis : « Ecoute, ce n'est pas moi qui ai écrit ça, c'est Brach. » Fangeux, c'est une évocation. Marguerite, qu'est-ce que ça peut faire ? Fangeux, c'est une image, ça n'a aucune importance, c'est pour montrer que la réalité est défoncée et, de cette façon, sera en saison sèche, donc ce sera « poussièreux ». — Alors j'écris « nids de poule poussièreux ». — D'accord. »

» Puis arrive l'épisode des chaussures dorées. Marguerite débute : « Qu'est-ce que c'est que des chaussures dorées ? — Là, écoute, franchement, c'est dans mon roman. — Je n'ai jamais eu de chaussures dorées. — Je m'en fous que tu n'aies jamais eu de chaussures dorées. Tu l'as écrit dans le livre. » J'avais écrit dans le truc en mémoire, je me souvenais que c'était page 19, je lui montre la page 19. Éditions du Minuit : « Je porte ces lamés or pour aller au lycée. » Elle prend ses lunettes, elle regarde, elle lit, elle me regarde : « Je m'en expliquerai. » Et moi, je lui montre et ongles : « J'ai eu des chaussures dorées, elles seront dorées. » Je fais venir la comédienne, je lui montre des chaussures dorées, elle a l'air d'un pingouin. Je lui montre Marguerite : « Elles étaient comment, ces chaussures ? — Je l'ai vu noir, noir. » Dans le film, elles sont noires, avec de petits motifs blancs.

» Le grand problème concernait la fin, le coup de téléphone du Chinois à Paris. Quand j'ai lu *l'Amant*, j'étais ému tout le temps, mais la dernière page m'a fait craquer. Je reconnais que cet épisode peut paraître une littérature, mais c'est avec des sentiments simples qu'on fait les très grandes histoires. Victor Hugo, qui a beaucoup inspiré Duras, qu'elle lisait beaucoup quand elle était gamine, est plein de sentiments-là. Et je lui dis : « Marguerite, ce n'est même pas la peine d'en parler, c'est capital dans le roman, c'est la fin du roman, ça sera la fin du film... » Je suis excommunié pour ça. Finalement, ses « dévotions » lui ont permis que la fin n'était pas durassienne.

» Je lui dis : « Marguerite, tu l'as écrit dans une pulsion, peut-être sous l'influence de ta mémoire, mais ton envie, peu importe, c'est magnifique. En fait, je

trouve que c'est magnifique et, comme je vais signer le film, ce sera comme ça. » Conflit majeur. Je n'ai pas lu *l'Amant* en Chine du Nord, on m'a dit qu'il finissait aussi par un coup de téléphone.

» On a payé, c'est-à-dire que Claude Berri a payé, pour que je puisse jouir de la liberté de faire le film comme je l'entendais : il a fallu faire un contrat. Je n'y vois rien à redire. Marguerite y gagnait de l'argent, et l'élan pour écrire *l'Amant de la Chine du Nord*. Et moi, cette affaire m'a imposé d'être moi-même, de réussir un film en en portant l'entière responsabilité.

» Je sais très bien que le film ne peut pas restituer ce que Marguerite a ressenti — c'est sa vie à elle. Ce que j'ai voulu faire, c'est réussir un film, et aussi le réussir pour elle, et lui offrir. J'ai envie qu'elle me dise : « C'est ton film, c'est une histoire qui est née d'elle, de sa vie, qui a compté pour elle, qui compte beaucoup pour moi. »

» Au lieu de faire un film avec Marguerite Duras, j'ai été obligé de faire un film d'après Marguerite Duras. J'avais son texte, l'écriture. D'où l'emploi de la voix. Sans elle, on perdrait la dimension littéraire, la perspective. On ne comprendrait pas que ce n'est pas une histoire d'une gamine de quinze ans avec un joli Chinois, mais une biuette qui est la vie d'un auteur majeur de la littérature française. Non seulement on a la magie de la littérature et de son phrasé, mais on sait que ce que nous voyons n'est pas simplement ce que nous voyons, c'est la mémoire et ce que nous voyons, le récit et ses souvenirs.

» La littérature omniprésente dans le film. J'ai voulu citer mes sources que je l'ai citées dans l'écriture. Je commence par une plume, le papier se mélange à la peau et ça gratte la peau et je dis : ce qu'on vous raconte n'est pas seulement un récit, c'est un récit écrit, c'est de la littérature. Et je termine par une image similaire, une image d'un écrivain. Avec Brach, on se disait toujours : n'oublions jamais que c'est l'histoire qui va changer le destin d'un grand écrivain. Je n'ai jamais considéré le film autrement. »

صحن من الأصل

CINÉMA



La scène en gros plans montre les deux protagonistes qui sont devenus ces deux mains durs longtemps. Tout le temps qu'il faut pour faire s'installer le désir. C'est la première scène d'union charnelle du film. (Extrait du découpage technique, dessins de Maxime Heblère.) Jane March et Tony Leung photographées par Benoit Barbier.



cques
uerite

L'amour, du travail

LES scènes d'amour étaient mon défi de metteur en scène. Je n'avais pas de modèle, je n'avais pas vu au cinéma ce que j'avais envie de voir. C'est très difficile de filmer l'amour physique, surtout quand on a cinq scènes, toutes différentes. La première scène d'amour est celle de la déformation, ensuite la deuxième étreinte, puis la scène d'amour sur le carrelage, une autre où l'on entre dans le chair des deux et ensuite une scène que j'appelle le viol.

Mon premier souci a été de créer psychologiquement de manière très différente, que chacune soit une conséquence logique du désir et de l'histoire. J'ai voulu dans la première scène une très grande simplicité d'images, qu'on allait découvrir les deux corps nus pour la première fois. J'ai tourné dans une lumière assez basse, dans un décor conçu à cet effet, et dans une très grande dureté des couleurs. J'ai choisi ma couleur de décor en prenant un nuancier, en le mettant à la Jane March, et en choisissant la couleur la plus horrible pour la mièvrerie. J'ai aussi choisi l'objectif le plus « dur », celui que les actrices détestent parce qu'il n'estompe aucun défaut.

Mes deux interprètes étaient si beaux, Jane est si belle, il fallait que je la « casse » par tout un tas de méthodes, de costumes, de maquillages, de fatigue. Elle a très bien compris. Elle a joué cette carte-là. Pareil pour Tony Leung, qui est d'une très grande élégance, mais qui a aussi des défauts que j'ai montrés. A l'origine, j'avais prévu des doublures pour ces scènes, mais ça n'allait pas. Les deux comédiens ont tout fait eux-mêmes parce qu'ils savaient le rythme de l'amour, ils comprenaient le cinéma, c'était leur peau à eux, c'était sa bouche à elle, c'était son ventre...

La préparation psychologique était évidemment encore plus cruciale. Je suis fier d'avoir manipulé mes acteurs, c'est une manipulation consciente, acceptée par tous. J'ai tourné la totalité du film avant les scènes d'amour, de façon à ce que les acteurs comprennent la nature du projet. On a mobilisé le port de Saïgon pendant quinze jours; j'ai fait venir un paquebot de Chypre pour tourner les huit secondes d'un bateau qui s'en va; on a vidé les châteaux d'eau de Saïgon pour montrer une pluie qui pleure, en gros plan. Ils ont bien compris quel film je faisais, ils ont aimé ce film, ils ont aimé mon équipe, ils ont eu accès à tous les rushes, ils ont vu la nature de nos exigences à tous et quand ils se

retrouvés à la fin de tout ça, ils se sont dit, inconsciemment, maintenant c'est à nous.

J'avais pris la précaution de ne jamais voir la héroïne déshabillée. Je n'ai jamais vu Jane nue avant que le Chinois ne lui enlève sa robe. Elle a une prise pour son talent, pour sa plastique. J'ai voulu que ce soit clair, et bien évidemment, la scène pour lui. Du coup, ils ont accepté et même désiré donner au film ce dont il avait besoin, pour justifier la qualité qu'il avait investi. Evidemment, c'est une stratégie - à plus de 100 millions de francs ça risque - aurait pu échouer: il n'y aurait pas eu de film du tout.

J'ai donc montré les corps nus prendre leur plaisir ensemble, avec un gros plan de la jeune fille qui reçoit sa première pénétration. J'avais envie d'assister à une chose qui fait magique. Une chose que le spectateur a pris ce choc-là, je crois qu'il est préparé à une seconde phase qui est de montrer l'amour dans sa beauté naturelle, ses fioritures, simplement montrer c'est

beau la passion charnelle. Là, j'ai pris le parti d'un plan unique avec le seul zoom du film, la scène dure trois minutes et demie. C'est un plan-séquence qui est là pour provoquer l'émotion par la durée réelle, non trichée.

Ensuite, j'avais prévu une scène qui parle de l'engouement dans le plaisir, ce qu'on n'a pas tout de suite dans le rapport amoureux. Dans le rapport amoureux, il y a d'abord l'étonnement de la découverte, ensuite l'urgence du plaisir et enfin, il y a ce moment qui est l'apogée de l'amour et les deux corps s'embrassent tellement bien qu'il y a un mélange... Pour cette scène d'amour maelström, j'avais envie de montrer l'abstraction du plaisir, et l'abstraction des mots, au-delà de ce que l'image nous dit d'habitude. Je voulais des images abstraites. D'où mon utilisation du cinéma scientifique, une macro-photographie et d'endoscopie. J'avais un technicien qui est pour les opérations chirurgicales et mon objectif était placé entre les corps. J'étais

dans les corps, dans l'amour, dans les parties les plus secrètes, mais ça ne se voit pas.

Après, il y a une scène qui fait différente qui est une scène d'amour vengeur. Je l'ai faite dans la violence, un éclairage très rude avec une ombre diabolique, qui donne le visage blafard, surexposé, de Jane. Chacune de ces séquences a sa propre lumière; la première est traitée sombre et froide, la deuxième scène, sur le carrelage, est très « chaude », la troisième, l'embrassement, est très « humide » parce que la jeune fille sort de la salle d'eau, ça change beaucoup la texture de la lumière, elle est beaucoup plus rouge, incandescente. Tout ça a été très discuté, compris, analysé, voulu avec Maxime Friaese, le directeur de la photographie.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN et JEAN-MICHEL FRODON

Dans les bras du Mékong

Suite de la page 29

On peut désormais voir les amants dans la chambre bleue, les suivre sur ce lit « qui n'est séparé de la ville que par des persiennes ». La musique de Gabriel Yared sait dire beaucoup de la mélodie des bruits. On est dans cette chambre, au plus près des corps volubiles et des cœurs muets. Les étreintes changent de nature, d'intensité, de couleur. Miracle, on n'est pas voyeur. La sauvagerie, l'harmonie. L'amour, il n'y a pas d'autre mot, même sans amour.

De temps en temps on voit, il y a des fragments d'existence où l'émotion affleure, mais qu'Annaud semble vouloir freiner, réfréner. Un pas exquis et sensuel entre la jeune fille et sa compagne de collège, la grande lessive conjuratoire de la maison, la visite désespérée au « barrage contre le Pacifique », où subsistent des poteaux noirs comme des sentinelles noyées... Mais le film respire vraiment, et s'épanouit surtout au rythme des retrouvailles de deux corps nus aussi beaux l'un que l'autre. Il

est évident que le choix impérial des deux interprètes est pour beaucoup dans le bien-être que l'on éprouve à les regarder. Tony Leung, comédien de Hongkong, à la présence envoi, la gourmandise du Chinois. Et Jane March, la jeune fille, est de grâce et de brutalité. Jolie, pas jolie, lucide à mourir, apparaît comme imagine que Marguerite s'imaginait... Le reste de la famille joue décalé comme dans un « vrai » film des années 30. C'est voulu, bien sûr, pas tout fait convaincant pour la mère (Frédérique Meïninger), le petit frère (Melvil Poupaud), personnage déchirant du roman, laissé un peu à l'abandon, plus savoureux chez le grand frère (Arnaud Giovaninetti) qui joue une silhouette à la Dalio. Mais Jane March, divine, domine. Elle est l'enfant encore que l'enfance abandonne, elle est la victime, elle est l'amante...

Ce n'est pas la première fois que Jean-Jacques Annaud et démontre sa capacité à représenter la femme, l'amoureuse. Il n'est pas seulement l'homme du

paysages et des reconstitutions minutieuses. Dans la Guerre et le feu, déjà, c'est la femme qui amenait son fruste compagnon à d'autres découvertes matérielles que le feu, le plaisir charnel, et le rire. Ces éléments devant rien l'inspiration de Rosny aîné... Dans le Nom de la rose, il ne faut pas l'oublier non plus, la sauvageonne violée un rôle court mais capital que n'avait pas prévu Eco. Et, comme à la fin, comme un remords, un regret, une nostalgie inguérissable de la liberté.

Le film de Jean-Jacques Annaud à tourner l'Amant n'est ni un hasard ni un défi gratuit. Plutôt la passion légitime pour le sujet qu'il méritait. Fidèle à l'infidèle à Marguerite Duras comme l'amant chinois à la jeune fille, il n'a trahi personne et surtout pas lui-même. Une image résume son pari gagné. Deux mains étrangères qui à peine se touchent, et réinventent, en s'effleurant, l'irreprésentable du désir.

D.H.

«IMAGES», L'AUTOBIOGRAPHIE CINÉMATOGRAPHIQUE DE BERGMAN



Ingrid Bergman et Ingmar Bergman.

Face au miroir

Il y a cinq ans, la publication par Ingmar Bergman de *Laterna Magica* (chez Gallimard) créait un petit événement dans le monde du livre de cinéma : texte brûlant, écorché, impudique, l'œuvre lucide qui en faisait un grand livre « à la court ». On regretta pourtant que le grand cinéaste suédois y parle si peu de cinéma. C'était avoir mal pris garde au titre : *Laterna magica* décrivait très précisément la machine d'où étaient sortis les films qui composent une des œuvres les plus fortes du cinéma mondial. Une machine dont les rouages et les miroirs étaient taillés dans le passé familial, les relations avec les femmes, le travail théâtral, les crises personnelles et professionnelles.

Les images « projetées » par cette « lanterne magique » sont les films, évoqués dans ce second livre qui, précisément, s'intitule *Images* et dont nous publions un extrait. S'il a renoncé à la caméra, Bergman n'a pas renoncé à la plume. Agé aujourd'hui de soixante-trois ans, il a revu toute sa œuvre, repris ses carnets de notes et de souvenirs. Des *Fraises sauvages* à *Fanny et Alexander*, il refait pas à pas un parcours dont il choisit seul l'itinéraire, soucieux d'une cohérence qui parfois respecte la chronologie et souvent s'en écarte, ignore délibérément certains titres, [il] sévère-

ment des films classés monuments historiques et réévalue des œuvres considérées comme mineures, unissant dans le même élan critique le lien affectif et le jugement posé, posé et argumenté.

Parmi les trente-deux films (sur cinquante-trois réalisations pour le cinéma ou la télévision) ainsi commentés avec un mélange de joie et de douleur retrouvée, de lucidité et de nostalgie, voici le texte consacré à *Sonate d'automne* (1977), « nocturne où les sombres accents ont le tempo de la mort avec les plaintes des souvenirs écorchés et des rêves avortés » (1).

Bergman décrit par l'exemple le cheminement de la création, le jeu des relations personnelles, les rapports avec les comédiens (ne) s'agit pas de la rencontre « historique » avec Ingrid Bergman. Il raconte aussi comment il découvrit, à la fois amer et amusé, qu'il était en train de se transformer en « personnage culturel », au risque de se parodier, risque qu'il repère également chez quelques-uns de ses plus prestigieux confrères. Il retrouve, ce qu'il faisait à *Viktor*, le mari d'Eva (Liv Ullmann) : « On est adulte quand on sait comment s'y prendre avec ses rêves et ses espérances. »

J.-M.F.

(1) Dans Ingmar Bergman, une poétique du désir, de Joseph Marty, récemment publié au Caril. 230 pages, 150F.

« Sonate d'automne », comme un rêve

EXTRAIT D'«IMAGES»
d'Ingmar Bergman.
Traduit du suédois
par C. G. Bjurström
et Lucie Albertini.
Gallimard, 414 p., 145 F.

La première ébauche de *Sonate d'automne* a été écrite le 11 mai 1976. Elle est reliée à cette affaire d'impôts qui m'est tombée dessus en début du mois de janvier : j'avais alors abouti au service psychiatrique de Karolinska Sjukhuset, puis à Sophiahemmet et finalement à Farö. Au bout de trois mois, l'affaire fut classée. Du crime qu'elle était au départ, elle devint un simple redressement fiscal. La première réaction fut euphorique.

Voici ce qu'on peut lire dans mon carnet :

« Nuit après l'acquiescement. Comme je n'arrive pas à dormir malgré le somnifère, l'idée vient. J'ai envie de faire un film sur le sujet mère-fille, fille-mère, qu'il faut Ingrid Bergman et Liv Ullmann dans les deux rôles, et éventuellement place pour un troisième personnage. »

« Voici à quoi ressemblerait le film : Helena (1), qui n'est absolument pas la même, a cinq ans, mariée à un gentil pasteur prénommé Viktor. Ils habitent un presbytère près de l'église et une vie paisible au rythme de la paroisse. Saisons, depuis que leur petit garçon est mort d'une maladie inexplicable. Quand il est mort, il avait six ans, et il s'appelait Erik. Helena a une mère qui est une célèbre pianiste et qui vit de par le monde. Elle doit venir chez sa fille pour sa visite annuelle. A vrai dire, cela fait quelques années qu'elle n'est venue. Le presbytère est donc vide, dessous, il y a un règne de joies sincères, mais craintes. Helena a longtemps attendu de rencontrer sa mère. Elle joue du piano, elle a l'habitude de lui donner quelques leçons. Donc, joie générale, joie sincère, l'idée de la mère et de la fille attendent l'occasion. La fois anxieuse et ferveur. La mère est d'une superbe humeur. Du moins réussit-elle à jouer d'une superbe humeur. Elle est que tout est arrangé au mieux, et même pensait à glisser dans le lit de la fille d'un ami, la planche à l'habitude (à cause de ses dos). Elle a apporté des chocolats de Suisse. »

« On sonne les vigiles. Helena veut rendre sur la tombe d'Erik. Elle veut qu'Erik vienne parfois lui rendre visite, qu'elle peut sentir des prudentes petites caresses. La mère trouve que cette fixation sur un enfant mort est inquiétante et elle essaie doucement de faire comprendre à Helena qu'elle et Viktor devraient adopter ou avoir un nouvel enfant. Plus tard, Helena veut jouer quelque chose à sa mère, sa mère lui fait de nombreux compliments, mais, pour plus de sûreté, elle rejoue le morceau. Ce faisant, elle écrase sa douceur, mais avec efficacité, sa mièvre interprétation de sa fille.

« Lorsque le deuxième acte commence, la mère n'arrive pas à s'endormir. Elle prend des cachets, regarde les livres, lit ses exorcismes, mais en vain. Elle finit par se lever et aller au salon. Helena l'entend, et arrive dans l'instant où les cachets tombent. Les deux femmes parlent de leurs relations. Pour la première fois, Helena dit la vérité. La mère est profondément choquée de sentir cette haine, ce mépris qui se révèle. »

« Puis c'est le tour de la mère de parler d'elle-même, de son amertume, de son ennui, de son désespoir, de sa solitude. Elle parle de ses hommes, de leur indifférence, de leur chasse humiliante toujours après d'autres femmes. Mais la scène va plus profond : la fille finit par accoucher de la mère. Ensuite, pour les très brèves instants, les voilà réunies dans une symbiose totale. »

« Le lendemain matin, cependant, la mère repart. Elle ne peut plus supporter ce calme et ces nouveaux sentiments mis à nu. Elle s'arrange pour que quelqu'un lui télégraphie qu'elle doit immédiatement partir. Elle entend la conversation. Et puis c'est dimanche, la mère est partie. Helena se prépare à aller à l'église écouter le prêche de son mari. »

Au lieu de ces deux personnages, il y en eut quatre. Et qu'Helena accouche de sa mère était une idée difficile. J'ai malheureusement abandonnée. Les personnages suivent leurs chemins. Autrefois, je voulais à la fois la dominer et à la fois la forcer, mais au fil des années je suis devenu plus sage. J'ai appris à laisser agir à la guise. Le résultat, ce fut que la haine se retrouvait cimentée : la fille ne pourra jamais pardonner à la mère. La mère ne pourra jamais pardonner à la fille. Le pardon, on le retrouve chez la deuxième fille, la malade. »

Sonate d'automne a été conçu une nuit, en quelques heures, après un temps de blocage total. Ce qui demeure énigmatique c'est pourquoi justement : *Sonate d'automne* ? Il n'y avait rien à quoi j'eusse réfléchi. »

L'idée de travailler avec Ingrid Bergman était ancienne mais elle ne donna pas naissance à cette histoire. La dernière fois que j'avais vu Ingrid Bergman, c'était au Festival de Cannes en 1973. Au moment de la projection de *Cris* et *Chuchotements*. Elle avait alors glissé dans ma poche une lettre où elle me rappelait que j'avais promis que nous ferions un film ensemble. Nous avions en autrefois le projet de tourner le film de Hjalmar Bergman, *le Chef, madame Ingeborg* (2).

Mais l'énigme demeure : pourquoi justement cette histoire ? Pourquoi à ce point achevée ? Elle est plus achevée même sous sa forme d'ébauche qu'elle ne l'est sous sa réalisation finale.

J'ai écrit *Sonate d'automne* quelques semaines, pendant l'été, à Farö (3), pour avoir quelque chose dans mes bagages au cas où l'Enfant du serpent ferait la culbute. Ma décision était alors définitive : je ne travaillerais plus en Suède.

« C'est également pour cette raison qu'a été trouvé ce curieux arrangement de tourner *Sonate d'automne* en Norvège. Il me plaisait bien, en soi, de tourner dans ces studios rudimentaires de la banlieue d'Oslo. C'était en 1913 ou 1914, ils sont tout bonnement demeurés en l'état. Certes, quand le vent soufflait dans une certaine direction, nous entendions les avions passer au-dessus de nos têtes. Mais par ailleurs, l'endroit était vieillot et agréable. Il y avait tout ce qu'il fallait, même si c'était plutôt mal entretenu. Mes collaborateurs étaient aimables, mais guère professionnels. »

Le tournage en lui-même fut épuisant. Je n'ai pas eu ce qu'on pourrait appeler des difficultés de collaboration avec Ingrid Bergman. Non, il s'est plutôt agi d'une sorte de différence de langage et ce fut en un sens plus profond. Dès le premier jour, quand nous avons lu ensemble le manuscrit dans le studio de répétition, j'ai découvert qu'elle avait entièrement appris son rôle devant un miroir avec gestes et intonations. Il était clair qu'elle abordait son métier d'une autre façon que nous. Elle en était restée aux années 40.

Je crois qu'il y avait en elle une sorte d'ordinateur génial, étrangement agencé. Bien que ses mécanismes de réception ne fussent pas aux endroits où on les trouve habituellement – ou où il faut qu'ils soient, – elle avait accessible ses impulsions de deux ou trois décennies en scène. On voit qu'elle était extraordinairement bien dans bon nombre de films américains.

Dans les films de Hitchcock, par exemple, elle est toujours magnifique. Elle le détestait. Et je crois qu'il ne se gênait pas, se comportant sans respect à son égard et avec arrogance, ce qui était évidemment la meilleure façon d'agir pour qu'elle écoute.

Dès le travail de répétitions, j'ai découvert qu'il me fallait ici comprendre ou d'avoir l'oreille fine. Il fallait utiliser des méthodes qu'autrement je refuse, en particulier l'agressivité.

Un jour, elle m'a lancé : « Si tu ne me dis pas comment je dois faire une scène, je te frappe. » J'ai assez aimé ça. Mais d'un point de vue strictement professionnel, il était difficile de travailler avec ces deux actrices. Lorsque je revois le film, je remarque que j'ai laissé Liv se débrouiller dans les moments où j'aurais dû la soutenir. Elle est de ces artistes généreuses qui se donnent entièrement. Et, par moments, elle s'égare. Cela vient de ce que j'ai été trop gentil à l'égard d'Ingrid Bergman. Ingrid vivait avec son angoisse, face à sa maladie, et elle trouvait de son côté que notre façon de travailler était inhabituelle et hasardeuse. Mais elle ne s'est jamais de se défilé. Sa manière d'être était toujours extraordinairement professionnelle. Avec nous, évidemment, Ingrid Bergman était quelqu'un de remarquable : généreuse, de grande classe et très douée.

Un critique français a écrit non sans perspicacité : « Avec *Sonate d'automne*, Bergman fait du Bergman. »

C'est bien dit mais c'est fâcheux. Pour moi, donc.

Je trouve qu'il est assez exact que Bergman ait fait du Bergman.

Si j'avais eu la force de réaliser ce que j'avais au fond l'intention de faire, il n'en aurait pas été ainsi.

J'aime et j'admire Tarkovski et je trouve qu'il est un des très grands. Mon admiration pour Fellini est sans borne. Mais je trouve que Tarkovski commençait à faire du Tarkovski et que, ces derniers temps, Fellini a fait du Fellini. Kurosawa n'a jamais fait du Kurosawa.

Je n'ai jamais apprécié Bunuel. Il a découvert très tôt qu'on pouvait fabriquer des estuques qui étaient élevées au degré de génie spécial, particulier à Bunuel, et ensuite il a repris et varié ses estuques. Ça a toujours marché. Bunuel a toujours été du genre.

Le moment est donc venu de se regarder dans la glace et de poser cette question : Où en sommes-nous ? Bergman a-t-il commencé à faire du Bergman ?

Je trouve que *Sonate d'automne* est un exemple.

Ce que je n'arriverai jamais à savoir c'est : comment se fait-il que ce soit justement *Sonate d'automne* ? Si on porte longuement en soi une histoire ou un nombre de sujets comme ce fut mon cas avec *Persona* ou *Cris* et *Chuchotements*, on peut voir comment le film a évolué et comment il est devenu ce qu'il est. Mais pourquoi *Sonate d'automne* a-t-il jailli soudain et pourquoi le film est-il comme il est, c'est comme un rêve... et peut-être est-ce ça son défaut : il aurait dû rester un rêve. Pas un film de rêve, mais le rêve d'un film : deux personnages. Le milieu et tout le reste auraient été mis de côté. Trois actes sous trois éclairages : un éclairage de soi, un éclairage de nuit et une lumière du matin. Pas de coulisses encombrantes, deux visages et trois sortes d'éclairages. Sans doute est-ce ainsi que je me suis représenté *Sonate d'automne*.

Il y a quelque chose d'énigmatique dans cette affirmation que la fille accouche de sa mère. Il y a là un sentiment que je n'ai pas eu la force de mener à son terme. En surface, le film achevé ressemble à son ébauche, mais ce n'est pas du tout ainsi.

Je force et soit le forêt se casse, soit je n'ose pas creuser assez profondément. Soit parce que je n'ai pas la force, soit parce que je ne comprends pas qu'il faut que j'aille plus profond. Alors, je remonte mon forêt et je ne franchis pas la limite supplémentaire vertigineuse. Je remonte le forêt et je me déclare satisfait. C'est un symptôme infaillible d'épuisement créatif et dangereux en plus puisqu'il ne fait pas mal.

(1) Le personnage s'appellera Eva dans le film, Helena devant le nom de sa sœur infirme.

(2) Ingmar Bergman, Ingrid Bergman et l'écrivain dramaturge Hjalmar Bergman n'ont aucun lien de parenté.

(3) L'île où vit et travaille Bergman, et qu'il a souvent filmée.

URBANISME

DIX ANS APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE, NAPLES CONTINUE DE PANSER SES PLAIES

Mélodies en sous-sol



Ce que les hommes ne disent pas, les rues et le paysage le racontent avec une touchante simplicité.

L'Institut français de Naples poursuit une tradition d'échanges franco-napolitains passablement riches dans les domaines de l'architecture et de l'urbanisme. Ce n'est peut-être pas sans lien avec le spectre de Pompéi et d'Herculanum, foyers d'interrogations archéologiques qui ont largement contribué au développement d'un savoir jadis nouveau, aujourd'hui digéré, sur la naissance et l'évolution des villes.

NAPLES
de notre envoyé spécial

NAPLES a conservé les marques du temps. La cité se traîne au cordeau. Il faut les chercher dans les sous-sols, ou bien dans la réutilisation de structures qui furent autrefois prestigieuses — temples ou théâtres — ou encore dans les traces de rues qui n'ont rien de baroque, prenant les formes de frons au lieu de les contourner en volutes.

Naples, au bout d'un siècle que le Meul considère comme sauvage, n'a cessé, depuis, de fasciner un petit univers de chercheurs et d'esthètes français auxquels ont souvent répondu les historiens napolitains, dont certains ont été parmi les premiers spécialistes de la ville française. Ainsi Sergio Villari, professeur à l'université de Naples, l'un des meilleurs maîtres de la nouvelle architecture. Il vient de publier, en Italie, sur la ville architecturale française au tournant du dix-neuvième siècle, un ouvrage précis et passionnant : *Le génie de la ville* (Officina Edizioni). Mais d'étonner à ce que en retour, l'Institut français s'applique à envoyer la balle en organisant régulièrement des rencontres entre les chercheurs de la ville et de l'architecture, des séminaires (récentement, sur la réhabilitation des centres historiques) ou encore des expositions.

LA « LOI » DE LA CAMORRA

La dernière en date présentait les transformations de Paris de la dernière décennie dans une aimable chapelle désaffectée, le tout sponsorisé par Ansaldo, firme qui, pour construire ce serpent de mer qu'est le métro de la ville, connaît le prix du béton et l'art de le couler. Des conférences, des expositions, des échanges ont été organisés qui ont l'occasion d'être au-delà des frontières touristiques ou techniques d'usage.

Car, aujourd'hui, les inquiétudes napolitaines de l'Institut français — qui n'est en cela qu'un efficace révélateur — sont moins archéologiques que contemporaines, pragmatiques, même lorsqu'il s'agit du passé. Le vieux Naples étouffe, le grand Naples est ravagé. Le Tout-Naples s'inquiète de la tiers-mondisation de la ville des Bourbons. Encore n'est-ce là que les plus visibles et donc les plus mauvais des maux qui habitent aux mélodies en sous-sol.

Il faut le règlement ! Le règlement, faites respecter le règlement !, hurle un conseiller municipal de Naples, au cours d'un débat houleux, dans *Main basse sur la ville*, le film qui vaudra à Francesco Rosi le Lion d'or du Festival de Venise, en 1963. Comme les lois, partent dans le monde, les règlements sont faits pour être contournés. A Naples, et pas seulement dans le film de Rosi, ce n'est plus une mauvaise habitude, c'est un art. Au regard de ces balises de la société, chacun conduit ainsi sa vie comme par antiphrase. Lorsque notre conseiller municipal lance son rappel au règlement, c'est qu'en la circonstance le règlement montre sa seule utilité, qui est de permettre de vivre dans l'irrégularité.

Depuis le film de Rosi, Naples a connu le chaos en 1973, le tremblement de terre du 13 novembre 1980, dix ans plus tard, enfin, le Mondiale, le match Argentine-URSS. A lui seul, le séisme a « rapporté » quelque 10 000 milliards de lires (50 milliards de francs) dans au moins un quart, selon une estimation raisonnable (1), ont fini dans les poches des entrepreneurs camorristes. A dire vrai, il apparaît impossible de mesurer l'ampleur des détournements, comme il est difficile de prêter foi aux chiffres officiels concernant les réalisations

effectives, qu'il s'agisse de restaurations ou de constructions neuves. Mais ce que les hommes ne disent pas, les rues et le paysage le racontent avec une touchante simplicité, à savoir que l'argent de l'Etat italien n'a fait qu'institutionnaliser très au-delà des limites de l'absurde les liens entre politiciens, entrepreneurs et camorristes.

Mais qu'est-ce que la Camorra, cette version péninsulaire de la Mafia sicilienne ? Un universitaire nous dira que c'est des enseignants ou des intellectuels n'ont pas à en subir directement la « loi ». Giovanni Laino, urbaniste qui a créé une sorte d'observatoire des besoins sociaux dans le Quartier espagnol, considère que l'un des plus malades de Naples, c'est son image dégradée de la société, à la fois la plus rassurante, et plus inquiétante. Selon lui, il faut en effet séparer ce qui relève véritablement de la Camorra et ce qui résulte de la délinquance ordinaire.

Mythe ou organisation ? Elle est au moins structurée en ce qu'elle rassemble les individus personnels de politiciens ou d'administrateurs corrompus, d'entrepreneurs véreux, les grands truands et les trafiquants de drogue, qui forment ensemble des milliards de lires. Difficile de s'en imaginer, certains le suggèrent, qu'il s'agit d'individus sans centre. Mais peut-être est-elle le reflet, déguisé, de la puissance croissante et d'argent poisseux, de

la petite délinquance qui, à l'autre bout de l'échelle sociale, donne au vie étrange aux quartiers pauvres de la ville : voleurs de sacs à l'arraché (*scippo*), petits revendeurs de drogue, évènements produits d'une cité qui a tout pour être à peu près prospère, mais où le taux de mortalité infantile est quatre fois plus élevé que la moyenne nationale. Naples, cet angle, appartient au tiers-monde. Entre le haut et le bas de l'échelle, la gamme des honnêtetés, partout ailleurs, mais avec ce phénomène aggravant qu'il est, en pratique, impossible de survivre sans passer par les combines qui régissent le quotidien.

Les échafaudages dans les vieux quartiers sont encore nombreux dix ans après le séisme. C'est de moins ce qu'on croit voir, mais un architecte, habitué à travailler dans la relativité napolitaine, estimera au contraire que leur nombre a singulièrement diminué. Un autre interlocuteur — un connaisseur des pratiques locales — nous signale que les échafaudages sont loués par des entrepreneurs, qui ont donc tout intérêt à ce qu'ils restent en place aussi longtemps que possible. Une version soft, de ces anciens quartiers, du film de Rosi ?

La spéculation immobilière, de fait, a eu pour effet miraculeusement d'épargner la Naples historique, car n'avait pas la guerre. Le bombardement

du port par les Alliés a laissé la place au quartier style dominé par la tour agressive et naïve du Joy Hotel, qui apparaît au début de *Main basse sur la ville* pour désigner les méfaits du fourbe Nottola. Mais, passée cette frange de ciment triste, la ville ancienne est restée debout, délabrée certes, mais debout, faisant de Naples l'un des ensembles historiques les plus riches d'Europe pratiquement épargnée par les saignées du dix-neuvième siècle. On comprend la passion, l'enthousiasme, l'ivresse, d'un Dominique Fernandez (2) ou d'un Jean-Noël Schifano (3), l'attrait pour cette métropole baroque où ils savent aussi bien lire l'or de la nuit que celui des palais, et transformer en le plomb qui écrase la ville. C'est une telle trajectoire littéraire qui traverse la vie culturelle du Biskra de Gide ou du *Genet*.

Le mystère qui plane autour de cette ville, présente une forme d'initiation, certainement magnifique. Un mystère qui ravit les pensionnaires de l'Institut français, photographes, artistes, écrivains, qui n'est d'ailleurs pas seulement fantasmé, comme l'est la chapelle San-Severo, vertigineux sanctuaire où trouble le chef-d'œuvre du sculpteur Sanmartino, le *Christ voilé*, dont non loin de deux impressionnants modèles anatomiques, eux-mêmes entourés de légendes. Mais la ville n'a que des vertus, comme elle l'indique le rareté ou la « spécificité » des guides parus à Naples.

LE SENTIMENT DE L'ÉPHÉMÈRE

Malgré une vie universitaire intense et relative abondance de productions théoriques, l'urbanisme et l'architecture de ce qu'ils ont d'opérationnel, la géographie de l'étendue de la ville, la réalité des ruptures, l'organisation spatiale, l'émergence des points forts, continuent, dans l'essentiel de la littérature accessible (française en particulier), de céder à une certaine pittoresque, à la cavalcade artistique, au plaisir de l'instant — légitimé par ce qui serait une inévitable décadence de Naples. Le sentiment de l'éphémère serait donc paradoxalement garanti, à la fois par la pérennité manifeste de la cité et par la présence du Vésuve ou des tremblements de terre.

L'Institut français, son directeur actuel, Alain Doucin, sait que un guide précieux de la réalité. Car Naples, aujourd'hui, c'est aussi le Centre directionnel. 110 hectares à quatre pas de la ville ancienne, qui se promet de rester de la Défense, son modèle, dans les défauts et grand-chose des qualités. Il fait une curieuse impression, ce centre qui est le « pôle d'attraction pour toutes les activités commerciales et administratives de Naples et de la région ». Il reste très largement inoccupé, mais son inévitable dalle et ses infrastructures ont poussé à une vitesse exemplaire et inverse de celle qui régit la progression du métro.

Car il faut aussi en rapport la croissance de ce Centre directionnel et l'extravagante incapacité de la municipalité à faire fonctionner les transports urbains, pourtant vitaux, selon une logique et un rythme qui sont de la spéculation et de telle ou telle Camorra. Il faut comparer le luxe qui entoure cette réalisation et le travail de fourmi auquel se livre le commissariat à la reconstruction, depuis le tremblement de terre, dans le quartier ancien comme dans les banlieues de la ville. Pour ce qui est de la qualité architecturale urbaine, on sera, si l'on peut dire, édifié. Pour le reste, il faut bien reconnaître que la façon dont les « pauvres » se débrouillent n'est souvent différente de la façon des « riches » que par des proportions.

FREDERIC EDELMANN

(1) Florence Antomarchi et Marc Saint Upéry, « Naples en contreplongée », *L'Autre Journal*, n° 3, juillet-août 1990.

(2) Dominique Fernandez et Jean-Noël Schifano, *La ville sous la ville : promenades dans Naples*, Plon (1983).

(3) Schifano, *Naples, « Petite planète »*, Le Monde (1981); *Naples*, coll. « L'Europe des villes rêvées », (1988).

Maison des Arts
du 24 au 29 mars

WILLIAM SHAKESPEARE
LA NUIT DES ROIS
TRADUCTION ET ADAPTATION
BERNARD NOËL
MISE EN SCÈNE
CHARLES TORDJMAN

LOCAUX 49 888
FNAC - Virgin Megastore

Centre Georges Pompidou
22, 23, 24, 25 janvier 20 h 30, 26 janvier 16 h 00

GLAD
GRASSMARKET PROJECT
avec les sans-abri d'Edimbourg
Grande Salle - 1^{er} sous-sol - Réservation 42 74 42 19

Cités-Cinés, Grande Halle-la Villette
présente jusqu'au 2 février
une exposition
sur la BD en dimensions
Métro Fort de la Pantin

DERNIERS JOURS
Opéra Bulles
40 03 39 03

Europe 2, Culture 2, Antenne 2, la Villette

CINEMA

Tous les films nouveaux

L'Amant

avec Jean-Jacques Beucler, Tony Leung, Meisner, Arnaud, Poupaud.
Franco-britannique (1 h 31).
Lire article page 31.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Bretagne, 2- (42-22-87-97) ; Pathé Haute-fauteuil, 3- (48-33-78-38) ; U. G. C. Dan-tur, 4- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concord, 5- (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 6- (47-20-78-23) ; Max Linder Panorama, 7- (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon, 8- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 9- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 10- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 11- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 12- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 13- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 14- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 15- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 16- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 17- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 18- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 19- (43-43-04-67) ; U. G. C. Montparnasse, 20- (43-43-04-67).

Comme les oiseaux

avec Dominique Lelercq, Patrick Dupond, Cyril Atanasso, Jean Chaviré, Jiri Kylian, Jean-Louis.
Français (1 h 31).

Spécialiste de la danse, Dominique Delouche a réuni un prestigieux plateau pour évoquer ce document la trajectoire d'une étoile, Monique Lou-dière, une étoile.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

La Côte d'Adam

avec Inna, Elena Bogdanova, Svetlana Rikova, Maïcha Goloubkina, Krasnov.
Français (1 h 18).

La grand-mère autoritaire et grabataire, la survie entre les sacrifices quotidiens des deux filles, conformisme et l'autre rebelle : trois générations de femmes dans le huis clos d'un appartement.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

Double Vue

de Mark Pepin.
avec Fanny Ardant, San Keyworth, James Fox, Paul McGann, Clive Holman, Robert Stephens.
Français (1 h 31).

Cette étrange histoire qui se passe un jour adique et un enfant qui craint de devenir aveugle alimente une effrayante et fantastique parodie.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; George V, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Normandie, 4- (45-08-57-57) ; Sept Parapentes, 5- (43-20-32-20).

VF : Rex, 2- (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, 3- (42-36-83-83) ; U. G. C. Lyon Bastille, 4- (42-36-83-83) ; U. G. C. Gobellins, 5- (42-36-83-83) ; Gaumont Parapentes, 6- (43-35-30-40) ; Mistral, 7- (45-08-57-57) ; Pathé Clichy, 8- (45-08-57-57) ; La Gamba, 9- (45-08-57-57) ; La Gamba, 10- (45-08-57-57) ; La Gamba, 11- (45-08-57-57) ; La Gamba, 12- (45-08-57-57) ; La Gamba, 13- (45-08-57-57) ; La Gamba, 14- (45-08-57-57) ; La Gamba, 15- (45-08-57-57) ; La Gamba, 16- (45-08-57-57) ; La Gamba, 17- (45-08-57-57) ; La Gamba, 18- (45-08-57-57) ; La Gamba, 19- (45-08-57-57) ; La Gamba, 20- (45-08-57-57).

L'homme qui a perdu son ombre

de Tanner.
avec Rabal, Gaud.
Espagnol-suisse-français (1 h 42).

Dans le décor du bout du monde d'un café au bord d'une plage andalouse, l'homme qui a perdu son ombre cherche la solitude d'un jeune homme qui a besoin de lui, une jeune femme observée par un vieil ami bougon et philosophe.

Latina, 4- (42-78-47-88) ; Les Trois Balcas, 5- (45-61-10-40) ; Passage du Nord-Ouest, 6- (47-70-81-47) ; Gaumont Parapentes, 7- (43-35-30-40).

Le Passager

de Abbas Kiarostami.
avec Masoud Zandi, Hassan Darabi.
Iranien, noir et blanc (1 h 12).

Le grand cinéaste iranien raconte dans son premier film l'odyssée d'un gamin de province bravant toutes les difficultés pour venir assister à un match de foot, avec toute la justesse qu'on lui connaît depuis *Où est la maison de mon ami ?* et le sens du cinéma révélé par *Closely Up*.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

Rambling Rose

de Mark Crutland.
avec Robert Duvall, Uwe Lade, John Heard, Kevin Connolly.
Américain (1 h 52).

Une histoire d'émotion, de la jeunesse et de l'adulte, de la vie et de la mort, d'une maison bourgeoise et d'une maison de deux.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

Year of the Gun

avec Robert Duvall, Valeria Golikova, John Pankow.
Américain (1 h 31).

Une histoire d'émotion, de la jeunesse et de l'adulte, de la vie et de la mort, d'une maison bourgeoise et d'une maison de deux.



Monica Vitti et Roberto Ferretti dans *L'Avventura* de Michelangelo Antonioni.

Américain (1 h 51).

L'enquête d'un jeune journaliste américain installé à Rome sur les Brigades rouges se transforme en suspense policier aux multiples et violents rebondissements.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 2- (43-25-59-93) ; George V, 3- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 4- (45-62-41-48) ; Gaumont Aléa, 5- (45-62-41-48) ; Sept Parapentes, 6- (43-20-32-20).

VF : Pathé Française, 7- (47-70-81-47) ; Mistral, 8- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Montparnasse, 10- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 11- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 12- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 13- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 14- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 15- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 16- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 17- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 18- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 19- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 20- (43-35-30-40).

Sélection Paris

L'annonce faite à Marie

d'Alain Cuny.
avec Roberto Benavente, Christelle Chabot, Alain Cuny, Ulfar Jonsson, Jean-Louis.
Franco-canadien (1 h 31).

Alain Cuny invente, dans un dévouement spirituel, une superbe et émouvante transposition du *Don Quichotte*.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

Août

d'Henri Heide.
avec Robert Duvall, Dominique Frenay, Jean-Louis, Jean-Louis, Jean-Louis.
Français (1 h 30).

Dans un univers fantastique à force de réalisme contemporain, la belle Anouk Grimsberg tente d'échapper aux cases et codes d'une journée et une nuit de rêve et de cauchemar qui lui font croquer le chemin de personnes étranges et quotidiennes.

18 Juillet Parapentes, 1- (43-20-32-20).

Bar des rails

de Cécile Kahn.
avec Fabienne Babe, Marc Vidal, Brigitte Bako, Nicole.
Français (1 h 47).

La traque attentive et compassonnée des premiers pas amoureux d'un adolescent attiré par une voisine plus âgée fait un premier film à fleur de nerf, qui mise tout sur l'hyper-sensibilité de la caméra, et gage.

Pathé Marignan, 1- (48-33-78-38).

Le Ciel de Paris

de Michel Bess.
avec Sandrine Bonnaire, Marc Fournier, Paul Gail, Evelyn Duvall, Tanya Laport, Armand Dolomieu.
Français (1 h 25).

Sur le canevas d'un triangle amoureux, Michel Bess a inventé à la fois de nouvelles, justes et touchantes relations entre une jeune femme et deux garçons, et une façon personnelle, dynamique et sensible de les filmer. Comme, de plus, ses interprètes sont formidables, cela fait une belle réussite de ce début d'année.

Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-25-10-30) ; 14 Juillet Odéon, 4- (43-25-59-93) ; Gaumont Ambassade, 5- (43-35-30-40) ; La Bastille, 6- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 7- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 8- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 9- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 10- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 11- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 12- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 13- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 15- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 16- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 17- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 18- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 19- (43-35-30-40) ; Gaumont Parapentes, 20- (43-35-30-40).

La Dernière Saison

de Pierre Bocca.
avec Jean Duvy, Laurent Feroz, Marie Dubois, Lorain Russell, Fred Persano.
Français (1 h 31).

Une histoire d'émotion, de la jeunesse et de l'adulte, de la vie et de la mort, d'une maison bourgeoise et d'une maison de deux.

Le Petit Homme

de Jodie Foster.
avec Jodie Foster, Dianne Wiest, Adam Hann-Bryd, Harry Connick Jr., David Pierce, Gina Doherty.
Américain (1 h 38).

Pour son premier film, l'actrice Jodie Foster trouve la juste mesure en racontant l'histoire d'un enfant surdoué que deux femmes se disputent.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-30) ; UGC Danton, 3- (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 4- (43-59-04-67) ; Feuverte, 5- (47-47-55-55) ; U. G. C. Biarritz, 6- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 7- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 8- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 9- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 10- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 11- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 12- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 13- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 14- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 15- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 16- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 17- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 18- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 19- (45-62-41-48) ; U. G. C. Biarritz, 20- (45-62-41-48).

VF : Pathé Française, 7- (47-70-81-47) ; Mistral, 8- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Montparnasse, 10- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 11- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 12- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 13- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 14- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 15- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 16- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 17- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 18- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 19- (43-35-30-40) ; U. G. C. Montparnasse, 20- (43-35-30-40).

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Odéon, 20- (42-25-10-30).

Paris s'éveille

d'Olivier Assayas.
avec Judith Godrèche, Jean-Louis, Thomas Langmann, Jean-Louis.
Français (1 h 31).

Entre le père inconstant (Jean-Pierre Lualaba) et le fils (Jean-Pierre Lualaba), le fils fugué et la petite amie de son père qui deviendra celle de celui-ci, Assayas organise un intrigant et émouvant trafic de sentiments, d'émotion et de faibles inévitables.

18 Juillet Parapentes, 1- (43-20-32-20).

Le Pas suspendu de la cigogne

d'Angelopoulos.
avec Maroulis Mastroianni, Jeanne Balino, Gregory.
Franco-grec-italo-suisse (1 h 31).

Sur les traces d'un homme politique disparu, un journaliste découvre la façon dont, dans le monde des affaires, chacun s'en arrange. Mieux le langage cinématographique, Angelopoulos en fait plus fascinant et le plus passionnant des poèmes visuels.

VO : Relat Lapon II, handicapés, 1- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 2- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 3- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 4- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 5- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 6- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 7- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 9- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 10- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 11- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 12- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 13- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 14- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 15- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 16- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 17- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 18- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 19- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 20- (43-54-42-34).

VF : Relat Lapon II, handicapés, 1- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 2- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 3- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 4- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 5- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 6- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 7- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 9- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 10- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 11- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 12- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 13- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 14- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 15- (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 16- (43-5

DE LA SEMAINE

Box-office Paris

Ça remonte ! Une première quinzaine morose, la troisième de janvier enregistre un bénéfice de quelque 100 000 sur celle de 1991. Avec ses nouveautés, cette semaine est évidemment réparatrice, et aucun titre ne remporte de triomphe spectaculaire. Les records, il faudra attendre la semaine suivante, l'arrivée en force de *Amant*.

Malgré les 85 000 spectateurs que l'on a vu pour un vrai succès, et si *Billy Bathgate* aurait pu prétendre à plus de 100 000 sur vingt-neuf écrans, les 82 000 de *Petit Homme* dans vingt cinémas sont bien réjouissants, comme les 81 000 de *My Own Private Idaho* avec seulement sept salles. Et même le *Ciel de Paris* ne s'en tire pas trop mal, à près de 12 000 entrées dans six salles.

Après *Amant*, Mayrig, la seconde partie de la biographie d'Henri Verneuil s'installe comme elle peut dans les salles. Avec 38 000 entrées, on en attendait moins de l'ouverture du film de la semaine qui reste à ras de bord avec 24 000 entrées dans vingt-quatre salles.

Rien de remarquable parmi les films des semaines précédentes. Mais un bon succès pour les 100 000 de *Les Indes* de la semaine dernière, et *Tous les matins du monde* poursuit sa belle carrière en approchant les 100 000 en cinquante salles. Le film d'Alain Corneau devrait maintenant avoir un problème jusqu'au début mars, où les Césars ne manqueront pas de lui donner un coup de pouce.

Un tramway nommé Désir

d'Elia Kazan, avec Vivien Leigh, Marlon Brando, Kim Hunter, Karl Malden, Ruby Bond, Nick Donato. Américain, 1952, noir et blanc, copié neuve (2 h 02).

Désir, violence et frustration. Les romans de Tennessee Williams, tous les films de Marlon Brando, qui n'a peut-être jamais été aussi bon, les délires de Vivien Leigh, inoubliable Blanche Dubois.

VO : Action Ecologie, 8-43-28-72-07.

Zabriel Point

de Michelangelo Antonioni, avec Mark Frechette, Daria Halprin, Rod Taylor. Américain, 1970 (1 h 02).

Dix ans après *Adieu à l'été*, Antonioni allait explorer sous un autre soleil, celui du désert américain, les méandres d'une autre existence, celle des couples de la révolution sexuelle des années 60.

VO : Action Ecologie, 8-43-28-72-07.

Festivals

Le Festival de Cannes

Quel lieu plus approprié que Vaux-en-Velin, haut lieu du cinéma, pour accueillir le premier Festival Cinéma de Banlieue ? Pas de cinéma, mais un espace constitué d'une quinzaine de films consacrés aux quartiers inflammables des grandes cités du monde. Et l'occasion de voir comment le cinéma est capable de rendre compte de ce phénomène planétaire.

L'occasion, aussi, de voir des bons films, au fil de ce voyage en Italie (*Mamma Roma* de Fellini), en Inde (*Satnam* de Mira Nair), au Mexique (*Los Olvidados* de Bunuel), en Angleterre (*Sammy et Rosie s'envolent en l'air* de Fairs, *Life Is Sweet* de Mike Leigh), en Tunisie (*Halifoutine* de Bouchedir), en Egypte (*Le Caire 90* de Chahine), en Afrique (*Le Village* de Yaneou), à Moscou (*Taxi Blues* de Lounguine), à New York (*Do the Right Thing* de Spike Lee) et Los Angeles (*Boyz n the Hood* de Singleton). Mais aussi visiter les banlieues françaises à la fin de la semaine, avec *Le Village de Godard* et d'aujourd'hui (*De bruit et de fureur* de Brisseau, *The au harem d'Archimède* de Mehdi Charef, *Laisse béton* de Le Peron).

Le festival présente également des documentaires, et, en compétition, des longs et courts-métrages de jeunes cinéastes.

Du 23 au 31 janvier à Vaux-en-Velin (69). Tél. : 72-04-48-99.

Les Anglais tiennent bon

Existe-t-il un cinéma britannique ? De nos jours sans lendemain, les réussites-passages pour Hollywood, la question n'en finit pas d'être posée. En tout cas, il existe des films anglais, dont ce panorama propose une sélection. Rattrapage obligatoire pour qui les aurait manqués à leur sortie : *My Beautiful Laundrette* et *Frick Up* de Stephen Frears, et le bouleversant *Distant Voices* de Terence Davies.

A partir du 22 janvier au Publicis Germain (84). Tél. : 42-22-70-80.

A l'est de l'est

L'immense panorama des cinématographies des pays de l'Est à l'Est Side Story passe l'Oural pour un rapide survol des films des Républiques asiatiques, turkènes et ouzbeks. L'idée est la plus judicieuse qu'en ce moment, face à la gabegie qui règne dans l'Europe ex-soviétique, c'est de ces régions que nous arrive les films les plus prometteurs.

Du 22 janvier au 4 février à l'Entrepoint (144). Tél. : 45-40-78-38.

Toute la gamme

Tous les genres ont droit de cité à Manosque pour le festival « Musique, musiciens ». Le blues *Mississippi Blues* de Taverner et Parisien, le classique, notamment avec *Fantasia*, chorégraphié avec *Trois Danes* chorégraphes *Brahms*, l'opéra, avec *La Traviata* de Szebo, Quincy Jones (qui est un genre en soi) avec *Listen Up*, le jazz avec *Wayne* et *Chaser* de Monk, *Bird* de Charlie Parker ou *Check the Changes* de Marc Hureaux sur les nouvelles tendances - et même le jazz soviétique et brésilien d'il était une fois *Simone*, le techno-pop de *Depeche Mode 101*, le pop tout court de *Monterey* et le rock and roll d'anthologie de *Jerry Lee Lewis* (un triple signé Penelope, grand spécialiste en musique de film), sous d'Afrique, de Papa Wemba le Zolaire aux *Batistes* d'opéra filmés par Rouch en passant par les musiques traditionnelles du Zimbabwe.

Jusqu'au 28 janvier à Manosque (04). Tél. : 92-70-34-18.

Portugal normand

A l'écart des feux du star-system et du box-office, il se passe quelque chose dans le cinéma portugais. Sous l'égide du vieil Manoel de Oliveira, et en plus de la merveilleuse réédition que fut l'an dernier *Souvenirs de la maison* de João César Monteiro, dont les journaux de cinéma portugais de Rouen présentent les trois films (*Moi l'autre*, un adieu portugais et *Temps difficiles*), en même temps qu'un *Portugal* de premiers films lusitaniens.

Du 24 au 28 janvier au cinéma Ariel. Mont-Saint-Aignan. Rouen (76). Tél. : 38-98-81-34.

Séances spéciales

Panorama du Panorama

A l'Écuriel Panorama se déroule régulièrement un panorama du court-métrage. Cette manifestation organise cette fois un « panorama du Panorama », en présentant les sept meilleurs films montrés lors de ses précédentes éditions, dont un essai de Michel Béas, le cinéaste du *Ciel de Paris*.

Le 23 janvier à 23 heures à l'Écuriel (134). Tél. : 43-31-01-07.

Coup triple pour Lemmy Caution

Le cinéaste cinéphile L'Hydre de l'Est présente un hommage à Lemmy Caution, alias Eddie Bracken. Trois nuits avec whisky, cigarettes et petites pépées, en compagnie de *La Môme Verte-gris*, *Les Femmes s'amusent* et *Je suis un sentimental*.

Le 25 janvier à partir de minuit au Relais Médias (54). Tél. : 43-54-42-34.

Femmes de Tokyo

Le cinéaste japonais Simone de Beauvoir présente un film par mois, à 12 heures, 20 heures, films réalisés par les femmes. Jolie inauguration du programme avec *Kung-Fu Master* d'Agnes Vana et *Les Eighties* de Chantal Akerman.

Le 24 janvier au palais de Tokyo (184). Tél. : 47-22-22-22.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

THEATRE

Spectacles nouveaux

A la merci de la vie

de Kunt Hergau, mise en scène de Jacques Bollen, avec Faudou Bo, Stéphane Boyenval, Sophie Druz, Jean-Claude Duret, Marc Emotta, Florence Giopert, Alain McKay, Alexis Nitzer et André Rousselet.

Un antiquaire, un amant en fuite, un milliardaire toujours plus riche, une jeune fille qui veut découvrir le monde, un lieutenant ivrogne : la dernière soirée norvégienne d'une bande de jeunes gais avant un départ en Argentine, promesse d'une formidable épopée.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. A partir du 22 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-89-82-22. 70 F et 100 F.

Mademoiselle Rose ou le Langage des fleurs

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Michel Cere, avec Michèle Oppenot, Paule Annan, André Caillier, Catherine Vinotier, Geoffrey Gervier, Bernard Charbonnet, Catherine Dufin, Louisa Chérel, Valérie Beaupier, Sylvie Pascaud, Nathalie Villeneuve, Martine Lippin, Christine Guenon et Gérard Faveau.

A l'heure d'un salon, un langage représentatif de la population, comme disent les sondages, où chacun, à sa façon, après sa vie, sa mort ou le cynisme de Lorca.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. 82000 Châtillon. A partir du 23 janvier. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 48-87-22-11. Dure : 1 h 45. De 80 F à 90 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare, mise en scène de Charles Tordjman, avec Cécile Barthe, Christine Brucher, Jacques Brucher, Philippe Fretin, Jean-Claude Leguay, Bernard Levy, Catherine Maignan, Daniel Martin, Yves Nadot, François Rodière, Laurent Vacher et Serge Vallet.

Toutes les nuits, l'amour servit par une nuit de rois. Une nuit prometteuse.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 24 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, la dimanche à 15 h 30 (le 25 mars). Tél. : 48-89-11-11. 90 F à 110 F.

Pleins Feux

de Didier Kamela, d'après Mary Orr, mise en scène d'Eric Claryman, avec Line Renaud, Patrick Raynal, Nicole Jemel, Pierre Magnan, Sheila O'Connor et en musique de Jean-François Lemaire.

Changement de lieu pour Line Renaud, le spectacle sacré, l'opéra de son bon.

Antoine - Simone-Barrier, 14, bd de Strasbourg, 10. A partir du 24 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 45. Soirée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 h 30.



« La Place Royale », mise en scène de Brigitte Jacques, au Théâtre de la Commune.

18 heures. Tél. : 42-33-33. Dure : 20 F à 280 F.

Vasea Gelezova

de Madona Gori, mise en scène d'Anna-Maria Lazzari, avec Théophile, Jacques Boudoux, Claire Lesna, Frédérique Lazzari, Bernard Madetere et Geneviève Yvelin.

La nuit est une belle propriétaire, la fille une révolutionnaire. L'histoire d'une famille russe qui se déchire entre les deux révolutions.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. A partir du 22 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-89-82-22. 70 F et 100 F.

Vite !

de Bruno Garcia, Jean-François Hain et Alexandre Pail, mise en scène de Jacques Descombes, avec Patrick Timsit.

C'est un one-man-show, c'est le retour de Patrick Timsit.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. A partir du 22 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-89-82-22. 70 F et 100 F.

Le Voyage en Italie, le Bout de la nuit, le Champ de bataille

de Philippe Caubère, mise en scène de Philippe Caubère.

Autre, celui de Philippe Caubère, une trilogie drôle et toujours autobiographique.

Renaissance, 20, bd de la Chapelle, 10. A partir du 24 janvier. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. Dure : 2 h 15. De 50 F à 240 F.

Paris

Archaeo

Dans le joyeux décor d'une cheville rock et automobile, *Archaeo* est une série de spectacles prodigieux, face à des Britanniques qui savent. Exemple :

Sous chapiteau, 97, qui le le gare, 13. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et samedi à 15 h 30. Tél. : 40-02-61-18. 100 F à 120 F.

Britannicus

de Jean Racine.

de la Colline, 15, rue Malte-Brun. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F à 220 F.

Electre

de Sophocle, mise en scène de Deborah Warner, avec Fiona Shaw, Annette Badland, Gordon Cass, Susan Colver, Sheila Gish, Piers Ibbotson, Ursula Jones, Lesley Laid, Kate Littlewood, Philip Locke, Anna Lynch, Gabriella Lloyd, Jens Montgomery et Margery Withers.

La Royal Shakespeare Company dirigée de main de maître par le meilleur metteur en scène anglais, une jeune femme, qui met le feu à la plus belle tragédie de Sophocle.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Dernière représentation le 25 janvier.

Je veux faire du cinéma

de Neil Simon, mise en scène de Michel Blanc, avec Michel Blanc, Judith Béchard et Zita Laroque.

Un homme vit à Hollywood et se fait maître, une fille veut être actrice. Du Neil Simon revu par Michel Blanc ne peut être indifférent.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-02-07. Dure : 1 h 30. De 50 F à 240 F.

John & Mary

de Paddy Raftery, mise en scène de l'auteur, avec Bernard Bilet, Ahmed Belbachir, Nicole Dogue, Eric Dore, Dominique Frost, Fabienne Luchetti, Hugues Quastar, Dominique Raymond, Jeanne de Rosales, Nermi Kevich et Nirm Kevich.

Après une nuit de cauchemars, les deux doivent se séparer. C'est l'histoire d'un couple qui se sépare.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. Dure : 2 h 20. De 85 F à 125 F.

Ma chère biche

d'après Honoré de Balzac, mise en scène de Christian Pathieu, avec Christine Vautier et Ariane Pazzoulet.

Apprentissage de la vie, recherche du bonheur, un aspect méconnu de Balzac.

Tourneval, 20, rue Quincampoix, 4. Du mardi au samedi à 18 heures. Tél. : 48-89-82-22. Dure : 1 h 15. De 70 F à 120 F.

Mademoiselle Elise

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Benjamin Laroque, avec Victor Hugo, mise en scène de John Caird et Trevor Hunt, avec Robert Marlen, Rocco, Louise, Marie-Françoise, Jérôme, Marie-Françoise, Jérôme, Marie-Françoise, Jérôme.

Une jeune fille de bonne famille, mais ruinée, doit se débrouiller avec un vieux radicaux. La perversité de Schnitzler.

Athènes-Louis, 4, square de l'Opéra-Louis-Jour, 9. Les mardi et mercredi à 18 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-07-27. Dure : 1 h 45. De 85 F à 130 F.

Les Misérables

d'Alain Bouill et Claude Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de John Caird et Trevor Hunt, avec Robert Marlen, Rocco, Louise, Marie-Françoise, Jérôme, Marie-Françoise, Jérôme.

A Paris comme partout dans le monde, ces Misérables sont bien parties. Et ils le méritent.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. Dure : 3 h 30. De 100 F à 350 F.

Opéra équestre

de Barthes, mise en scène de l'auteur.

Après avoir inventé un pays, un langage, Barthes invente les lois d'un tournoi équestre géométrique et équestre, traversé par la musique de Jean-Pierre Drouot.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 49-04-38-48. Dure : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Passagères

de Louis Mouchet, mise en scène de Louis Mouchet, avec Yvelin, Christine, Michèle Simonnet et Philippe Delplanche.

Deux femmes soviétiques, le bord d'un

29 Janvier / 23 Février

Christophe HUYSMAN

Le sang chaud de la terre

Mise en scène

Robert CANTARELLA et Philippe MINYANA

THÉÂTRE de la bastille

du 13 janv. au 2 fév. 19h30 dim 15h30 - relâche lundi

LOLA ET MOI ET TOI

Notre Simoni

avec Christophe Bernard, Eva Ionesco, Jérôme Kircho, Edith Scob

43 57 42 14

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

AULNAY

ESPACE JOURNAL PREVERT

134, rue Aulnay-François

LA VIE PARISIENNE

Mise en scène Alain Françon

ven 31 janvier 21h

dim 02 février 16h

3 FNAC 3615 THEA

LA SÉLECTION

brise-glace, dans les 30. L'une d'elle est interprétée par Valérie Kaprisky. L'autre, Tanya Lopert, a cédé sa place à Michèle Simonnet, fidèle disciple du metteur en scène.

Gaîté-Montparnasse, 111, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 17 h. Dimanche à 15 heures. Tél. : 47-22-11. De 120 F à 220 F.

Phédre

de Jean Racine, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Nilschou Anel, Marc Zermati, Denis Mammel, Cyril Haouzi, Olivier Warner, Karine Fallous, Agnès Proust et Dominique Maras. Racine. Pour une fois, Jean-Marie Villégier a laissé le baroque pour le classique.

Théâtre de l'Est parisien, 189, av. Gambetta, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 18 h. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 heures. 80 F et 130 F.

Plavodéon

de Michèle Guigon et Susy Firth, avec Susy Firth, Michèle Guigon et Gilles Petit. Michèle Guigon est un personnage poétique, qui raconte en scène un monde d'un accordéon, d'un violoncelle et d'un piano. Charmé assuré.

Cité internationale universitaire, 21, Jourd'au, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-89-38-88. Durée : 1 heure. De 40 F à 100 F.

La Place Royale

de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jaques, avec Philippe Demarle, Bastien Bastien, Pierre Lecoq et Eric Petitjean.

C'est l'histoire ambiguë d'un jeune homme qui offre à sa femme qu'il aime un ami. C'est par quoi connaît le Corneille baroque.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-87-87. De 10 F à 120 F.

Quincalleries

de Jacques Gamblin, mise en scène d'Yves Babin, avec Jacques Gamblin et Maurice Delle. Le temps qui passe, les absurdités de la vie, les gens qui se croient importants, les quincalleries-poètes des idées et des mots.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-25-36-36. Durée : 1 h 15. De 50 F à 110 F.

Le Souverain fou

d'Harold Pinter, mise en scène d'Yvan Gribbert, avec François Chartot, Anne Barlowitch, Damien Bourvet, Philippe Polet et Sophie Vigneux. Discours déliant porté par des comédiens inspirés. Drôle et lucide.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-31-11-48. 90 F et 125 F.

La Veuve

de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Paul Wernz, avec Jean-Yves Bortolotti, Patricia Dinev, Didier Lafaye, Thibault de Montalbert, Chantal Neuwirth, Denis Podalydès, Agnès Roux-Boutet, Frédérique Laval, Claire Ruppel, Pierre-Yves Bortolotti, Olivier Broche et Emmanuel Guatrau. L'une des rares veuves de Corneille. Chantal Neuwirth a su avec finesse en dégarer l'humour.

Athénée-Louis Jouve, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouve, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 21 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-82-82. De 10 F à 120 F.

Vie et Mort du roi Jean

de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Paul Wernz, avec Jean-Yves Bortolotti, Patricia Dinev, Didier Lafaye, Thibault de Montalbert, Chantal Neuwirth, Denis Podalydès, Agnès Roux-Boutet, Frédérique Laval, Claire Ruppel, Pierre-Yves Bortolotti, Olivier Broche et Emmanuel Guatrau. L'une des rares veuves de Corneille. Chantal Neuwirth a su avec finesse en dégarer l'humour.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-28-30. 80 F et 110 F.

Régions

Toulouse

Armada

de Didier Carot, mise en scène de Simone Amouyal, avec Maria Martin, Sandrine Dumas, Rodolfo de Souza, Bénédicte Rizoud, Julia Coconier et Maria Regare.

Les terreur, les violences les plus intimes de personnages que la vie a malmenés et que le rêve fait vivre.

Théâtre Sorano, 35, rue de la République, 31000 Toulouse. Le mardi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 61-25-66-87. De 85 F à 120 F.

Don Juan revient de guerre

d'Otton von Guericke, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Yann-Joël Collin, Cyril Botherel, Eric Louis, Gilbert Marcantognini, Isabelle Gizard, Catherine Fourty, Agnès Sourdillon, Flore Lefebvre des Noettes, Nadia Vonderheyden et Alexandra Schuma.

Théâtre Garonne, 1, av. du 23 août, 31000 Toulouse. Le mardi à 19 heures. Tél. : 61-42-33-88. 80 F.

Théâtre Garonne, 1, av. du 23 août, 31000 Toulouse. Le mardi à 19 heures. Tél. : 61-42-33-88. 80 F.

Marseille

Fragile forêt et le Vieil Hiver

de Roger Planchon, mise en scène de l'auteur, avec Eva Siemann, Béatrice Bonvolain, Colette Domptier, Maudie Goddet, Laurent Maras, Véronique Silver, Maurice Barrie, Marco Sison, Philippe Delagüe, Jean-Pol Dubois, Vincent Garanger, Gérard Guillaumat, Roger Planchon, Aurélien Recollet, Régis Royer et Jean-Paul Tribout.

La saga d'une guerre interminable, d'une guerre à l'origine, en dix-huitième siècle aujourd'hui.

La Crée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le mercredi à 19 heures, les jeudi et samedi à 20 h. Tél. : 91-84-70-54. 80 F et 120 F.

Dernière représentation le 25 janvier.

Grenoble

Passacaille

de Bruno Biondi, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Cousin, Geoffrey Cery. Trois histoires qui s'enchâssent comme les mouvements d'une sonate.

La Cargo-Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel, 38000 Grenoble. Le mercredi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30. Tél. : 76-25-06-48. 80 F et 110 F.

Dernière représentation le 23 janvier.

Amiens

La Rose tatouée

de Jean-Paul Wernz, mise en scène d'Yvan Gribbert, avec Jean-Paul Wernz, Emmanuel Amiel, Philippe Cousin, Philippe Millet-Carus, Thierry Blanc, Annie Semavoine, Maudie Goddet, Né, Léo Ferber, Clém Boga, David-Cavaz, Monique Roussel, Claude Obin et Marie-Françoise Beaupied.

Les passions, frustrations, rêves et mensonges pour survivre : Williams.

Théâtre, 62, rue des Jacobins, 80000 Amiens. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 22-34-36. 80 F et 110 F.

Dernière représentation le 23 janvier.

Strasbourg

Le Théâtre ambulant

Chopalevitch

de Liouboïr Simovitch, mise en scène de Jean-Paul Wernz, avec Dominique Guillard, Paul Allio, Bernard Bloch, Gérard Moral, Olivier Perrier, Lucienne Févier, Sylviane Gassier et Frédéric Gassier.

Un village de l'Herbe pendant l'occupation allemande. Arrive une troupe de théâtre. L'histoire rejoint la fiction, vice-versa.

Le Maillo, centre culturel de Strasbourg, 13, place André Malraux, 67000 Strasbourg. Du 22 au 28 janvier à 20 h. Relâche le 27. Tél. : 88-27-61-71.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Colette Godard

MUSIQUE

Classique

Mercredi 22 janvier

Brahms

Schumann

Concerto pour piano

Chostakovitch

Symphonie n° 18

Brigitte Engerer (piano), Orchestre de Paris, Christian Mink (direction). Il n'y a rien de mieux à faire ce soir : Herbig Brahms, Chostakovitch et Schumann. Cela ne se passe pas d'autant que Brigitte Engerer est au piano.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à 23). Tél. : 45-63-07-88. De 80 F à 230 F.

Dutrieux-Rostain

La Scala de Milan d'après Rossini

Paula Padoa (soprano), Brian Fournier (ténor), Eric Lemaître (basse), Glenn Chambers, Michel Vaissière (baryton), Daniel Lasserre (cornet), Jean Dutrieux (violin), Renaud Garcia-Fons (contrebasse), Jean-Louis Martinier (accordéon), Michel Rostain (mise en scène). Chanté dans le style classique par les six protagonistes prévus dans le livret, un opéra, que Rostain écrit il y a vingt ans, est accompagné par une musette par un violon, une contrebasse, un accordéon. Sérieusement « arrangée » par Michel Rostain (texte, mise en scène) et par Serge Dutrieux (orchestration), l'œuvre sort coupée et rajeunie. Ah ! si les chanteurs d'opéra avaient bouger comme des vedettes de variétés ; ah ! si leurs voix n'étaient pas stéréotypées...

Halle de la Musique (du 22 au 25, 19 heures). Tél. : 42-48-77-22. 100 F.

Jeudi 23

Schumann

Nouvelles pour piano op. 10

Scènes d'enfants pour piano

Carnaval op. 9

Chopin

Nocturne op. 27 n° 7

Ballade n° 1

Troisième sonate

Paul Badura-Skoda (piano).

Paul Badura-Skoda est, cela ne se sait pas assez, un spécialiste de l'œuvre de Chopin. Il a quelques fois sur la façon de jouer la musique par une fréquence instrumentale.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-88. De 180 F à 300 F.

Vendredi 24

Moussorgski

La Bohème

Grigor Gritsyuk,

I. Kirichev (baryton),

Sergey Kotcherga,

Mikola Chochka (basse),

L. Youtchenko (mezzo-soprano),

A. Vostrikov (ténor),

Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris.



Kagel par le Trio le Cercle à Toulouse.

Win (direction), Mrs. M. (mise en scène).

L'opéra russe triomphe à Paris. La Kholuchina y est assurément plus représentée, ce temps-ci, que l'opéra qui que le Crémule des dieux. Cette fois-ci, c'est l'Opéra de Kiev qui s'installe, et au Palais des Congrès dont l'acoustique n'est pas le point fort. Il ne faut, sans doute, pas attendre de ces productions sans quelconque nouveauté, mais explorer y découvrir de grandes voix. Les 21 et 22 janvier, Moussorgski a été remplacé par Tchaïkovski et son rôle rare d'Amsterdam et du Festival de Bregenz ont pu entendre en 1991.

Palais des Congrès (les 24 et 25, 20 heures ; le 26, 19 heures). Tél. : 45-68-00-00. Location : Virgin. De 180 F à 300 F.

Samedi 25

Krebs

C.P.E. Bach

Trois pièces pour harpe à l'italienne, 183. 2 et 3. Wq. 119-7.

Schneider

Sur un lied d'Allemagne du sud et Rechts Lebensart.

Martini

Corrette

Concerto pour orgue et orchestre n° 1.

Beauvariet-Charpentier

Nouvelles Mises d'Orgue, trois extraits

En espérant qu'il n'aura pas que des élèves du CNSMP pour applaudir un organiste français fin inspiré.

Composé par l'organe supérieur de musique, 18 h 30. Tél. : 40-40-46-46.

Dimanche 26

Bach

Monica Huggert (violin).

C'est la première fois, à notre connaissance, que l'excellente Monica Huggert monte seule sur scène, à Paris, pour jouer les Sonates et Partitas de Bach. On connaît pour être la remarquable violoniste de musique ancienne.

Théâtre Grévin, 11 heures. Tél. : 45-66-175-10. De 50 F à 200 F.

Liszt

Valse

Brahms

pour piano

Ravel

Miroir

Gaspard de la nuit

Jude (piano).

un culot ! Cette jeune

n'en a jamais manqué. Du colat et une

imagination fertile pour savoir mettre

en valeur les correspondances secrètes

entre les humeurs de jeune Brahms

Gaspard de la nuit.

Hôtel Crillon, 17 heures. Tél. : 42-61-71-68. 150 F.

Lundi 27

Fénelon

Le Chevalier Impénitent

Aurélien Tardieu (basse),

Léon Villeneuve,

Louis Masson (baryton),

Philippe Dugan (ténor),

Mélodie Armand (soprano),

Maurice Delle (mezzo-soprano),

Ensemble InterContemporain,

Peter Ebdon (dir.),

Stéphane Braunschweig (mise en scène).

« Au cours de deux on cheminement d'une histoire qui nous fait, l'un avec son imagination, l'autre avec la fausse réalité.

Quichotte ne sait pas qu'il est d'un Sancho-contre qui, lui-même, n'a pas choisi d'être un enchanteur. » Ainsi s'exprime Philippe Fénelon, auteur et compositeur du Chevalier Impénitent.

« L'Ensemble InterContemporain va créer, en collaboration avec le Châtelet.

A la mise en scène : Stéphane Braunschweig, vingt-sept ans, qui a remarqué, la saison dernière, dans les Hommes de neige : trilogie allemande imaginaire, et Ajax de Sophocle.

Auditorium du Châtelet, 19 h. Tél. : 40-28-28-40.

Scarlatti

Rossini

Turull

Serrano

Chapi

Nieto et Jimenez

Mis d'opéra de la saison.

Montmartre Caballé (soprano),

Manuel Burgués (piano).

C'est pour les airs tirés des zarzuelas de Chapi, Nieto et Jimenez plus encore que pour Scarlatti et Rossini, qu'il faudrait assister à ce concert.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-05-07. De 50 F à 500 F.

Mardi 28

Stravinsky

Octave pour instruments à vent

Britten

Nocturne pour ténor et orchestre de chambre op. 80

Dutilleul

Le Mystère de l'Instant

Ravel

Ma Mère l'Oye

Robert Toss (ténor), Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction).

Reprise du Mystère de l'Instant d'Henri Dutilleul au sein d'un programme scintillant auquel émergerait le Nocturne pour ténor et orchestre de Benjamin Britten si l'Octave de Stravinsky et Ma mère l'Oye de Ravel n'étaient si connus.

Théâtre musical de Paris, 20 h. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 100 F.

J.-S. Bach

Musique de la Harpe schenckian au Blot.

J.C.F. Bach

La Harpe de Lasserre, concerto.

W.F.B.

Adagio et Fugue en ré mineur

Maria Frimmar (soprano),

Meckel Georg (alto),

Christoph Prégardien (ténor),

Maria-Gregor Wurm (basse),

Maria Frimmar (soprano),

Reinbert Göbel (direction).

Le Bach de Reinbert Göbel est la vie même. Il traduit parfois une agitation, une violence qui s'épanouissent grâce à une virtuosité conquérante dont témoignent son investissement intégral des Concertos brandebourgeois (Archiv Produktion). Les solistes qu'il a choisis, les œuvres des Bach qu'il a choisies distinguent ce concert.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-83-71. De 30 F à 280 F.

Régions

Bordeaux

Mozart

La Flûte enchantée

Erich Knapp (basse),

Patrick Poirier,

Uwe Papez (ténor),

Charlotte Margolin,

Maria-Françoise Lefort,

Gaëlle Le Roi (soprano),

Karsten Mevius (baryton),

Alain Lombard (direction),

Roberto De Simone (mise en scène).

Bordeaux, mise en scène et productions d'opéra se succèdent à un train d'enfer.

Après Wagner, Mozart, Verdi, à Mozart, dont Alain Lombard a choisi la Flûte enchantée pour prendre possession de l'Opéra de Bordeaux.

Les 24 et 25, 21 heures ; le 26, 14 h.

Grand Théâtre. Tél. : 68-82-78-21. De 70 F à 200 F.

Metz

Liszt

Wolff

Corneille

Wagner

Lieder

Margaret Price (soprano),

Graham Johnson (piano).

Formée à l'ancienne école, Margaret Price n'a jamais ni de l'humour ni du sens d'un grand chanteur pour établir un miracle avec le public. Ce soprano, en quelques mesures, une atmosphère, donne l'illusion à chaque auditeur qu'elle chante pour lui seul.

Le 26, 20 h. Tél. : 87-74-16-16. De 85 F à 100 F.

à Aubervilliers

la place royale

comédie de Pierre Corneille

mise en scène Brigitte Jaques

21 janvier - 23 février loc. 06 34 67 01

C de Gregory Motton

h

en scène de Claude

u

création en France

t

42 43 17 14

S

TRE DE ILLERS

VIE ET MORT DU ROI JEAN SHAKESPEARE

TEXTE FRANÇAIS : JEAN-MICHEL DÉPRATS

MISE EN SCÈNE : BERNARD SOBEL

21 JANVIER - 11 MARS

47.93.2

DE LA SEMAINE

Nantes

C.P.E. Bach

Fantaisie Wq 67

J.C. Bach

Sonata pour clavier op. 5 n° 8

Haydn

Sonates pour clavier n° 62 et 69

Mozart

Fantaisie pour piano n° 3

Sonata pour piano n° 14

Andreas Staier (piano)

Après son récital parisien du Théâtre de la Ville, Andreas Staier donne une mini-tournée à Nantes et dans sa région. Ce jeune Allemand est, peut-être, le premier interprète qui passe avec autant de bonheur du piano au clavier.

Le 23, Musée des Beaux-Arts, 21 heures. Tél. : 40-85-37-38. 100 F.
Et le 24 janvier à Châteaubriant (salle des gardes du château) à 21 h. Tél. : 40-28-20-99. Le 25 janvier à Machecoul (Auditorium) à 19 h. Tél. : 40-31-42-67.

Strasbourg

Bach

Partita n° 2 BWV 1004

Paganini

Deux caprices pour violon

Alexander Markov (violin)

Filmé par Bruno Monsiegeon, lors d'une exécution publique des Caprices de Paganini, ce jeune violoniste a déjà prouvé qu'il était un acrobate. Il lui reste à montrer qu'il est un musicien attachant. La *Seconde Partita* de Bach en est une excellente occasion.

Le 24, Palais de la musique et des congrès, 20 h 30. Tél. : 88-37-67-87. De 70 F à 130 F.

Toulouse

Kagel

Orchestre

Six dans pour trois batteurs

Ensemble

Trio le Cercle

Coquillot, Sylvester et Drouot, alias Trio le Cercle, c'est l'équipe des tap-pours-frotteurs déchaînés à laquelle sont dédiés tant d'œuvres de notre siècle. C'est aussi une diversité de cultures et de styles (leur instrumentarium va du bout de papier au tambour d'eau africain ou aux tablas indiens), un humour à froid dévastateur, une capacité de donner du geste et de la voix : toutes qualités indispensables à l'incassable théâtre musical inventé par Kagel.

Le 23, Théâtre Garonne, 21 heures. Tél. : 81-42-33-98. 100 F.

Jazz

Tom Harrel

Jim Snidero

Trio rythmique solide (Olivier Hutman et Jim Snidero), connu au bataillon, les plaques de verre frottées et les lumières douces de La Villa, son public parfois bruyant en fin de nuit et Tom Harrel, trompette ou bugle, A pied, à cheval, en voiture ! Le plus assis des musiciens modernes.

Du 22 au 25, La Villa, 22 heures. Tél. : 43-26-60-00.

Steve Lacy

Steve Potts

Deux Américains de Paris. L'un est noir, l'autre pas. Ils ont cette façon atypique, unique, touchante, de jouer du saxophone qui fait que le grand public ne les entend jamais. C'est dommage : c'est une façon faite pour le grand public.

Les 24 et 25, Montreuil. Instantes chevrons, 21 heures. Tél. : 42-87-25-91. De 50 F à 80 F.



Ziggy Marley and The Melody Makers en tournée.

Festival

Rive-de-Gier

Rive-de-Gier (Lyon : 25 km) on le premier festival de l'année. Le programme est toujours sérieux, impertinent. Il donne des idées. Une création, *L'Assassin de la porte*, de Fabien Tchericzen, avec chanteurs dirigés par Bernard Tegu ; Louis Schavis et Jacques Di Donato aux clarinettes (le 24) ; les représentants de la nouvelle musique new-yorkaise, l'Arcade String Trio ; l'italien instable Orchestra, venu en voisin comme Tim Berns (le 25), et le vrai quartet d'Eddie Henderson et Laurent de Wilde, avec Ira Coleman et André Ceccardi (le 26), que l'on retrouvera en New-Morning à Paris le 28. Soit des festivités du 29 janvier au 9 février.

Tél. : 77-75-05-22. Possibilités d'abonnement au bureau du festival.

Rock

Suprême NTM

Le gang de Joe Starr prend des risques : si tout se passe bien, Suprême NTM sera le premier groupe de rap français à remplir le Zénith. Si tout se passe bien, les cris, rugissements et martèlement des enfants de Saint-Denis (93) soulèveront quelques milliers de B-Boys et Fly Girls venus de l'autre côté du périphérique.

Le 24, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-80-00. 78 F.

Tourneées

Ziggy Marley

Après une excellente série de concerts à l'Elysée-Montmartre l'été dernier, le prince héritier - en passe de conquérir une légitimité qui ne sera qu'à lui - revient dans les régions. Accompagné d'un groupe excellent, dans lequel on retrouve une bonne partie de la descendance de Bob Marley, Ziggy Marley chante et joue un reggae ouvert aux musiques du jour (rap, raggaï, funk), tour à tour suave et violent.

Le 25 janvier, Lyon, le Transbordeur, 19 heures, 130 F. Le 26, Virelles, salle des fêtes, 19 heures, 130 F. Le 28, Strasbourg, palais des fêtes, 19 heures, 130 F.

Roadrunners

Beep Beep, rapides, sans une once de grâce, voici les rockers de compétition du Havre.

Le 24 janvier, Ploisy (58), le Bronson Bar, 23 heures, 80 F. Le 25, Elancourt, le Bibo, 21 heures, 50 F.

Charles et les Lulus

Blues primitif flamand, influences européennes et moyennement orientales appliquées au delta du Mississippi, collection de dilettantes surdoués, Charles et tous les Lulus méritent une soirée.

Le 24 janvier, Toulouse, l'Appocalypse, 22 heures, 90 F. Le 25, Arles, le Mégastore, 22 heures, 60 F. Le 26, Montpellier, la Rockstore, 20 heures, 80 F. Le 28, Marseille, l'Espérance, 21 heures, 80 F. Le 30, Strasbourg, le Solaire.

Stephan Elcher

S'il a en ces derniers temps touché l'âme adolescente, Stephan Elcher est aussi un rocker d'expérience. Entre ces deux pôles - la confusion des sentiments et les trois accords à quatre temps - il construit un concert superbe d'énergie et de délicatesse.

Le 24 janvier, Aix-en-Provence, salle du Bois-de-l'Arène, 20 h 30, 134 F. Le 25, Montpellier, la Rockstore, 20 heures, 133 F. Le 27, Biarritz, Palais des Festivals, 20 h 30, 135 F. Le 28, Toulouse, salle des fêtes de Portet-sur-Garonne, 20 h 30, 133 F. Le 29, Bordeaux, la Médéopole, 20 h 30, 135 F.

Pigalle

Rock réaliste, musette électrique, gringottées squattées, popo chaloupée, de ces téléscopes Pigalle fait de la musique, émettent par le fils naturel de Johnny Rotten et Dania, François Hadji-Lazarro.

Le 24 janvier, Bourges, Le 25, Montluçon, l'Alhambra, 21 heures, 75 F.

Chanson

Higelin

Grande fête sous le plafond étoilé du Rex, donnée par l'heureux papa (cf. *Illicite*, l'album cadeau pour la petite fille, l'ia), entouré de ses copains musiciens et des cinq Bruxelloises-Zaïroises Zap Mama.

Les 22, 23, 24, 25 et 28, 20 h 30 ; le 26, 17 h 30. Au Grand Rex, Tél. : 40-35-63-00. Location FNAC, Virgin, Sillat. De 140 F à 170 F.

Claude Nougaro

Retour au bercail après une longue tournée à travers la France, « C'est le ring », des deux comparses de jazz, Nougaro-Vander. Un piano, une voix, et une envie commune de faire sonner les mots. Sans faille.

Le 28, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F.

Musiques du monde

La Danse de Ciguri

Quatuor vocal Normand, Farid Paya (mise en scène).

L'art de piocher dans les polyphonies du monde entier pour construire des spectacles à l'esthétique soignée, mis en scène par Farid Paya. Un voyage par le chant entre l'Afrique, l'Asie, l'Arabie et l'Occident.

Création Michel Dezoteux

du 22 au 1^{er} février

Holner Müller

Zement

Le Cargo

Création au festival d'Avignon 91.

Une coproduction Le Cargo/

Maison de la Culture de Grenoble/

Centre dramatique national des Alpes

Théâtre Varia de Bruxelles.

RENSEIGNEMENTS 78 25 05 45

A PARTIR DU 21 JANVIER

Chambres

Minyana

Hans

Peter Cloos

THEATRE PARIS-VILLETTE

RES. 42.02.02.80

Catherine Jacob

Mona Heffre

Natalia Dontcheva

Sans Thier

CONTEMPORAINE

« Vengeance »,

Bernard Parmegiani

24 janv. 20 h 30

26 janv. 19 h 30

28 janv. 19 h 30

« W comme Gombrowicz »

24 janv. 17 h et

25 janv. 20 h 30

FRESNES

avril swing/futurs musiques

festival 46 86 87 37

JAZZ

Sunny Murray Quintet

Richard Raux Sextet (1^{er} partie)

24 janv. 20 h 30 - CHEVILLY-LARUE

« La Nuit des Six Mages »,

Zhivéro et invités

25 janv. 19 h 30 à 3 h du matin

FONTENAY-SOUS-BOIS

« Toi Tarzan, nous aussi »,

L'ARFI

26 janv. 15 h - CHOISY-LE-ROI

DANSE

Compagnie Ultima Vez/

Wim Vandekeybus

Immersion des salles Golegas

En français : *Toujours les mêmes men-sanges*. Une rupture, nous dit-on, dans l'œuvre de Vandekeybus - un des jeunes tuteurs flamands, si l'on ose écrire, les plus robotisés. Loin de la frénésie, des paroxysmes constants, de la présence du danger, une pièce douce, riante, pincetée d'humour...

Théâtre de la Ville, du 29 janvier au 1^{er} février, 20 h 30, 80 F et 130 F.

Michèle Anne de Mey

Sinfonia Eroica (1)

Châteaux en Espagne (2)

Mais qu'est-ce qu'ils ont, ces chorégraphes, à jeter aux oubliettes ce qu'ils ont fait de mieux ? Béjart annonce pour juin la dernière ir-ré-vo-ca-bile du *Sacre du printemps*, et voilà que Michèle Anne de Mey ne veut plus entendre parler de sa merveilleuse *Sinfonia Eroica* après cette ultime représentation à Noisiel. En revanche, elle continuera à donner ses *Châteaux en Espagne* qui nous paraissent beaucoup moins réussies...

Noisiel, La Ferme du Boisson (Centre d'art et de culture de Marne-la-Vallée), (1) le 25 janvier, (2) le 26, 21 heures. Tél. : 84-62-77-77. 100 F.

The Vanaver Caravan

Créée il y a vingt ans par Livia Vanaver, cette troupe s'attache à ressusciter ou à conserver les danses folkloriques des différents États de l'Amérique du Nord, héritages des immigrants européens, des esclaves noirs et des Indiens. Les danseurs sont en même temps chanteurs et musiciens, ils ont un succès fou lors de la 4^e Biennale de Lyon, en 1990.

Elancourt, Le Pollen, 25 janvier, 20 h 30. Tél. : 90-82-82-91. 130 F. Combe-la-Ville, La Coulepe, 25 janvier, 17 heures. Tél. : 84-88-89-11. 100 F et 75 F.

Lyon

Nederlands Dans Theater 3

Markus/Marion

Obscure Temptation

Evangelina

Journal

Une idée épatante de Jiri Kylian, directeur du Nederlands Dans Theater (la grande compagnie) et du Nederlands Dans Theater 2 (la compagnie des jeunes, qui y apprend la pratique de la scène) : former à l'autre bout de la chaîne une compagnie pour les « vieux », c'est-à-dire les danseurs de plus de quarante ans, qui remplacent largement l'énergie de la jeunesse par l'expérience, la maturité artistique, la complicité avec les chorégraphes. Pour le moment, ils sont quatre : Sabine Kupferberg, Alida Chase, Niklas Ek et Gerard Lemstra. Avec quatre pièces spécialement créées pour eux par des chorégraphes qui les connaissent bien, et qui ne sont pas des moindres : William Forsythe, Jiri Kylian, Hans Van Manen et Mats Ek.

Maison de la danse, 23, 24 et 25 janvier, 20 h 30, le 26 à 17 heures. Tél. : 78-29-43-44. 140 F.

Caen

Karine Saporta

Carmen

Après une création mouvementée au Festival de Lille (elle n'était pas tout à fait prête), la belle Karine a travaillé dur et mené au succès son étonnante *Carmen*, dans laquelle, transformée en marionnette de burlesque japonais, elle se veut « projetée dans les stratégies du désir par un dispositif de films et de machines fines, qui me donnent, je le dis, l'occasion d'une gestuelle nouvelle, farouche et picturale ».

Théâtre de Caen, 23 et 24 janvier, 20 h 30. Tél. : 31-85-73-18. 80 F.

FORMIDABLE !

LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS

20 H Dîner Champagne et Revue - 805 F
22 H et 24 H Champagne et Revue - 430 F
Prix nets - Taxes et service compris

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
62 Boulevard de Clignancy - 75018 Paris

RESERVATIONS : (1) 46 06 00 18 ET AGENCES
PAR : 42 25 00 00

→ ANNuaire Electronique 80

Demain Notre Supplément

Le Monde

DES LIVRES

ARTS

Nouvelles expositions

Diablos d'HLM
La réhabilitation
du logement social
en France

Préparé par le Conseil d'architecture de la Seine-Saint-Denis, cette exposition est l'occasion de prendre la mesure d'un des problèmes les plus cruciaux de l'habitat contemporain. Faut-il casser les HLM pourries légués conjointement par la crise du logement, la légèreté des architectes, l'indifférence des fonctionnaires et le cynisme intéressé de quelques autres ? Ou faut-il s'efforcer, et à quel prix, de sauver cet héritage d'un urbanisme cruel ? On verra ici que le béton n'est d'ailleurs pas le seul à relever d'une réhabilitation.

Maison de l'architecture, 7, rue du Châliot, Paris 18^e. Tél. : 40-70-01-85. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Du 23 janvier au 28 février.

Les seuils de la ville
Paris, des fortifs au péril

Faut-il ou non ouvrir Paris, faut-il franchir le périphérique et dévorer la proche banlieue ? Faut-il plutôt marquer les entrées de cette capitale corsetée, comme elle le fut jadis par la porte Saint-Martin ou les octrois de Lédoux ? Quelques-unes parmi les questions posées par cette exposition importante et ambitieuse du pavillon de l'Arsenal.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 14^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h 30, le dimanche de 11 heures à 19 heures. Du 24 janvier au 26 avril.

Paris

Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il fait passer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critique du musée d'art. Une rétrospective.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Films de Jef Cornelis, Broodthaers et Lawrence Weiner. Jusqu'au 1^{er} mars. 30 F.

Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour

s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans sa iconographie ironique, scandaleuse ou visionnaire. Tout y est sauf le moins bon. Et c'est très bien ainsi.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier.

Giòele Freund

Colette, Joyce, bien sûr Aragon, Malraux durant plus de quarante ans, Virginia Woolf, Sartre et Simone de Beauvoir, le jour du prix Goncourt, mais aussi le nord de l'Angleterre en crise et Evita Peron. La rétrospective d'une ancienne sociologue qui a parcouru le globe et traversé l'histoire de son siècle.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier.

Alberto Giacometti

Revoir ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures, jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars. 40 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période arts déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures, jusqu'au 5 avril. 30 F.

Les Couleurs de l'argent

Le Musée de la Poste (oui, lui, et pas celui de la Monnaie, dont l'humour n'est pas le fort) a entrepris de montrer la représentation de l'argent dans l'art du seizième siècle à nos jours. Vaste sujet, qui nous promène, un peu confusément, de la pluie d'or illuminant le corps de Danaë aux Dollar Signs d'Andy Warhol.

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard, Paris 15^e. Tél. : 43-20-15-15. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, jusqu'au 1^{er} février.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'on le voit, grâce à François Mathey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en reconnaissance et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs, Palais de Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 mars. 20 F.

L'architecture moderne
de Raïli et Reima Pietila

On connaît peu ou rien Alito. L'œuvre de Reima Pietila est en revanche à peu près inconnue du public français, parce que trop finlandaise, peut-être, trop empreinte d'un expressionnisme qui nous reste assez étranger. L'exposition est aussi l'occasion de découvrir l'architecture finlandaise, qui a ouvert il y a un an ses portes au cœur du Quartier latin, et qui fait preuve d'un dynamisme de fermeté.

Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 6^e. Tél. : 40-51-69-09. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, mardi, jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 15 février.

François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondant en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 8 mars.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais



Pascal Dolémieux : « Paris 1990 ».
Exposition « La lumière et la ville » à l'Espace Art Défense.

de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).

Rops et la Modernité

On connaît Félix Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits inavouables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaudouin, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-28-18. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. 20 F.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la picturalité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Remp Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

La Lumière et la Ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y briser. Évidemment l'exposition prête plutôt aux rêves.

Espace art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

Régions

Als

Michel Seuphor

« La traversée du siècle » d'un écrivain, romancier, poète et critique d'art né à Anvers en 1901, qui, dès le début des années 20, a milité pour l'art abstrait, le Stijl et le constructivisme en particulier. Mondrian, le « moine », et Arp, le « joueur », les deux principaux amis de Seuphor, figurent évidemment dans l'exposition.

Musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît, 52, montée des Lauriers, Rochellette, 30107. Tél. : 66-96-98-69. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février.

Bordeaux

Peter Halley

Un New-Yorkais à la mode, figure principale du mouvement des « neo-geos », pour qui l'ordre géométrique, utopique, des constructivistes, des néoplasticistes et même des minimalistes n'a plus sa

raison d'être aujourd'hui. Et il le dit, tout en faisant de la géométrie.

Musée d'art contemporain, 7, rue Fernand, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 février. 20 F.

Calais

Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin ; en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-1918, elle réalise, dans la mouvance de dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages, ironiques à souhait en regard de la société et du sort réservé en particulier à la femme-artiste.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 28, rue de Nîmes, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 février.

Grenoble

Sarkis

« Soirées de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60 et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projections.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février.

Labège-Innopolis

Sam Francis

Sam Francis est, de tous les abstraits américains apparus dans les années 50, celui dont la peinture atteint le plus facilement une sorte de splendeur aérienne. Les couleurs dansent et s'entrelient sur fond blanc. Il passe dans ses toiles comme un air de liasse.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 61-39-29-29. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 1^{er} février.

La Roche-sur-Yon

Michel Verjux

Son matériau, c'est la lumière. Il en fait des ronds, des demi-lunes, très simplement, à coups de projecteurs, bien ciblés, dans l'architecture. C'est peu, mais le plus souvent, c'est bien.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier.

Marseille

Jouer dans l'Antiquité

A quoi jouaient les petits Égyptiens, Grecs et Romains ? A la poupée, aux osselets, à la balle, au Yo-Yo, à la toupie... Quant aux grands, ils connaissaient nombre de jeux de stratégie. Une bonne idée d'exposition, où l'on voit que les gestes et les objets n'ont pas tellement changé depuis.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-36. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 février.

Marseille au XIX^e siècle

Au XIX^e siècle, la « jolie ville » dont parlait Stendhal devient une grande métropole moderne. Saisir, de grands chantiers en mouvement, entre docks et Palais Longchamp, les étapes de cette transformation spectaculaire ; en montrer l'arrière-plan économique, social, politique : tel était le projet de cet ensemble d'expositions étagées dans les musées marseillais.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-36. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 février. 12 F.

Nîmes

Jean Degottex

Comment, au milieu des années 50, Jean Degottex s'arracha à l'abstraction lyrique, prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisant son geste pictural, voulut le vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

Musée des beaux-arts, rue Ciot-Foule, 30035. Tél. : 86-76-73-07. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de

14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 mars.

Rennes

Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Béguin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations innombrables entre peinture, sculpture, art décoratif, d'une part, et bouddhisme, d'autre part. C'est un leçon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-55-55. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février.

Saint-Etienne

Trésors d'une cité,
les collections d'art
de Saint-Etienne

Si l'exposition, qui rapproche l'art ancien et l'art moderne, est là pour rappeler la diversité et la richesse des collections de peintures que possède la ville de Saint-Etienne, elle a aussi pour objectif de conduire une réflexion sur l'histoire et le devenir de toute institution muséale. Qui se meurt si on ne l'enrichit pas. Qu'on se le dise !

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-33-59-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 mars.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte povera, expose à l'Ancienne Douane quelques cinq cents « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise. Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 février.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été l'un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Rauschenberg, et à exposer le Land Art, et Buren, et Taroni, et Deuze, et bien d'autres, dont Combès et Barco ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au Musée de Villeneuve-d'Ascq et au Musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Bruneau-Sélection « Photo » : Patrick Rogier.

Création française
Sophocle/Müller
OEDIPES, TYRAN
Mise en scène
MATTHIAS LANGHOFF
Les 28, 29, 30, 31 jan. et 1^{er} 1992

RENÉ LECRE
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX
JOSÉE MALRAUX

René Lecre : 79-35-35-43
Co-production : Région Rhône-Alpes,
Festival de Tignes, Espace Muraux,
Théâtre de Vidy - Lullasans avec le
soutien de la ville de Chambéry

Théâtre à Châtillon

Federico Garcia Lorca

Mademoiselle Rose

Mise en scène : Michel Corda

23 Janv - 15 Fév

46.57.22.11

MUSIQUES DU MONDE

18^e 75^e

pour la 1^{re} fois à Paris
SAM. 25 JAN. 18H

MARI BOINE PERSEN

NORVEGE

avec 4 musiciens
chant, percussion, basse,
guitares électriques
et acoustiques

• du chant traditionnel sami
(lapon) aux musiques
d'aujourd'hui

• Label Peter Gabriel

SAM. 1^{er} FEV. 18H

GEOFFREY ORYEMA

chant et guitare

UGANDA

Pajaro Camanzi guitare
• les racines africaines de l'un,
latines de l'autre

• Label Peter Gabriel et Brian Eno

LOC. 42 74 22 77

2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

حکومت الاصل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Si le piano de Nikolai Demidenko n'a pas davantage été capté dans une ambiance esthétiquement convaincante, la prise de son rend au moins justice à son timbre et ne «raboie» jamais un jeu dont la franchise d'allure, la variété des attaques, la «présence» expressive, aussi réussie dans la furie que dans les passages méditatifs, retiennent l'attention ; on a envie de vite réentendre cet interprète qui nous était, hier encore, inconnu.

1 CD Deutsche Grammophon 431 823-2.
1 CD Hyperion CDA 66514. Distribué par Harmonia Mundi.

Mozart

La Flûte enchantée

Anthony Rolfe Johnson (Tamino), Nancy Argenta, Brian James, Catherine Denley (les trois Dames), Andreas Schmidt (Papageno), Beverly Hoch (la Reine de la nuit), Daw Upshaw (Pamina), Guy De May (Monostros), Caroline Hausmann (Sarastro), Olaf Bar (l'Orfèvre), etc., le Chœur Schütz de Londres, The London Classical Players, Roger Norrington (direction).

Nous ne demandions qu'à être convaincu par Roger Norrington, mais, disque après disque, le chef d'orchestre britannique nous avait tellement déçu que nous désespérions de l'entendre réussir musicalement ce qu'il conceptualise si bien par écrit. Cette fois-ci, il a mis un maximum d'atouts de son côté. Les techniciens d'EMI lui ont, une fois n'est pas coutume, ménagé une prise de son qui crée une perspective plausible autour de son orchestre et des jeunes chanteurs qu'il a réunis. Mieux : la musique et les voix s'épanouissent librement dans une acoustique radieuse.

Norrington a également choisi une distribution qui a l'âge des rôles : voix ravissantes de chanteurs-acteurs dont les timbres se marient à ravir et qui évitent la traditionnelle rupture entre les passages chantés et les passages parlés. Cette troupe est soutenue «émotionnellement» par un orchestre sans poids, alerte, soyeux, conciliant de musiciens concernés par chacune de leurs interventions, qui écoutent les chanteurs et savent lier avec eux des dialogues, quasi concertants. Roger Norrington dirige avec une volonté d'équilibrer le chant et le rythme, de ne pas transformer cet opéra en grande messe, avec au contraire l'idée de lui restituer son caractère vernaculaire. Le chef a la capacité d'imposer une continuité à une action mise en boîte petit bout par petit bout selon la pratique habituelle des maisons de disques en sorte que cette *Flûte enchantée* semble avoir été enregistrée lors d'une représentation publique. Elle est l'antithèse parfaite de l'enregistrement d'Otto Klemperer (sans les dialogues parlés, avec Gedda, Popp, Janowitz, Berry, et Schwarzkopf, Ludwig et Höfgen en Dames de la nuit!), dont la majesté, la solennité ont été imitées, jamais égalées (2 CD économiques EMI 7 69971 2).

Un coffret de 2 CD EMI Classics «Références» 7 54287 2.

A. Lo.



Roger Norrington dirige «La Flûte enchantée»

Rock

Kevin Ayers

Still Life With Guitar

Retour d'un original du rock, membre fondateur de Soft Machine, partie prenante de quelques aventures marquantes des années 60 et 70 (concert au Rainbow avec John Cale, Nico et Eno, récemment réédité sur Island) et surtout auteur d'une série d'albums dont les sectateurs parlent avec des sanglots dans la voix.

Sorti de sa retraite par un label français, Kevin Ayers offre un album bref et léger, joué par des invités luxueux (Mike Oldfield, le bassiste Danny Thompson), de vieux complices (le guitariste Ollie Halsall). Ayers ne s'est, de toute façon, jamais distingué par sa gravité. Ici, il pousse le bouchon un peu loin avec une reprise totalement inutile de *Goodnight Irene* (traditionnel australien) et un instrumental genre méthode de guitare.

Restent quand même une poignée de chansons superbes, arrangements sobres et précis, voix grave et profonde, textes qui effleurent les sentiments, juste assez pour les éveiller. Pour ces huit chansons, on pardonnerait toutes les perrasses.

Free Music 592 025.

Chris Stamey

Fireworks

Chris Stamey est surtout connu pour son association avec Peter Holtsapple, lui-même lié à REM par

une ancienne et régulière collaboration. *Fireworks* est fidèle à ces amitiés et accointances. On retrouvera les références (Byrds, groupes punk des années 60, Seeds ou 13th Floor Elevators), mais surtout on découvrira une personnalité. Stamey, mélodiste fin, guitariste habile, est aussi un auteur modeste et sûr de lui, qui rend hommage à Ray Davies en détournant le riff de *All Of The Day And All Of The Night* : même concision, même évocation contrôlée des émotions.

Bien entouré (Graham Maby, bassiste de Joe Jackson, Anton Fier, batteur-fondateur des Golden Palominos), Chris Stamey vient éclairer cet hiver pauvre en bonnes surprises.

RNA Records/New Rose Rose 278 CD.

T. S.

Jazz

Bob Mintzer

Hymn

Pour jouer, ça joue ! Bob Mintzer, le saxophoniste des Yellow Jackets, également docteur des clarinettes et tuyaux électroniques (EWI), fait une partie cartée avec John Abercrombie (guitare), Marc Johnson (basse) et Peter Erskine (drums). Le son est celui, familier, de la marque de disques OWL, pas loin de la perfection, comme l'inspiration. C'est le disque type pour vos aspirants en jazz. Il correspond bien à ce désir-là : la maîtrise technique (soyez imprenable), la mécanique du lyrisme et les intentions bisornus

exécutées comme en se jouant («*Comme en se jouant*»). Bob Mintzer a des idées, du savoir-faire et les moyens d'inviter de vrais musiciens à son banquet. Ne boudons pas trop notre demi-plaisir.

un CD OWL 062 380 622.

Bob Mintzer

I Remember Jaco

Le personnel est imprenable (cette fois Mintzer s'est associé avec Peter Erskine, Joe Calderazzo, Michael Formanek). Les compositions sont d'un soin extrême. Tout est étudié avec mesure, gravité, le sens de l'humour. Les titres mêmes des huit pièces racontent une sorte de plongée dans le souvenir et dans l'air du temps. C'est fait avec cœur, avec goût, avec délicatesse. C'est ennuyeux comme la mort. La mort est triste, mais surtout ennuyeuse. Sans doute est-il assez dur de se souvenir de Jaco (Pastorius), disparu après une rixe à Miami le 21 septembre 1987. Trop tôt ? Trop fou ?

un CD RCA PD 90 518.

Bud Powell

Round about midnight at the Blue Note

Le lieu, le Blue Note, est une légende. Le trio, avec Pierre Michelot à la basse et Kenny Clarke aux drums, un modèle. La date (1962, fin de la guerre d'Algérie), un repère. Le répertoire, un pur almanach du bop. La photo de couverture, signée Paudras, d'une émotion indiscutable. On y voit Bud Powell appliqué à écrire comme un gros enfant à moustaches. Bud Powell est un des rares anges qui ont vécu parmi nous. Parfois, les anges se font poètes (c'est le cas de la fin du dix-neuvième siècle en France). Parfois, ils se font musiciens nègres. Parfois, les deux ensemble. Ça dépend des époques. Bud Powell jouait du piano comme personne n'en avait joué avant lui – ce qui, en soi, n'a rien de bizarre – mais surtout comme personne n'a su en jouer depuis sa disparition. On l'a dit timbré – évidemment.

1 CD Dreyfus Jazz Une 849 227-2.

F. M.

Musiques du monde

Kali

Kali Live au New Morning

Non, les Antilles françaises ne vivent pas à l'ombre du reggae, de la salsa ou autres géants des Caraïbes dansantes et dissidentes. A preuve, les valses créoles, les biguines, les tambours qui en font la richesse, jusqu'au zouk, qui, après un raz de marée en Afrique, s'est infiltré dans les rythmes et les mélodies d'Amérique du Sud. D'où vient alors cette manie de dénaturer ces musiques originales, de les délayer au point de faire de la biguine un genre naïf, du zouk une machine à flirter collé-sport ? Manquerait-il des gardiens du temple ? La réussite de Kali tient autant à la

qualité de sa musique qu'à ses idées arrêtées sur la musique de son île, la Martinique. Avec son banjo, ses dreadlocks et l'héritage du reggae (l'album commence par une petite mise au point sur la question), Kali incarne une Martinique aux identités croisées, de Stelio, Loulou Boisville, Ti Emile à Bob Marley.

Enregistré au printemps passé au New Morning, l'album couronne les deux précédents, *Racines 1 et 2*, du nom de la chanson qui a valu à Kali le Prix de la chanson francophone en novembre dernier. Châcas, accordéon, banjo, chœurs et ambiance en direct. Le tout extrêmement sympathique.

1 CD Hibiscus Records CS 750. Distribué par Coco Sound.

Carnaval des Antilles (1)

Ethnikolor (2)

Planète Zouk 2 (3)

Les fêtes sont passées, ne nous croyons pas quittés de nos envies de danser sans souci. Mardi gras pointe son nez, et la compilation *Carnaval des Antilles* a retenu douze titres de Martinique et de Guadeloupe pour nous y préparer : Malavoi, Kassav, Eugène Mona, Dédé Saint Prix, Ti-Ken (le fils de Kali), Ralph, Tamar, Zouk Machine... L'édifice tient bien en place, malgré quelques *medley* sans utilité, avec des titres bien choisis, sans risques mais sans rides.

Ambiance *medley* justement pour des spécialistes du genre pot-pourri. Ethnikolor, un groupe qui rassemble une trentaine de musiciens-choristes-chanteurs menés tambour battant par Ronald Rubinel et Edith Lefel. Un tour d'horizon du «danser» antillais, du carnaval au *tambou'a* (les tambours tant prisés par Eugène Mona, le grand musicien martiniquais disparu l'automne dernier), en passant bien sûr par les biguines et les valses créoles. Il y a même un raga maffin avec DJ adéquat (MC Janik) et un insupportable *zouk-new-age*. Heureusement, Ti Emile, soixante-dix ans bien tassés, est venu prêter main-forte. Idéal pour la séquence colorée d'une surprise-partie bien menée.

On espère pour nos camarades des îles que les dix-sept titres proposés dans *Planète Zouk 2* ne sont pas, comme indiqué par le sous-titre, «le meilleur de la musique antillaise». D'abord parce que la sonorité y est aussi sèche qu'un caillou qui tombe sur une dalle de ciment. Même les suaves violons de Malavoi en arrivent à glacer l'oreille. Par une surabondance affichée des boîtes à rythmes et un choix démagogique dans le sens du «câlin» (Frankie Vincent), les titres sélectionnés ne sont pas toujours à la hauteur de ceux qui les interprètent (exemple : un *Wep* sans charme de Kassav).

- (1) 1 CD Musidisc 197 812.
(2) 1 CD New Deal 60 238. Distribué par Carrère.
(3) 1 CD Carré pour cent 50 230. Distribué par Carrère.

V. Mo.

COFFRET JEFF BECK

Tranches de rock

TELLES les pierres du mausolée au rock'n'roll, les rétrospectives s'empilent. Dernière arrivée de marque dans les discothèques, une compilation consacrée à Jeff Beck. Méthode habituelle – trois CD, soit trois heures et demie de musique à peu près, un livret, – résultats imprévus : mise à mal d'un mythe, écriture d'une histoire critique du rock.

Parce qu'ils avaient tous les trois joué au sein des Yardbirds, parce qu'ils furent des figures du Swinging London, Eric Clapton, Jimmy Page et Jeff Beck forment dans les histoires du rock une espèce de trinité de la guitare électrique. Mais si l'influence des deux premiers se fait encore sentir, celle de Jeff Beck est plus difficile à discerner. Passant régulièrement à côté du succès commercial, par accident ou par choix (il a refusé de remplacer Mick Taylor au sein des Rolling Stones), Jeff Beck est surtout le prototype de l'instrumentiste rock, dans sa grandeur et sa misère : virtuose qui, s'il est un tant soit peu doué, a très vite mesuré les limites de son domaine.

Et voilà sans doute pourquoi, de ses débuts au sein des Tridents en 1963 à ses aventures dans le monde du jazz rock, Jeff Beck a traversé tous les courants du rock blanc anglais avec une constance dans l'erreur qui finit par étonner. Excellent technicien lorsqu'il remplace Eric Clapton au sein des Yardbirds en 1965, le groupe gagne au change, débordant d'énergie, Jeff Beck est aussi affligé d'un mauvais goût chronique qui l'a fait donner tête baissée dans tous les panneaux. Lorsqu'il quitte les Yardbirds début 1967, il enregistre

deux 45 tours de pop gentille alors qu'une place était à prendre : celle qu'occupera son ex-collègue Jimmy Page avec Led Zeppelin. Lorsqu'il va de super-groupe en super-groupe, il lui manque toujours quelque chose : un compositeur au sein du Jeff Beck Group, qui réunissait quand même Rod Stewart, Ron Wood et Nicky Hopkins. Un chanteur chez Beck Bogert Appice, caricature monstrueuse de Cream, capable de débiter des heures de jam session auxquelles seul un toxicologue pourrait trouver une excuse. Enfin, dans ses collaborations avec Jan Hammer ou Narada Michael Walden, il est resté loin derrière McLaughlin ou Larry Coryell dans une course de toute façon sans intérêt.

Restent pourtant des moments forts, essentiellement sur les deux premiers disques. La fondation du *Heavy Metal* au moment où les Yardbirds se désintègrent. Le flirt psychédélique avec Beck's *Boleto*, instrumental élégant écrit par Jimmy Page, interprété par une moitié du Led Zeppelin à naître (Page et John Paul Jones) et Keith Moon à la batterie. Ou encore l'apparition d'un grand chanteur, Rod Stewart, au sein du Jeff Beck Group (reprise inquiétante d'instabilité de *Jailhouse Rock*). Puis, dix-sept ans plus tard, les retrouvailles Beck-Stewart pour le *People Get Ready* de Curtis Mayfield, amorcé d'un retour vers le blues dont on attend toujours l'apothéose.

THOMAS SOTINEL

★ Beckology, 3 CD Epic-Legacy 4692262-2.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES

16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24

LE RELAIS D'EGUSSEUM

6, place de la République, 1^{er} 41-40-41-10

LE CORSAIRE

1, bd Exelmans, 16^e 45-20-87-85 et 45-25-53-25

RIVE GAUCHE

39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e 46-33-44-07 et 46-12

RESTAURANT THOUVEREUX

79, rue Saint-Dominique, 7^e 47-05-49-75

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

T.J.J., service cont. de 11 h à 2 heures du mat. Haltes et fruits de mer toute l'année. Pâtisseries du marché. Choucroutes, Menu-carte 160 F (mat., plat, dessert, café, vin comp.). Repas d'aff.

Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de qualité. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F et carte. Fermé samedi.

Unique au monde. Cadre fle 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu à plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Soirée jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. acc continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS

9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons

CHOUCRUTES, grillades, POISSONS

DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES

Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier. HUITRES

toute l'année. POISSONS DU MARCHÉ

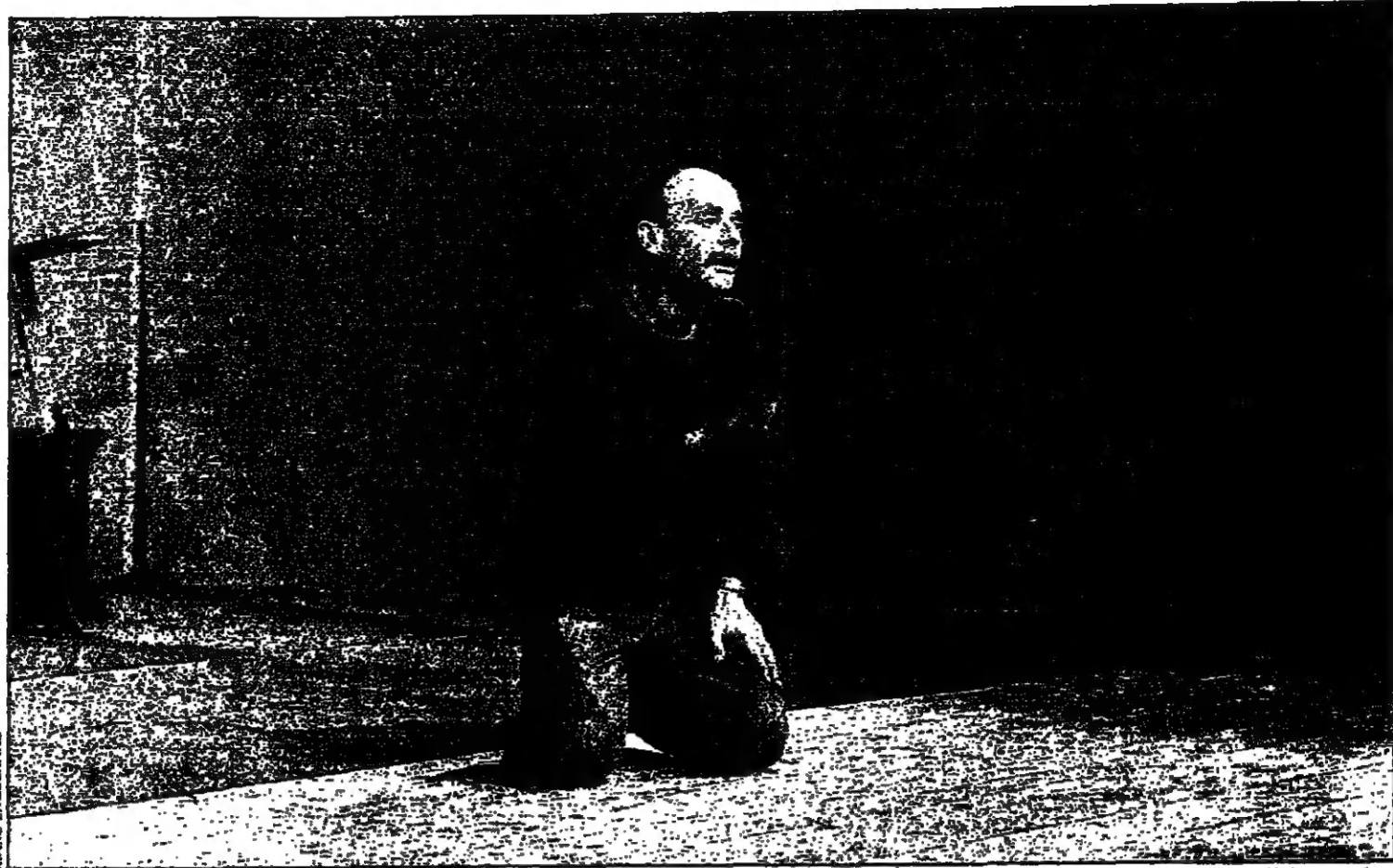
Plans traditionnels. Vins à découvrir.

DÉCOR «Bouquet» - Entrée

JARDIN D'HIVER

T.J.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-42-90-32.



« D'un seul coup, nous sommes comme des somnambules brutalement réveillés; notre travail ne peut plus se faire dans l'innocence et l'habitude. »

RENCONTRE AVEC LE METTEUR EN SCÈNE BERNARD SOBEL

1991, la grande brûlure

Bernard Sobel, directeur du Théâtre de Gennevilliers, est une des « consciences » de la scène française. Au moment où il met en scène « Vie et mort du roi Jean », de Shakespeare, nous avons rencontré cet homme de cinquante-cinq ans, fumeur de Disques bleus devant l'Éternel, toujours membre du Parti communiste, que les grandes évolutions du monde passionnent et dont il parle avec une émotion intacte.

« Comment un directeur de théâtre tel que vous, perpétuellement en phase avec son environnement artistique et politique, décide-t-il aujourd'hui de sa programmation, à un moment de crise où le divertissement prend largement l'ascendant sur la réflexion ? »

« Décider d'une programmation après l'année 1991, après les deux ou trois années que nous venons de passer, ne peut pas se faire dans l'innocence. On peut dire que l'univers a joué un théâtre tel que le théâtre lui-même doit se montrer à la hauteur de ce qui s'est joué aux dimensions de la planète. On a un peu l'impression d'être « déjanté », d'être sorti de notre sillon habituel. Certaines questions sont devenues évidentes : quelle sera la nature du rendez-vous que je vais fixer avec le public ? Pourquoi vais-je lui demander de venir gagner – ou perdre – deux ou trois heures dans la maison que je dirige ? »

« Au cours des vingt dernières années, je peux dire que Gennevilliers est un des théâtres qui a le plus préparé des réponses éventuelles. On peut passer de Heiner Müller à Volker Braun, de Volker Braun à Isaac Babel, de Babel à Alexandre Kopkov, de Kopkov à Vichnievski, à Brecht, à Horvath : tout ça n'était que la préparation de ce grand questionnement. Je dirais même que, par hasard, le Roi Jean, que je n'avais pas lu, continue sur la même voie. »

« Pendant plus de vingt ans, beaucoup se sont posés la question de l'engagement. Mais c'était plutôt « contre », contre un système ou une idéologie, contre le capitalisme, contre le libéralisme. Alors, on s'opposait. Aujourd'hui est venu le temps de proposer. »

« Je vous avoue que mon travail n'a jamais tourné autour de l'opposition. Je me suis seulement toujours demandé en quoi un auteur cherchait à aider ses compagnons d'existence à vivre. Quand j'ai choisi telle ou telle pièce, j'ai senti que quelque chose me touchait profondément : une main tendue par l'auteur par rapport aux questions d'ordre vital que je me posais. C'est une affaire de générosité : l'auteur se posant des questions par rapport à lui-même, se les posait aussi pour moi. Mais, pour se poser ces questions, il était obligé de s'investir du bout de son sexe au sommet de son cerveau. Il y mettait tout son être, toute son individualité. Il se brûlait dans l'écriture et il se brûlait sur les planches. Comme un auto-sacrifice. Cette brûlure est fondamentale. Et naturellement, le rôle du metteur en scène, c'est de la rendre palpable. »

« Cela dit, vous êtes et vous restez marxiste. Cela ne peut pas être indifférent à vos choix. »

« Ma seule préoccupation est de rendre ce moment où un animal humain écrit par exemple le Tartuffe... C'est le problème de l'espèce qui est posé au théâtre. Le théâtre est grand quand il est le théâtre de l'espèce. Mon problème n'est pas d'avoir une intervention politique, de parler de tel ou tel thème actuel, non, ce n'est pas ça. Mon travail tourne plutôt autour d'une phrase de Marx, dont on peut accuser d'ailleurs tous ceux qui ont participé à la tentative d'édification du socialisme d'avoir inversé les termes : « La liberté de tous et la plénitude de tous dépend de la liberté et de la plénitude de l'un. » Et pas « la liberté et la plénitude de l'un dépend de la liberté et de la plénitude de tous ». Marx dit ça. Il le dit au moment même de la naissance de l'individu sur la scène du théâtre. Aujourd'hui, c'est comme si le monde avait mis en scène toutes les questions que je me pose depuis très longtemps. »

« Une raison de plus de revendiquer toujours votre appartenance au Parti communiste. »

« Si je suis communiste, c'est parce que je pense que c'est l'endroit où je suis le plus obligé de me poser ces questions, je ne peux pas m'en déloger. Je suis obligé de répondre. Ce n'est pas l'endroit de la commodité. Je suis fils de petit-bourgeois. Cet engagement a toujours été pour moi le résultat d'un mouvement contraint et forcé. Un parti, un appareil, ce n'est pas du tout dans ma nature. Je dis seulement que c'est l'endroit où, sans arrêt, je suis obligé du matin au soir de me poser la même question : qu'est-ce que ça veut dire être un « animal humain » ? Quand je parle d'« animal », c'est dans le sens où Molière dit, quand Tartuffe sort de dessous la table : « Oh ! Quel méchant animal est l'homme. » Molière analyse bien ce grand écart entre l'animal humain et ce que cet animal désire être. Peut-être que son malheur, c'est de vouloir, comme le disait Pascal, être Dieu. La tragédie de l'animal humain, c'est qu'il désire être Dieu. »

« Le choix de revenir à Shakespeare vous aide-t-il à trouver des réponses appropriées ? »

« Je voudrais vous donner une petite citation. Le 13 septembre 1991, un inconnu a éprouvé le besoin de faire paraître ces lignes dans la rubrique nécrologique du Monde : « Anniversaire. Il y a 399 ans, le 13 septembre 1592, mourait Michel Eyquem de Montaigne. « L'imagination, l'habitude, la croyance ou la présomption nous font autant de mal que le hasard ou les phénomènes naturels. » C'est la plus grande blague talmudique que j'ai jamais entendue. Si « l'imagination, l'habitude, la croyance ou la présomption nous font autant de mal que le hasard ou les phénomènes naturels », qu'est-ce qui nous fait du bien ? A partir de cette question qui met tout à plat, quelle est la raison d'être ? Quelle est la raison de construire ? Quelle est la raison d'aller d'un bout à l'autre d'une existence ? »

« Aujourd'hui, je pense que le mur n'est pas tombé à Berlin, il est tombé partout. Cette question de Montaigne est dans la tête de tout le monde, consciemment ou inconsciemment. Nous sommes tous en face de cette douleur positive qu'est l'existence, maintenant qu'il n'y a plus les transcurrences, les drogues. »

Si l'on accepte cette douleur, on peut se faire sauter la cafetière. Si on refuse de l'accepter, ça veut dire quoi ? Je dirais que Vie et mort du roi Jean n'est que la métaphore théâtrale de ce questionnement de Montaigne. »

« D'un côté, il y a la croyance ; de l'autre, il y a la vie. Le théâtre est placé entre les deux. Les acteurs doivent faire croire en ce qu'ils font et, en même temps, il faut qu'on dise que ça n'est que du « bidon », que c'est faux, et que la vie n'est pas ce qu'on croit. Il n'y a pas d'instrument plus performant, aujourd'hui encore, que le théâtre pour faire comprendre qu'on ne saura jamais ce qu'est la vie, qu'on ne pourra que savoir ce que nous croyons être la vie. »

« Vie et mort du roi Jean vous paraît-elle être l'instrument approprié de cette compréhension ? »

« Ce n'est pas pour rien que Shakespeare était lecteur de Montaigne. S'il lisait Montaigne, il a dû lire la citation dont nous parlions. Je pars de là. Voilà le lien. 1991, le Monde, « Anniversaire... » Un message mystérieux nous est envoyé. Quand j'ai lu cet insert, nous étions en train de travailler sur le Roi Jean. Il y a eu le putsch à Moscou, puis Eltsine a pris le pouvoir démocratiquement, comme on dit... C'est de tout cet amalgame qu'est fait notre travail. »

« Dans cette pièce de Shakespeare, il y a un décalage qui est intéressant : pour parler de son environnement immédiat, Shakespeare fait un bond dans le passé, le Moyen Âge. Ce n'est pas innocent, ni pour lui ni pour vous aujourd'hui... »

« Pas du tout, non. Il y a comme une concentration du temps. On va de 1492 jusqu'à Machiavel. On assiste à la naissance, pour employer un cliché, de ce qu'on appelle la modernité. C'est-à-dire de l'avenir au monde du « moi » et du « je ». Toute l'histoire du théâtre contemporain part du Roi Jean pour se terminer avec Beckett. Le moi va prendre le centre de la scène, et Beckett va aller au bout du moi : on ne va plus voir que la bouche, puis il va mettre le moi dans du sable ou dans des cruches. »

« Le moi se termine un peu avec Ibsen. Quand Peer Gynt parle avec le Sphinx, il dit : « Moi, qui, moi je ? » Ça se prolonge avec Beckett, et puis après Bob Wilson nous parle d'un autiste et crée une nouvelle cassure. Bob Wilson, à l'encontre de ce qu'on dit, renoue avec le grand théâtre communautaire d'« avant », de juste avant le Roi Jean, le théâtre des grandes abstractions du Moyen Âge où l'on n'osait même pas dire moi, où sur la scène les personnages étaient des abstractions, la vicellesse, la pauvreté, l'Église, la richesse, etc. Il rebâtit un théâtre de la communauté. Je pense que Bob Wilson est en ce sens un grand metteur en scène politique, et qui n'a pas attendu tous les événements que nous venons de connaître pour l'être. Il y a chez lui une grande générosité pour aider les hommes en proposant une nouvelle forme de théâtre qui n'est pas la mienne. J'ai une admiration et une gratitude très profondes pour lui, je ne saurais pas faire ce qu'il fait, je ne suis que metteur en scène. Lui, c'est un créateur, créateur de formes. Il y a une différence entre les deux. »

« Comment expliquez-vous que cette importante pièce de Shakespeare soit si méconnue ? »

« Ce n'est pas étonnant. Dans le fond, c'est une œuvre dans laquelle on ne peut pas s'identifier. C'est une œuvre impitoyable où il n'y a pas encore de bien, de mal, de transcendance ; on ne peut pas dire : « Moi, je souffre comme Hamlet ; moi, j'ai des tentations incestueuses comme tel personnage ». Il n'y a pas de moi. On ne peut pas se reconnaître. C'est vrai qu'il y a Jean. Il est central, mais pas comme dans les pièces qui viendront après. Shakespeare s'est subitement senti « carotté ». Il s'est aperçu que tout ce en quoi il croyait était « bidon ». Je ne dirais pas qu'il a pris un coup de vieux, mais un coup de lucidité. Il s'est dit : « Il faut que j'élaborer un autre instrument de travail. » Avec le Roi Jean, il prépare sa stratégie d'écriture pour plus tard, même si, après, cette insupportable lucidité va s'atténuer. Il met en place son art et sa réflexion philosophique. »

« Un art et une réflexion où l'histoire a toute sa place... »

« Si l'histoire est un « processus sans sujet », comme le dit Althusser, il n'empêche que chaque homme fait l'histoire, et la pièce est bâtie sur cette contradiction. On ne peut jamais dire qu'il n'y a rien. Cependant, on doit faire croire aux autres qu'on est quelque chose. Pour cela, on fabrique des croyances et des présomptions, comme les valeurs universelles, le droit, la justice, la légalité. »

« On, un exemple tout simple, la démocratie. Que se passe-t-il en Algérie ? Ce n'est pas la peine de se raconter des salades, les gens qui sont des démocrates sont obligés d'empêcher des élections pour sauver, soi-disant, la démocratie. C'est Shakespeare in vivo. Comment voulez-vous que l'animal humain contrôle ce genre de choses ? C'est lui donner à voir le paradoxe dans lequel il vit perpétuellement et peut-être lui donner au moins la joie de vivre ce paradoxe. Ça serait ça, peut-être, la chaleur humaine qu'on ressent dans Shakespeare. »

« Le paradoxe est-il une nourriture suffisante pour vivre ? »

« Beaucoup de gens dans les universités américaines, influencés par Foucault, font des recherches sur Shakespeare. L'un d'entre eux a écrit un bouquin qui s'appelle Signifying Nothing, et dont le sous-titre est Truth, True Contain in Shakespeare Work (« Ne signifiant rien. Véritable contenu de la vérité dans l'œuvre de Shakespeare »). J'ai l'impression que, pour ressentir une certaine joie de vivre, il faut savoir que vivre ne signifie rien. D'une certaine façon, c'est pourquoi je suis communiste. Je tiens à le dire très profondément. Je pense que c'est parce que nous avons prétendu que ça signifiait quelque chose qu'on s'est cassé la figure, pour un temps. La vérité est une question de théâtre. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

* Vie et mort du roi Jean. Traduction de Jean-Michel Depéret. Mise en scène de Bernard Sobel. Décor de Nicky Rietz. Avec Claude Duparquet dans le rôle-titre. Théâtre de Gennevilliers. Jusqu'en 1^{er} mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30.

صكنا من الأهل